

# **Livre Blanc du Gouvernement katangais sur les événements de septembre et decembre 1961. The Katangese Government's White paper on the events of September and December 1961.**

**Élisabethville? 1962?**

**No copyright information on item. Taken with permission from  
<http://users.skynet.be/christhel/katanga/livreblanc/> and made into a pdf by  
dudemans5685**

# **Livre Blanc du Gouvernement katangais sur les événements de septembre et decembre 1961. The Katangese Government's White paper on the events of September and December 1961.**

**Élisabethville? 1962?**

**No copyright information on item. Taken with permission from  
<http://users.skynet.be/christhel/katanga/livreblanc/> and made into a pdf by  
dudemans5685**

*Nous, peuples des Nations Unies, résolus :*  
*à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui,*  
*deux fois en l'espace d'une vie humaine, a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances,*  
*à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux*  
*de l'homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine,*  
*dans l'égalité des droits des hommes, ainsi que des nations*  
*grandes et petites,*  
*à créer les conditions nécessaires au maintien de la justice et*  
*du respect des obligations nées des traités et autres sources du*  
*droit international...*

Préambule de la Charte des Nations Unies

## INTRODUCTION

Lorsque l'O.N.U., appliquant avec une rigueur sans précédent la résolution du 21 février, expulsa les militaires étrangers, tous les points « stratégiques » d'Elisabethville, furent simultanément occupés : la Poste Centrale qui est aussi le siège des Télécommunications, la Radio Nationale et les postes non-officiels de radiodiffusion ainsi que plusieurs installations importantes parmi lesquelles, le pont de la Chaussée de Kasenga. Tous ces objectifs furent au même moment submergés par les vagues onusiennes.

Il apparaît clairement, aujourd'hui, que cette opération avait moins pour but de faire exécuter les résolutions — toujours interprétables — du Conseil de Sécurité, que de désorganiser du jour au lendemain, la force militaire du Katanga.

C'est sous prétexte de veiller à l'ordre public que les Onusiens occupèrent les points vitaux choisis par eux. La réalité est que l'on voulait faire une répétition générale du grand coup qui se préparait : les mêmes points furent occupés et dans des conditions identiques en septembre.

Certains ont dit que l'O.N.U. n'avait pas cherché à désarmer la gendarmerie : c'est certainement faux, puisque dans les garnisons au Nord, où l'O.N.U. était de loin supérieure en nombre, elle le fit. A Elisabethville, elle ne le put.

Il y a aussi l'arrivée du sinistre Bokele alias Bocheley Davidson, qui venait reprendre les pouvoirs, au nom de Gizenga. Il y eut la « radio Tombelaine » animée par un fonctionnaire onusien.

Les buts de l'O.N.U. sont clairs :

- 1) mettre en fuite le Gouvernement katangais ;
- 2) établir à sa place un haut commissaire congolais communiste ;
- 3) désarmer la Gendarmerie katangaise ;
- 4) installer à sa place, l'A.N.C. au Katanga ;
- 5) provoquer la guerre civile entre Baluba-Kasaï et Katangais ;
- 6) mettre en fuite, par ce moyen, la population européenne ;
- 7) établir alors, définitivement, l'unitarisme et le protectorat onusien.

C'est la résistance katangaise, et elle seule qui, en cette épreuve de force, a sauvé le pays.

Par suite, en décembre, la revanche avait été préparée avec soin.

Il s'agit alors de soumettre le Katanga au Gouvernement Central en employant la force, en ne reculant devant rien.

Les deux épisodes de la guerre d'Elisabethville font l'objet de cet ouvrage.

Les événements de septembre seront évoqués par deux épisodes seulement : l'attaque de la poste et de la radio.

Ceux de décembre seront décrits plus longuement car ils ont pesé d'un poids infiniment plus lourd sur la nation katangaise.

## ÉVÉNEMENTS DE SEPTEMBRE

### L'ATTAQUE DE LA POSTE

Lors de l'expulsion des militaires étrangers, les gardes de nuit n'avaient pu ni voulu défendre les locaux de la Poste contre l'arrivée des Onusiens. Mais cette fois la possibilité d'une attaque onusienne avait été envisagée. Depuis plusieurs jours, les habitants d'Elisabethville voyaient une forte patrouille motorisée parcourir les rues de la ville ; le peloton des paras katangais faisait une ronde pacifique. Ceux qui avaient pu douter de la discipline des forces katangaises privées de leurs officiers étrangers regardaient le peloton des paras et s'en allaient rassurés.

Les paras s'installaient volontiers de nuit à la poste qui est le point le plus central de la ville. Le 12 septembre au soir, ils étaient dans ces locaux. Les Onusiens installés dans l'hôpital de la Croix-Rouge italienne à vingt mètres de là, ne pouvaient pas l'ignorer.

Certains Onusiens ont tenté par la suite de créer une légende en prétendant que le premier coup de feu avait été tiré du Consulat belge ou du toit de l'immeuble occupé par ce Consulat. On ne voit pas bien le rapport qu'il pourrait y avoir entre un coup de feu tiré contre l'O.N.U. d'un bâtiment proche et le fait d'occuper la Poste même avec une force de 600 hommes. Il est bien certain que cette affirmation relève de la propagande.

C'est à 3 h. 55 exactement que par un porte-voix à piles un officier onusien somma les paras de jeter leurs armes, de se rendre dans les cinq minutes suivantes, c'est-à-dire à 4 heures précises. Il y avait de toute évidence un minutage précis. Un coup de feu tiré d'où que ce soit n'avait rien à faire avec une telle précision.

Il est clair également que cette attaque onusienne était une réédition de l'occupation antérieure. Il est également certain que les Onusiens s'attendaient à voir les soldats katangais mettre bas les armes à la première sommation. La fusillade durera jusqu'à six heures, mais comme le téléphone fut coupé à 4 h. 30, on peut en inférer qu'une partie des bâtiments fut occupée à ce moment.

Un officier suédois avait été tué et six militaires onusiens blessés.

A l'intérieur de la Poste, les Gurkas se précipitèrent en mitraillant. Un soldat blessé est jeté du toit de la Poste dans la rue où il s'est écrasé. Il raconta par la suite qu'il était monté sur le toit et tira jusqu'à sa dernière cartouche. Lorsque vinrent les Gurkas, il tenta de s'échapper, fut pris au col et précipité dans la rue. Chose extraordinaire, il parvint à se traîner, une demi-heure plus tard vers un magasin proche d'où il fut mené à l'hôpital. Son nom est Seya Fernand.

L'effet de surprise avait réussi. Une quarantaine de paras furent faits prisonniers.

Il y avait peu de personnel civil à l'intérieur du bâtiment vu l'heure matinale. M. Emmanuel Kasamba était de service à la centrale téléphonique. Entendant l'arrivée des Onusiens, dans son local, il se leva de son siège et mit les mains en l'air. Les Gurkas le tuèrent à bout portant en lâchant des coups répétés de mitraillette contre lui.

MM. Simon Kondwe et Kawisha Arcado qui se trouvaient à proximité ne furent heureusement pas touchés. Au moment de l'attaque, ils se jetèrent à terre et furent couverts de la poussière des murs percés de balles. Le sang d'Emmanuel Kasamba coula jusqu'à eux. Alors les Indiens s'approchèrent, frappèrent les trois corps à coups de crosse, puis les détroussèrent. Ils volèrent même la montre de Kawisha et tout l'argent qu'il avait sur lui. Un para katangais prisonnier vint les chercher une heure après. Ils furent détenus comme prisonniers, on ne sait en vertu de quel droit, durant trois jours à l'intérieur même de la Poste (du 13 au 16 septembre) puis deux semaines à l'aérodrome.

Cette période de détention fut très pénible pour eux. Ils furent nourris vaille que vaille et surveillés de jour comme de nuit. Comme ils n'avaient aucun accès aux latrines, un simple seau fut mis à leur disposition. Le traitement impitoyable qui leur fut réservé ne s'accorde avec aucune loi de la guerre, avec aucun usage international. Cette détention arbitraire ne se justifie par rien. Non contents d'avoir assassiné un civil désarmé, les mains levées, l'O.N.U. persistait dans son crime en maintenant détenus sans aucun titre les deux témoins du forfait.

Vers six heures donc le feu avait cessé. Qui oserait prétendre avoir vu un seul mercenaire durant cette opération ?

Une auto blindée katangaise avait été envoyée en renfort pour lutter contre les blindés onusiens qui se trouvaient déjà sur place ainsi que trois jeeps. Elles venaient du camp Tshombe. Il y avait cinq hommes d'équipage dans le véhicule blindé.

Durant les tirs effectués pour couvrir la retraite, deux desservants furent blessés légèrement : O. Muhoya et Musiliki. Finalement le blindé

percé de balles put se diriger vers l'hôpital mais les jeeps furent stoppées sur la place de la Poste.

A 7 h. 30, le commissaire de police Henri Swana, chef du camp Simonet, quittait son domicile avenue des Flandres et contactait le commissaire en chef qui lui ordonne de faire son rassemblement. Partant alors du camp même avec quatre jeunes policiers, le commissaire Swana alla faire une ronde.

Il passa à 8 h. 15 dans l'avenue de Saïo en face des positions prises par l'O.N.U. au pont de la chaussée de Kasenga. Rien ne se produisit à cet endroit. Mais lorsqu'il arriva en face de la Poste dans l'avenue du Sankuru, les Gurkas se mirent à tirer de toutes leurs positions situées dans cette avenue.

Il n'y eut aucune action offensive de la part de ces hommes. Un malheureux jeune policier fut touché, il tomba hors de la jeep et se traîna sur le sol. Les rafales se succédèrent jusqu'à ce qu'il ne bougea plus. De nombreux témoins ont vu ce crime et l'ont rapporté.

Le commissaire Swana était blessé au côté gauche de la figure et au pied droit. Le policier Bangwe Mathieu était blessé aux pieds et au bras. Ils purent cependant être évacués, sous le feu onusien.

Beaucoup de monde s'était amassé dès le lever du jour dans les environs de la Poste car nul ne réalisait encore la volonté destructive des soldats de la Paix. C'est à ce moment que l'O.N.U. tira en direction de cette foule civile composée de noirs et de blancs. M. Kestemont, agent B.B.A., fut blessé grièvement et mourut durant l'intervention chirurgicale la nuit suivante.

A partir de ce moment, l'O.N.U. disposa des vigies sur les toits avoisinants.

En conclusion, il est évident que l'O.N.U. est l'agresseur.

En témoignent les faits suivants :

- 1) Simultanéité des attaques contre la Poste et Radio Katanga ;
- 2) Sommations par porte-voix selon le minutage O.N.U. à 3 h. 55 et 4 h. ;
- 3) La présence de 600 Onusiens devant la Poste ;
- 4) Présence de blindés onusiens dès 4 heures, alors que les blindés katan-gais arrivent à 6 heures ;
- 5) Il s'agit de la répétition des opérations O.N.U. du 28 août 1961.

## LE MASSACRE DE RADIO KATANGA

Simultanément à l'attaque de la Poste, un contingent O.N.U. attaquait les installations urbaines de Radio Katanga. Ce fait, à lui seul, exclut toute explication onusienne ultérieure qui se basa sur des provocations pour justifier ses actes à la Poste.



Si, lors de l'attaque de la Poste, il y eut une sommation, il est désormais certain qu'il n'y en eut pas ici.

La garde postée à ce bâtiment était composée de neuf policiers et de soixante soldats. Quelques hommes veillaient à l'extérieur. L'un d'eux rentra précipitamment et annonça l'attaque de l'O.N.U. Il était déjà blessé et se tenait le bas ventre. Les soldats qui se trouvaient au dehors résistèrent tant qu'ils eurent de quoi tirer, en se dissimulant derrière les grands manguiers qui se trouvent auprès du bâtiment. Puis ils se réfugièrent dans les maisons avoisinantes.

De même qu'à la Poste, les soldats indiens se précipitèrent dans le bâtiment en tirant à la mitrailleuse. Les soldats katangais n'eurent pas le temps de prendre leurs armes. Ceux qui cherchèrent à fuir derrière le bâtiment furent tués par les Indiens.

Le Ministre Samalenge rapporte ceci : « Un malheureux sans armes se cache derrière sa table métallique renversée. Une grenade, une deuxième, une rafale... Du sang, de la chair, des cheveux, la mort. Je possède, moi, cette terrible et accablante relique, cette table. Cette pièce à conviction, nous en publierons la photo ».

Lors de l'exhumation, on put constater que cinq cadavres avaient les deux tibias cassés nets et que l'un d'eux avait une balle dans la tête.

De témoignages concordants (voisins ayant assisté à la scène) il apparaît que les Indiens ont rassemblé plusieurs blessés en un même endroit et les ont achevés avec les mitrailleurs. C'est ce que semblent bien confirmer les blessures à bout portant qui ont été constatées.

Ce massacre coûta le plus cher en vies katangaises : vingt-trois tués, dont seize gendarmes et sept policiers, deux militaires et deux policiers blessés.

Le policier Kalwambisha David, blessé à la tête et à la cuisse gauche, fut laissé pour mort. Il se trouva dans un état comateux durant toute la journée. Il fut relevé à 17 h. 30 par les commissaires Payen et Valckeneire qui purent s'aventurer sur les lieux, lorsque l'O.N.U. eut évacué la station devenue inutile.

Ainsi, le combat que livrèrent les Indiens à la garde de Radio Katanga fut bref et odieusement meurtrier.

Il est anormal que sur une garde de 69 hommes, un tiers ait été tué. Seule la soudaineté et la sauvagerie de l'attaque peuvent expliquer de telles pertes en si peu de temps. L'opération O.N.U. avait été conçue et exécutée comme une action visant à la destruction de ce groupe de soldats.

Qui oserait prétendre avoir vu un seul « mercenaire » sur les lieux ?

Vers 7 h. du matin, le Brigadier-Chef Iwezele, effectuait une patrouille de police dans la ville. La plupart des habitants d'Elisabethville, fussent-ils

membres des forces de l'ordre, n'avaient pas encore réalisé le tragique de la situation. Ceux-ci passèrent donc en jeep devant le bâtiment de la Radio. S'ensuivit une mitraille intense. Le Brigadier-Chef fut blessé ainsi que les policiers Tengo Albert et Kitenge. Les trois autres policiers indemnes purent mener leurs compagnons à l'hôpital. A 9 h., une ambulance tenta de porter secours aux blessés. Elle fut mitraillée par les Indiens et dut se retirer.

A midi, le Général Muke donne ordre de contre-attaquer. Un tir intense a lieu de part et d'autre. L'O.N.U. riposta principalement par mortiers. Trois civils européens furent blessés dans leurs maisons. Un militaire katangais perdit l'œil gauche. Le bâtiment étant démoli, les gendarmes katangais se retirèrent.

Vers 15 h., à proximité de ces lieux, une voiture blindée katangaise détruisit deux camions de vivres onusiens. Un chauffeur irlandais fut tué à son volant. Le cadavre demeura longtemps dans le véhicule. Jusqu'à ce que les habitants des maisons voisines lui donnent une sépulture provisoire. Il s'ensuivit plus tard une singulière discussion. L'O.N.U. étant avisée de l'existence d'un cadavre à cet endroit, refusa de l'accepter. Tous les militaires onusiens étaient, paraît-il, présents à l'appel. Finalement, l'administration katangaise ayant affirmé qu'une médaille pieuse, d'origine irlandaise, avait été trouvée sur le mort, un groupe vint, sous la conduite d'un aumônier irlandais rechercher les restes funèbres de ce soldat.

Vers 17 h. 30, le contingent onusien abandonnait le studio entièrement dévasté. La retraite s'opéra vers le Q.G. de l'avenue Fromont, sous la protection d'autos blindées.

En conclusion, il est évident que l'O.N.U. est l'agresseur :

- 1) Simultanéité avec l'attaque de la Poste à 4 h. ;
- 2) Arrivée à 4 h. précises d'Onusiens venant de positions éloignées, selon le minutage prévu ;
- 3) Nombre élevé de Katangais massacrés parce que attaqués par surprise.

# ÉVÉNEMENTS DE DÉCEMBRE

## PRODROMES

Le 1er décembre, le Chef de l'Etat donnait une conférence de presse dont le grand thème était la provocation onusienne. « N'êtes-vous pas surpris, disait-il, de remarquer que des agitateurs ont profité du séjour du Sénateur Dodd pour provoquer les incidents que vous savez ? » Il disait encore : « Par un plan, dorénavant mis en place, certains éléments de l'O.N.U. recherchent l'incident ».

C'était là une vérité d'évidence, que le week-end du 2 au 4 décembre allait rendre plus cruelle encore.

L'incident recherché par l'O.N.U. eut lieu le samedi 2 décembre vers 17 heures.

Les gendarmes katangais, de service à l'aérodrome de la Luano réclamaient un laissez-passer à un réfugié. Celui-ci ne possédant pas ce document, il s'ensuit une discussion. Des Indiens s'interposèrent et interpellèrent brutalement les gendarmes. Une bagarre à poings nus eut lieu. Mais un des Indiens tira une rafale de mitraillette du haut d'un bâtiment. Les gendarmes prirent position et un tir acharné s'ensuivit. Entre-temps, les policiers de service du côté du hall central se virent cernés et désarmés par surprise, toujours par les Indiens. Ces policiers ignoraient tout de l'affaire et n'avaient en rien participé aux discussions et aux tirs.

Se servant alors des policiers comme otages, ils en emmenèrent un devant les gendarmes retranchés, obligeant ce policier à supplier les gendarmes de cesser le feu et de se rendre, car les Onusiens se préparaient à passer tous les policiers par les armes. Ces hommes courageux étaient cinquante-deux et se savaient cernés par deux bataillons gurkas.

Le Gouvernement réagit alors vigoureusement. L'état d'alerte fut décrété et la gendarmerie occupa en quelques heures tous les points stratégiques de la capitale.

Monsieur le Ministre Kimba gardant un sang-froid extraordinaire établit les contacts avec le représentant de l'O.N.U.

A 22 h. 30, l'O.N.U. relâcha 32 Katangais. Il en restait donc 20 qui demeurèrent détenus.

Le Ministre Kimba protesta énergiquement. Le Gouvernement rejeta de même un ultimatum onusien qui exigeait le retrait de la gendarmerie de tous les points stratégiques. Il posait comme conditions :

- 1.— La restitution des armes confisquées aux gendarmes lors des événements de l'aérodrome.
- 2.— L'engagement écrit de la part de l'O.N.U. de ne plus effectuer aucune patrouille armée dans la ville d'Elisabethville.
- 3.— L'interdiction de survol du territoire katangais par les hélicoptères et avions de combat onusiens.
- 4.— La garantie écrite que les agents, policiers et gendarmes katangais en service à l'aéroport ne soient plus en danger.

C'était là une demande bien modérée montrant la volonté de paix du Katanga. Les patrouilles de blindés et les survols à basse altitude énervaient la population, sans profit pour personne.

Le lundi 4 décembre il avait été convenu que les forces en présence au rond-point de l'avenue de Saïo devaient se retirer. Cependant, vers 20 h. 30 les casques bleus interdisaient aux habitants de ce quartier de quitter leurs maisons. Des canons 75 sans recul vinrent renforcer les positions onusiennes. L'atmosphère demeurait extrêmement tendue.

Parallèlement à cette offensive locale, l'O.N.U. développait une action diplomatique. Le thème en était simple. C'est M. Sture Linner qui se chargea de le développer. En un rapport publié le 3 décembre il déclare que « le régime de Tshombe approche du point où il ne pourra contrôler les forces qu'il a déclenchées et où il ne pourra détourner sa politique de la violence... » et aussi « ni M. Tshombe, ni ses collaborateurs ne pourront contrôler la direction des événements. Des éléments de leur force militaire et de la population civile risquent de déclencher de nouvelles hostilités contre l'O.N.U. ».

C'est donc bien clair : la gendarmerie est sur le point de se mutiner et à ce moment là l'O.N.U. devra se défendre. On apportera comme preuve de la mutinerie les incidents que l'O.N.U. elle-même cherche, sans relâche, à provoquer.

La préparation de l'opération allait trouver une approbation qui est en même temps un aveu.

L'Ambassadeur des Etats-Unis, M. Gullion, déclara : « Je ne suis pas certain que la province du Katanga puisse être réunie au Congo sans une effusion de sang ».

Une preuve péremptoire de l'action préparée est que le 6 décembre, Raja avouait avoir 6.000 hommes sous ses ordres. Il avait donc — au mépris du cessez-le-feu de septembre — doublé ses effectifs.

## LES PRETEXTES DE L'O.N.U.

1.— Le mardi 5 décembre à 11 h. 30, M. Urquhart annonce, au cours d'une conférence de presse, que des combats sont imminents, les forces katangaises se disposant à attaquer l'O.N.U. partout. C'est la découverte du fameux « plan de bataille katangais ».

U Thant en fit la cause du déclenchement de sa guerre : « Ce ne fut que lorsque l'O.N.U. découvrit le plan d'une attaque de grande envergure, par les gendarmes katangais, contre ses positions essentielles qu'elle a décidé le 5 décembre d'éliminer les barrages routiers de force ». Et aussi : « Bien plus grave encore fut la découverte d'un plan d'attaque de grande envergure, par la gendarmerie katangaise, contre les positions de l'O.N.U. Ceci n'a pas laissé d'autre choix à l'O.N.U., en état de légitime défense, que le recours à la force nécessaire pour assurer la sécurité de ses communications et aussi sa liberté de mouvement ».

Mais ce qu'avancait, sans preuve, le premier fonctionnaire du monde allait être renversé par la publication du document : il s'agissait d'un plan de défense contre l'A.N.C. aidée par les troupes de l'O.N.U. Il s'agissait des lignes de défense en profondeur et nullement d'un plan d'attaque. On le trouvera en annexe.

Les explications embrouillées données par le Secrétariat général ne purent voiler cette évidence. Elles mirent l'accent sur la présence au Katanga de « mercenaires ». L'O.N.U. donne une courte liste, celle d'officiers supérieurs partis en août et septembre.

Mais il devient clair pour chacun que le plan défensif, prétexte suprême de l'attaque onusienne, ne pouvait être retenu. L'agression du 5 décembre n'avait donc pas de fondement. Elle ne fut motivée par aucun préparatif katangais. Elle repose sur le mensonge et la mauvaise foi.

La décision de reprendre la lutte fut prise par M. Thant lui-même.

Il descendit au bureau des Téléx et se mit en contact avec ses représentants au Congo et au Katanga. C'est le vendredi 1er décembre à 16 h. 30, qu'il donna carte blanche à ses représentants.

Dès lors, la « responsabilité du maintien de l'ordre » à Elisabethville

fut remise entièrement au Général Raja. Celui-ci pouvait chercher une revanche à son échec de septembre.

On allait mettre « tout le paquet » pendant un délai assez bref. C'est du moins ce que Thant se figurait. Il commettait à nouveau l'erreur tragique de son prédécesseur, négligeant de croire à la valeur des troupes katangaises.

2.— Le second argument de l'O.N.U. fut la nécessité d'appliquer les résolutions du Conseil de Sécurité relatives à l'expulsion des mercenaires. Cette chasse aux mercenaires est, à coup sûr, une des activités les plus stupides de l'O.N.U. au Katanga.

On en parle toujours, mais on n'en montre jamais. L'O.N.U. a arrêté des civils, à tort et à travers, mais jamais n'a pu retenir et exhiber un seul mercenaire véritable.

Certes, avant les arrestations opérées par l'O.N.U. en août 1961, il y avait au Katanga des officiers et des « affreux ». Nul ne l'a jamais nié. L'O.N.U. avance encore de temps en temps le nom de ces hommes qu'elle appelle des « mercenaires ». On reparle du Major Jacques qui commandait à Albertville ou du Major Bousquet qui était à Kongolo, d'autres encore. La totalité des officiers et des « affreux » est partie en août. Ils ont été suivis de peu par les 17 techniciens que l'O.N.U. avait généreusement « autorisé » à rester pour administrer les services auxiliaires.

Puis, juste après les événements de septembre, les officiers belges demeurés au Consulat ont quitté le Katanga.

Il fut payé des dédits importants à tous ces hommes. On trouvera, en annexe, une copie de la décision qui accorde plus de douze millions de dédits.

Le Katanga honore sa signature.

Le Katanga a remercié les « mercenaires » pour tous les services rendus. Comment pourrait-on imaginer que l'on paie cette dette au moment même où l'on mettrait d'autres mercenaires au travail ?

Il est clair que ces hommes sont partis.

L'O.N.U. devra trouver un moyen d'expliquer que les mercenaires existent toujours. C'est ce que déclare le Président Tshombe dans son discours du 26 novembre 1961 : « Il faut expulser les mercenaires. Mais si tous ceux-ci partis, le Katanga subsiste néanmoins, ce qui est le cas, alors on ne dira pas que le Katanga est une nation viable qui a le droit de vivre. Non, ce sera que les mercenaires ne sont pas tous partis ou qu'il s'en trouve parmi les paisibles personnes qui travaillent au Katanga et que l'on qualifiera d'éléments hostiles ».

Les cadres de la gendarmerie katangaise ont été repris en mains par des officiers katangais, dont une partie a effectué à l'étranger des stages de formation militaire.

Soumis à l'entraînement en vue du commandement de petites unités, ces officiers se montrent particulièrement efficaces.

L'O.N.U. n'était qu'une cohue de troupes bigarrées sans idéal; opposées aux Katangais répartis en groupes petits et durs, elle ne pouvait réussir. Cet échec, elle l'impute aux mercenaires européens afin de voiler, d'un brumeux mystère, la froide vérité. Ses cadres sont incompetents, ses troupes sont veules et barbares.

# ATTENTATS CONTRE LES PERSONNES

## I. — LES ASSASSINATS

1.— Le 5 décembre 1961, peu après midi, le camion de la firme « Prina » rentre à Elisabethville de son chantier de la Lukuni. A bord de ce camion se trouvent MM. Ermanno Prina (italien 22 ans) et Gianni Mino, son cousin (italien 21 ans), leur chauffeur et huit travailleurs d'origine katangaise ou nord-rhodésienne. Ce camion est suivi d'une voiture noire occupée par deux civils européens, sans armes, MM. Charles Kreins (belge 40 ans) et Georges Henrioul (belge 37 ans), venus de Jadotville à Elisabethville pour affaires.

Ces deux véhicules parviennent à 200 mètres du terminus de l'avenue Redjaf, lorsque soudain les mercenaires de l'O.N.U., massés près du rond-point de jonction de l'avenue de Saïo et du Boulevard Baudouin, déclenchent leur action offensive contre les forces armées katangaises, non encadrées d'Européens, massées également dans ce secteur.

Sans tenir le moindre compte qu'il s'agit de véhicules transportant des civils sans armes, des soudards indiens ouvrent le feu sur eux, crevant les pneus. Les occupants se lancent hors du camion et de la voiture pour se mettre à l'abri dans le fossé jouxtant la droite de l'avenue de Redjaf. Pris de panique, M. Mino, le chauffeur et un travailleur s'enfuient dans la brousse et s'y font abattre de dos. Leurs cadavres n'ont été retrouvés que le 15 janvier 1962, dans un petit charnier proche. Celui de M. Mino présente une plaie par balle à la fesse gauche et trois plaies par balles dans les cuisses, pénétrées par derrière, dont l'une a perforé l'artère fémorale gauche. Il a donc été abattu de dos, alors qu'il fuyait.

M. Prina et les sept autres travailleurs rampent jusqu'au caniveau situé juste en face du poteau électrique No 50. Les tubes bétonnés en sont larges et permettent à plusieurs de s'y blottir. D'autres Katangais passant sur la route se tapissent également dans le fossé.

Au bout d'un quart d'heure, M. Prina, confiant en sa qualité de civil



non armé, décide de sortir de son abri, lève les deux bras et se fait immédiatement abattre par des soudards indiens, d'une balle qui lui fait éclater l'épaule gauche. Il est achevé d'une balle au poumon droit. MM. Kreins et Henrioul, ainsi que M. Grégoire Sunga, sont abattus dans le fossé ; le premier a la figure défoncée par une rafale, le second est atteint de deux balles dans l'aisselle gauche en direction du cœur. M. Smeding, l'ambulancier néerlandais qui devait être à son tour assassiné par l'O.N.U. le 13 décembre, a témoigné les avoir trouvés couchés sur le ventre, les bras repliés au-devant de la tête comme pour se protéger du tir dirigé sur eux. M. Prina gisait sur le dos, les deux bras toujours levés.

Les mercenaires indiens s'avancèrent ensuite et mitraillèrent à faible distance les travailleurs cachés dans le caniveau, en tuant six (MM. José Kabutano, Julias Lubunda, Joseph Kiambo, Kawatu Samakayi, Bwalia Nasoni et Bwalu Stéphane) et blessant grièvement le septième, M. Tshifunda, notre témoin de cette boucherie, qui fit le mort et ne sortit, à moitié étouffé par les cadavres de ses compagnons, que le lendemain matin vers 7 h. Relevé, ainsi que six cadavres par les ambulanciers de la Croix-Rouge, il fut mené à la Clinique Reine Elisabeth, où il était toujours en traitement au début de janvier 1962. Les quatre autres cadavres ont été extirpés du caniveau le 12 janvier, en présence de M. le Procureur d'Etat Falmagne et du médecin-légiste f.f., le Dr Roger Van Grunderbeeck.

BILAN : 4 civils européens vaquant, sans armes, à leurs occupations pacifiques et 8 travailleurs katangais et nord-rhodésiens, lâchement assassinés sans défense et sans sommations par des soudards indiens.

2.— Le 10 décembre 1961, le R.P. Alexandre Ferdinando Gagna (en religion le Père Michel) se rendit vers 14 h. pour prendre le Saint Sacrement qui se trouvait à la chapelle des Sœurs de Saint Paul.

Son véhicule fut trouvé incendié et son corps calciné à l'intérieur, à l'angle de l'avenue de Liège et de la chaussée de Kasenga.

C'est un blindé suédois qui l'attaqua au bazooka. Il semble que l'arme idéale de l'O.N.U., contre les voitures civiles, est le bazooka.

Est-il donc possible que l'on puisse attaquer de plein front un véhicule sans se rendre compte que c'est un prêtre qui le conduit ? Le ciboire contenant les Saintes Espèces se trouvait auprès du religieux.

3.— Le 13 décembre 1961 une jeep bâchée de bleu conduite par M. Payen, accompagné de M. et Mme Willy Servais, et de Mme Mercier, tentait d'atteindre par un détour l'établissement « Tabarin » évacué le 9 décembre par ses tenanciers, M. et Mme Servais.

Le secteur paraissait calme, suite à des renseignements reçus de diverses personnes. Vers 16 h. 15, le poste de police de la Kasapa confirme que le quartier est tranquille. Par l'avenue d'Uvira la jeep poursuit sa route vers le « Tabarin », premier bâtiment au-delà du nouvel hôpital Reine Elisabeth, dont la partie hospitalière, seule achevée, avait servi d'hôtel les mois précédents. Les Servais espéraient reprendre des papiers d'identité oubliés ainsi que du ravitaillement. Soudain les occupants de la jeep aperçoivent une camionnette blanche des forces onusiennes arrêtée près de l'hôpital, ainsi que des mercenaires éthiopiens. M. Payen sort du véhicule, fait signe avec un mouchoir blanc qu'il désire passer ; les Ethiopiens répondent par des gestes de dénégation les invitant à faire demi-tour et à repartir par le même chemin. La jeep amorçe son demi-tour, et à ce moment, d'un étage de l'hôpital un soudard éthiopien tire une rafale de mitraillette Fall à 150 mètres environ, dont une balle atteint Mme Servais (française, née Henriette Baratella, 36 ans) à la nuque et explose en ressortant par le bas du visage réduit en bouillie des ailes du nez jusqu'au menton.

Tandis que ses compagnons sautent de la jeep pour se mettre à l'abri, M. Servais bondit au volant et ramène à toute allure le corps de sa femme jusqu'à la Kasapa, où elle décède immédiatement. Le cadavre est amené vers 19 h. à la morgue.

BILAN : une Européenne, sans armes, traîtreusement assassinée par un soudard éthiopien, alors que le conducteur de la jeep obtempérait aux ordres donnés.

4.— Le 15 décembre 1961, à 14 h. 05 très précises, une ambulance de la Croix-Rouge transportant M. Olivet, délégué international de la Croix-Rouge (suisse, 34 ans), Mme Vroonen, ambulancière (belge, 35 ans) et M. Smeding, ambulancier-chauffeur (néerlandais, 25 ans), quittait la permanence de la Croix-Rouge à la Clinique Reine Elisabeth, pour se rendre au Quartier-Général de l'O.N.U. y chercher l'autorisation écrite de se rendre au square Uvira et y tenter d'organiser le ravitaillement ou l'évacuation des familles coincées (souvent avec de nombreux enfants) depuis 8 jours dans ce quartier particulièrement menacé.

Le laissez-passer obtenu, ces trois personnes parviennent au square Uvira, s'engagent dans l'avenue de Redjaf, prennent contact avec plusieurs familles, continuent malgré l'avis contraire de celles-ci qui leur conseillent de se méfier, le secteur étant plein d'Ethiopiens qui tirent à vue sur tout ce qui passe. Ils s'obstinent cependant, et tout au bout de la courbe de l'avenue, à la jonction de celle-ci avec le boulevard Baudouin, tombent sur un poste d'Ethiopiens qui les arrêtent, les font

descendre, discutent avec eux, et finalement leur font rebrousser chemin, deux mercenaires éthiopiens se plaçant derrière eux dans l'ambulance et les menaçant de leurs armes. L'ambulance tourne à droite par la route de la Kasapa, en direction du nouvel hôpital Reine Elisabeth (sur tout ceci les nombreux témoignages concordent). Il est 15 h. environ. L'autorisation de repartir est sans doute obtenue au P.C. éthiopien. Les deux gardes éthiopiens descendent, l'ambulance s'engage dans l'avenue des Aviateurs et dans une petite avenue menant à l'aérodrome. Soudain de la gauche et par devant, des mercenaires éthiopiens ouvrent le feu, blessant à l'épaule gauche de deux balles le conducteur de l'ambulance M. Smeding.

A peu près au même instant, sont tirés de droite deux rockets de bazooka qui prennent de plein fouet la droite de l'ambulance. M. Smeding a le crâne emporté, la plaie se prolongeant par la nuque jusqu'au haut du dos ; Mme Vroonen est criblée d'une centaine d'éclats avec brûlures à l'emporte-pièce, notamment dans le dos, le bas abdomen, la base du sternum, les cuisses et M. Olivet d'une quarantaine d'éclats, notamment au crâne, à la nuque, aux cuisses (qui présentent deux vastes plaies) et à l'avant-bras droit ainsi qu'au poignet, éclatés avec énorme plaie.

Ce n'est que le 23 décembre 1961, soit 8 jours plus tard, que les ambulances de la Croix-Rouge reçoivent l'autorisation de l'O.N.U. d'aller relever les cadavres, déposés entretemps dans un fossé latéral, sous une petite couche de terre. Sur le cadavre de M. Olivet est déposé son drapeau personnel de délégué de la Croix-Rouge internationale. L'O.N.U. interdit au Parquet de photographier l'ambulance et les lieux. Le véhicule n'est remis au Parquet que plusieurs jours plus tard. Il porte des traces évidentes d'un essai de camouflage pour brouiller les indices. Ce long délai montre assez l'embarras des autorités onusiennes, atterrées par ce « big mistake ».

BILAN : trois civils au grand cœur, membres de la Croix-Rouge, sauvagement massacrés par des Ethiopiens.

- 5.— Le 15 décembre 1961, M. Tshibamba Ghislain, employé de la Sogelec, habitant une maison du quartier Uvira, non loin de son lieu de travail, obtient des autorités de l'O.N.U. une autorisation écrite de demeurer dans sa maison et un laissez-passer. Le même jour, une patrouille éthiopienne pénètre dans sa maison pour un contrôle quelconque. Il lui montre son précieux papier et la patrouille se retire. Peu après, une seconde bande d'Ethiopiens, en quête de rapine (tout le quartier a été pillé par les mercenaires éthiopiens) survient à son tour et au vu du

papier s'en va. Enfin, une troisième troupe se présente, plus menaçante. M. Tshibamba cette fois ne les laisse pas entrer ; les soudards forcent la porte et l'abattent dans sa cuisine, ainsi que son épouse légitime, Mme Suzanna Kabena, d'une rafale de mitrailleuse. Les cadavres sont délestés (montre et argent). Tout ceci est rapporté par la seconde épouse, concubine, échappée à cette tuerie.

BILAN : deux paisibles civils katangais, sans défense et avec protection garantie de l'O.N.U., sauvagement massacrés par les reîtres éthiopiens.

- 6.— Le 15 décembre 1961, M. Guy De Deken (belge, 40 ans) profitant d'une accalmie dans le secteur du quartier Uvira, sort de la maison de son cousin, M. Smith Sheridan, où il a reçu l'hospitalité, il va à sa voiture chargée de pas mal de ses objets personnels, y prend un roman anglais, constate quelque chose de suspect et se précipite vers la maison, laissant la portière de sa voiture ouverte et est abattu à courte distance par un mercenaire éthiopien, d'une balle pénétrée sous l'épaule droite, en direction du cœur (témoignage de M. V. qui a assisté au meurtre de sa fenêtre).

BILAN : un paisible civil européen, abattu sans motif plausible et sans sommations par un soudard éthiopien.

- 7.— Le 16 décembre 1961, un triple assassinat, particulièrement odieux, de trois personnes âgées, est commis par une bande d'Éthiopiens.

Depuis 6 heures du matin, des camions de l'O.N.U. transportant des troupes éthiopiennes, font mouvement sur une piste qui longe une ligne de transport de force électrique. La villa de M. Derriks, directeur de l'Union Minière est sise à 100 mètres environ de cette piste ; on y accède habituellement par l'avenue de Ruwe, qui au-delà d'un petit pont sur la Lubumbashi se prolonge par une petite route privée. Le second serviteur de M. Derriks, M. André Kapenga, témoin, rapporte que rien de spécial n'est arrivé jusqu'à 13 h. 45. A ce moment, M. Derriks (belge, 60 ans) s'apprête à prendre le café avec sa vieille maman (87 ans) qui habite avec lui. Leur fidèle vieux domestique, M. Jean Fimbo, se retire à la cuisine. A ce moment, un blindé blanc onusien prend position sur la piste de la ligne de force et tire à la mitrailleuse vers l'autre versant de la vallée de la Lubumbashi. Le tir ayant pris fin, des mercenaires éthiopiens pénètrent dans le jardin, venant du quartier des Roches, mitraillent les deux voitures dans le garage, M. André Kapenga, affolé, s'enferme dans le magasin à vivres attenant à la cuisine. Les Éthiopiens montent l'escalier menant du garage à la cuisine, abattent d'une rafale de mitrailleuse M. Jean Fimbo, qui s'est réfugié sous l'évier (une série de balles en sautoir, d'une épaule à la cuisse opposée), pénètrent dans

le salon où M. Derriks qui s'écrie : « Not me » est abattu d'une balle retrouvée non loin de la rate et achevé d'une rafale qui lui emporte la moitié de la face et du crâne. Quelques secondes plus tard une troisième rafale atteint Mme Derriks au sein droit (la balle ressort par le flanc gauche) et au cou, lui sectionnant les carotides, la trachée et l'œsophage. Vers 17 heures, M. Kapenga entend les soldats entrer à nouveau dans la villa, où ils circulent et pillent quelque peu avant de se retirer. Peu après M. Kapenga sort de sa cachette, trouve les corps de ses patrons et du cuisinier, et va se cacher dans une soupenette sous le toit. Le lendemain matin, le Docteur Feuillat et M. Dewulf, venus apporter du pain à la famille Derriks découvrent le carnage ; M. Kapenga les rejoint et part avec eux.

BILAN : deux civils européens et un civil katangais, âgés, particulièrement appréciés par tous pour leur gentillesse et leur bonté, sauvagement assassinés par des reîtres éthiopiens. La vieille Mme Derriks est un exemple typique du genre de mercenaires que les contingents de l'O.N.U. prétendent avoir abattus !

- 8.— Le 18 décembre 1961, roulant en jeep sur la route de la Munama avec deux journalistes américains, M. Fabre, fonctionnaire civil (suisse, 33 ans) est abattu sans sommations par une rocket de bazooka manié par des mercenaires suédois de l'O.N.U. Les journalistes furent blessés. Autre « big mistake » très embarrassant pour l'O.N.U. qui se défend en prétendant que toute jeep est considérée d'office comme un véhicule militaire ennemi qu'il s'agit de mettre hors de combat avant qu'elle-même ne fasse des dégâts !

BILAN : un Européen sans armes, assassiné par des reîtres suédois, sans motif plausible et sans sommations.

- 9.— Le 19 décembre 1961, M. Alazraki (colon belge, 30 ans), accompagné de sa belle-mère, Mme Wauters, descend l'avenue des Usines dans sa voiture, dans le but d'aller chercher du pain à la boulangerie improvisée de l'Union Minière.

Au carrefour des avenues Lubumbashi, Parc et Radium, la voiture est mitraillée sans sommations par une bande de mercenaires éthiopiens embusqués derrière l'abri pour écoliers (arrêt du bus scolaire). Mme Wauters est légèrement blessée à la jambe, tandis que M. Alazraki a la cuisse droite brisée avec fracas osseux.

Ce dernier parvient à virer et à stopper son véhicule entre deux parcelles résidentielles. Mme Wauters qui parvient à s'enfuir dans une maison voisine voit les soudards éthiopiens achever son beau-fils d'une balle tirée à quatre mètres dans la mastoïde gauche. M. Alazraki tentait, en

rampant et en traînant son membre fracturé, de se mettre à l'abri derrière une niche à chien.

Peu après, une voiture conduite par M. Cuyt (belge, 40 ans), accompagné de MM. Drugmant (belge, 38 ans) et Vandeput (belge, 35 ans), tous trois agents de l'Union Minière, qui allaient s'approvisionner en pain et en pétrole au magasin improvisé de leur société, est mitraillée au même endroit par la même bande d'Ethiopiens (témoignage de M. G. qui, des fenêtres de sa maison, a assisté à la scène). Tentèrent-ils de s'échapper du véhicule ? M. G. ne put voir la suite, ayant dû se mettre à l'abri, les maisons du carrefour étant à leur tour mitraillées. Toujours est-il qu'on retrouva par hasard le corps de M. Drugmant le lendemain, dans une parcelle de l'avenue du Radium, atteint d'une fracture ouverte du cou-de-pied droit par balle, d'une balle pénétrée par le sein droit jusqu'à l'hémiabdomen gauche, d'une balle à la joue gauche, une autre à la cuisse gauche (extraite à l'autopsie), et de deux balles ayant éraflé le front et le cou.

Le corps de M. Vandeput fut relevé dans le canal de dérivation de la Lubumbashi le 22 décembre ; il avait été tué d'une balle en plein cœur et jeté ensuite dans le canal par ses meurtriers.

Le même jour le cadavre de M. Cuyt était relevé dans la Lubumbashi ; il présentait une vaste brèche, par balle, à la partie antérieure du cou, avec section des carotides, de la trachée, etc.

Toujours le 19 décembre, vers le même moment, une camionnette du B.C.K. conduite par M. De Rijckere, agent du B.C.K. (belge, 40 ans) qui se rendait à la gare de Lubumbashi, est prise au même endroit sous le feu des mêmes mercenaires éthiopiens. Blessé d'une balle à l'abdomen, au niveau du caecum, M. De Rijckere est achevé d'une balle à la tempe gauche. Son cadavre est jeté dans le canal de la Lubumbashi.

BILAN : 5 Européens, vaquant sans armes à de paisibles occupations, sont assassinés sans motif plausible et sans sommations par les reîtres éthiopiens qui les dépouillent de leurs alliances, montres, portefeuilles et porte-monnaie.

## II. LES VIOLS DES ETHIOPiens

Il y eut au moins quatre viols à Elisabethville, tous dans la commune Elisabeth. Mais en cette matière, les victimes hésitent souvent à admettre le crime dont elles ont été l'objet.

Ce sont uniquement les Ethiopiens qui sont en cause.

L'un fut perpétré contre une femme demeurée seule avec ses enfants, par deux Ethiopiens.

Un autre fut commis dans une maison habitée par quatre personnes. Trois d'entre elles furent éloignées et menacées par un Ethiopien armé, cependant qu'un second soudard accomplissait son forfait.

Les preuves existent, les témoignages sont là. On pourrait aisément publier les dossiers.

Il faut cependant comprendre qu'un souci de discrétion élémentaire vis-à-vis des victimes, dicte le devoir de ne pas y insister.

### III. MEURTRES

Les victimes de l'agression de décembre se répartissent comme suit :

Civils katangais	: 27 tués
Civils rhodésiens	: 3 tués
Civils européens	: 27 tués
Civils katangais	: 166 blessés
Civils européens	: 48 blessés.

Il s'agit de chiffres provisoires qui subiront, sans doute, une augmentation de 10% lors de l'établissement du communiqué définitif.

La presque totalité des blessés sont victimes des mortiers déversés par l'O.N.U. sur la ville.

### IV. ARRESTATIONS ARBITRAIRES

#### a) Attaque injustifiée du Guest-House Sabena

Les agissements de l'O.N.U. ont débuté le mardi 5 décembre 1961 à 13h. 40 dans le secteur où se trouve le Guest-House Sabena.

Voici un témoignage direct à ce sujet :

« Au moment du déclenchement des hostilités, il y avait au Guest-House une centaine de personnes européennes et katangaises, dont des femmes et des enfants. Toutes ces personnes étaient des civils non armés qui ne pouvaient, en aucun cas, être considérés comme belligérants. D'autre part, il n'y a jamais eu, durant cette période, de troupes ayant pris position dans l'enceinte du Guest-House, situation qui aurait éventuellement pu faire admettre des représailles.

Vers 13 h. 30 le mardi 5, une violente bataille était déclenchée sur la route qui conduit à l'aéroport, à quelque 500 mètres du Guest-House.

De nombreuses balles perdues arrosaient les bâtiments où nous nous trouvions. Plus les engagements évoluaient, plus le bruit de la bataille se rapprochait des bâtiments et vers 15 h. un feu nourri était dirigé sur l'hôtel, sans raison, puisque aucune troupe ne l'occupait. Ce feu provenait de positions occupées par des forces situées au Nord-Est du Guest-House, et qui, par la suite, se révélèrent être celles de l'O.N.U. Vers 15 h. 30, les mêmes sources de feu procédaient à un tir de réglage de mortier qui fut dirigé volontairement et uniquement sur l'hôtel. Puis, nous fûmes soumis à un tir de mortier ; environ 15 bombes tombèrent dans l'enceinte de l'hôtel, l'endommageant sérieusement.

D'après l'origine du bruit des coups de départ et les traces laissées sur le sol par l'impact des bombes, ce dernier élément pouvant encore être contrôlé, la source de feu se situait au Nord-Nord-Est.

D'autre part, une bombe non explosée indique irréfutablement la même origine.

Après cet exploit et non contentes du résultat obtenu, les troupes de l'O.N.U. soumirent toute la zone à un violent feu d'armes automatiques de tous les calibres et ceci durant près de 5 minutes. Vers 17 h. 30, une voiture blindée de l'O.N.U. et un camion de troupes purent constater de visu qu'il n'y avait absolument aucun ennemi dans la zone car ils vinrent inspecter les lieux.

Ceci n'empêcha nullement l'O.N.U. de reprendre le bombardement par mortier à partir de 21 h. 15, régulièrement toutes les heures jusqu'à 5 h. 15 le mercredi 6 décembre.

Les sources de feu prouvent sans doute possible que tout le bombardement et la mitraille provenaient uniquement et exclusivement des positions de l'O.N.U. et cette organisation est donc l'unique responsable des faits que je viens de mentionner. Par la présente, je proteste violemment contre de tels procédés qui, non seulement sont totalement injustifiés et injustifiables, mais barbares et inhumains.

Le mercredi 6, après avoir rejoint la ville à mes risques et périls, j'ai avisé la Croix-Rouge de la situation ainsi que mon consulat et demandé une démarche auprès de l'O.N.U. pour cesser les bombardements et évacuer les civils encore bloqués. D'après les communiqués, cette organisation n'a pas jugé utile de prévoir des mesures en ce sens. »

Néanmoins, le jeudi 7, toutes les personnes qui n'étaient pas nécessaires aux travaux d'entretien furent évacuées. En fait, il demeura en tout dix personnes, soit neuf hommes et une femme.

Le samedi 9 décembre, le Guest-House signala à sa direction que les Ethiopiens approchaient, puis ce fut le silence total et définitif.



On apprit par des ambulanciers que dix civils avaient été amenés à la Luano.

Effectivement, le lundi un D.C.4 onusien — qui fut d'ailleurs touché au décollage — les menait à Léopoldville. Dès son arrivée Mme Paul fut libérée, mais ses compagnons devaient encore attendre 48 heures pour être relaxés. La Sabena les envoya alors en Belgique.

Ceci est un bel exemple de la manière dont l'O.N.U paralyse tant par sottise que par méchanceté. Voilà un groupe de civils nécessaires à l'entretien d'un hôtel, sans aucune attache politique ou militaire avec le Katanga. Les sauvages éthiopiens s'installent dans la place, déportant ce personnel, pillent et cassent tout. L'importante réserve alimentaire demeurée sur place a naturellement été pillée.

#### b) Arrestation de M. Baeckelandt

Le 23 décembre 1961, M. Baeckelandt, pilote, se trouvait à la gare où il aidait au chargement des bagages. Vint à passer un détachement suédois. M. Baeckelandt dit à un ami : « Tu vois, il en reste encore. On ne les a pas tous tués ». Un lieutenant suédois qui connaissait le français le fit amener. Il fut à la Luano, puis à Léopoldville d'où il n'a pu envoyer aucune nouvelle.

#### c) Témoignage M.

M. habitait près de la maison où O'Brien s'était installé.

Son premier contact avec les Ethiopiens fut indirect, en ce sens que ceux-ci s'en prirent d'abord à ses voisins où se trouvaient réfugiés H. et V. Un Ethiopien avait appelé Mme H. qui avait refusé d'approcher. Il épaula son fusil et lorsqu'elle fut entrée chez ses amis, cet Ethiopien tira deux balles dans le toit puis vint demander aux habitants de sortir. Ils recherchaient trois mercenaires dirent-ils. Ceci se passait le dimanche 17 après-midi.

Le lundi midi, sept Ethiopiens firent irruption, arme à la main, chez M. (dont l'épouse devait accoucher trois jours après). Ils interrogèrent les occupants pour savoir s'ils étaient militaires mercenaires, détenteurs d'armes, etc. Puis ils coupèrent le fil du téléphone. Comme les serviteurs se trouvaient là, un sergent éthiopien déclara après leur départ vers les dépendances situées au fond du jardin qu'ils tuaient volontiers les Katangais. Ce même sergent prit alors le plus jeune des enfants de M. et dit qu'il allait le tuer dans le jardin. Puis il le laissa à la maison et partit. C'était son contrôle pour voir

s'il y avait des armes. Quelque temps après un capitaine revint pour faire une nouvelle inspection, toujours à propos d'armes. Dans la maison voisine, M. B. avait été autorisé par les Gurkas à garder son téléphone. Là aussi, les Ethiopiens se présentèrent, mais ils furent refoulés par les Gurkas. Après ces deux inspections, les Ethiopiens firent une nouvelle irruption dans la maison prétendant que M. téléphonait des renseignements sur leur position.

Le mardi matin à 6 h., M. vit deux Ethiopiens, portant une de ses valises, qui s'éloignaient après avoir pénétré dans la maison, par le devant. L'un d'eux visa M. avec son fusil. Celui-ci se réfugia dans une chambre. Ces soldats venaient d'un endroit proche, car il pleuvait et ils n'étaient pas mouillés. M. alla se plaindre au corps de garde indien, installé près de la maison B. Le Lt Caliopter promit de s'occuper de la chose. Peu après, la valise était retrouvée à moitié vide, derrière la maison. Trois soldats qui venaient manifestement de déposer ce colis prenaient un transistor en repassant. Hélés par M. ils durent le ramener. Un major éthiopien, chez qui plainte avait été déposée par M., affirma n'avoir rien trouvé parmi ses soldats. Ce qui dénote une mauvaise inspection ou de la mauvaise foi. Peu après, les Ethiopiens vinrent vider une maison de serviteurs pour s'y installer. Sur intervention du Colonel Maitra, ils délogèrent, puis ils revinrent s'y abriter de la pluie. Les occupants étaient furieux et réclamèrent hardiment aux officiers indiens qui intervinrent une fois de plus. Sur ce, une attaque katangaise très nourrie eut lieu. Juste après, les Ethiopiens entrèrent à nouveau chez M. ; ils étaient enragés. Ils déclarèrent avoir eu cinq morts et firent une nouvelle inspection qui leur permit de trouver quelques douilles usagées sur une bibliothèque, douilles que les enfants avaient ramassées en septembre. Celles-ci étaient de calibre différent, souvent écrasées. C'était un grand Ethiopien, particulièrement menaçant, qui accusait par là M. d'avoir tiré. Il prétendit même l'avoir vu. Il voulait une exécution sommaire immédiate contre un franc-tireur pris sur le fait. Il y avait un major éthiopien et deux lieutenants. Le Lt Telahune intervint et prouva à son chef et à ses hommes qu'il s'agissait de vieilles douilles. M. affirme que sans cette intervention, il aurait été tué. Certainement comme mercenaire... Quelque temps plus tard M. aperçut B. qui passait en boitant. Il lui demanda ce qui était arrivé. Un Ethiopien qui suivait M. lui fit signe de se taire et le menaça de son arme. On vint alors arrêter tous les hommes du quartier, noirs et blancs. Il se trouvait parmi les détenus, non seulement B., mais également G. fils. Un major éthiopien et un civil blanc interrogeaient. L'Ethiopien qui avait précédemment trouvé les douilles, intervint à nouveau pour dire que le franc-tireur recherché était M. puisqu'il avait trouvé les douilles chez lui.

Celui-ci se réclame à nouveau du Lt Telahune qui le mena vers sa maison avec trois soldats qu'il renvoya peu avant de relâcher M. Une ambulance qui avait été alertée pour mener Mme M. à la maternité les ramena tous à l'hôpital Reine Elisabeth, y compris la femme du serviteur qui n'a toujours pas été libéré.

Il semble que la violence des Ethiopiens s'exerce plus encore sur les Katangais que sur les Européens.

#### d) Témoignage L.

J'habitais une maison proche du Lido. Samedi matin, le 16 à 1 h. 30 des tirs de mortier très violents et incessants commencèrent. Les bombes tombaient dans la zone du Lido. Vers 5 h. 30 légère accalmie. Peu après, nous entendions les clameurs des soldats katangais quittant le Lido et par la suite nous voyons les premiers tanks O.N.U. qui envahissent le Lido. Nous nous réfugions chez nos voisins et passons la journée de samedi et celle de dimanche en dessous d'un escalier bétonné.

Dimanche après-midi, les rafales d'armes automatiques et les tirs de mortier augmentent d'intensité. Une violente attaque aérienne débute vers 16 h.

A 17 h., une section d'Ethiopiens commandés par un jeune lieutenant force la porte d'entrée et braque ses armes sur nous, fouille la maison, vole la montre de S. qui lui est restituée peu après. Fusil dans le dos, ils m'emmènent chez moi avec ma femme et perquisitionnent sauvagement. Ils restent très menaçants et nous sommes à la merci du moindre incident. Ma femme peut emporter une valise. Je dois quitter la maison comme je suis : capitula, chemise-sport et sandales.

Les S. et nous, sommes rassemblés devant nos maisons, et, fusils dans le dos, emmenés au P.C. éthiopien, une maison située juste en face du Lido.

Là, nous retrouvons les occupants de deux autres maisons de notre avenue. Un officier assez courtois prend nos identités. Nous passons une nuit affreuse en pleine zone de combat ; les rafales passent au-dessus de la maison qui sert de P.C. Nous sommes, en effet, entre les deux feux. Les soldats, toujours menaçants, nous parquent dans le living du P.C. complètement vide. Nous nous blottissons le long des murs pour échapper aux balles qui sifflent. Aucune couverture, aucune nourriture.

Ici, je signale que nos serviteurs et leurs familles sont parqués avec nous dans le living. Un de ces serviteurs avait été battu par les Ethiopiens. Le lendemain, un autre serviteur arrive en sang.

Le dimanche 17, vers 8 h. nous sommes emmenés en jeep (les Katangais en camionnette) jusqu'au Q.G. indien, au Clair Manoir, par les Roches (Golf). En quittant le P.C. éthiopien, nous essuyons les rafales katangaises.

Au Clair Manoir, on nous prie de nous asseoir sur un muret en face de l'allée latérale. Un sous-officier, mitrailleuse au poing, nous surveille.

Tour à tour, nous sommes amenés pour un interrogatoire de 3/4 h. environ. Personnellement, je suis, semble-t-il, interrogé plus longuement que les autres. L'interrogatoire est mené correctement par un major indien et un membre civil de l'O.N.U., que je crois être de nationalité italienne.

On essaye cependant de savoir qui commande effectivement l'armée katangaise, ce que j'ignore évidemment. On m'interroge sur diverses personnes. Je connais leur activité professionnelle que je cite. C'est tout.

Les interrogateurs s'étonnent de mon ignorance, étant au Katanga depuis 1947. Ils n'insistent cependant pas. Je fais acter (ils ne l'ont fait que verbalement) mes protestations contre mon arrestation arbitraire et le fait que j'ai dû passer la nuit, avec mes compagnons d'infortune, dans les zones de combats, alors que tous nous avons demandé de rester dans nos habitations où il y avait soit des caves, soit du béton armé. Je déclare également que les soldats ont volé à D. son portefeuille contenant 50.000 fr.

Ces messieurs expriment leurs regrets et me déclarent que ces soldats éthiopiens viennent d'arriver et que le commandant militaire ne les a pas encore en mains. Une collation nous est servie chez un membre civil de l'O.N.U., dans une maison occupée par lui, près du Clair Manoir.

La Croix-Rouge vient nous délivrer vers 16 h. Je tiens à préciser que sans la présence des trois sous-lieutenants éthiopiens (Gilna, Marshall et Kilna) il est fort possible que nous aurions subi des sévices, si pas pire. Les soldats étaient véritablement déchaînés. Je précise encore que les militaires indiens étaient corrects, mais par contre, les Suédois, peu importe leur grade, étaient d'une arrogance, d'un mépris et d'une morgue inimaginable ».

NOTE. — Ces témoignages doivent être considérés comme exemplatifs. De nombreux civils ont ainsi été arrêtés sans raison et détenus, plus au moins longtemps.

*Les enquêtes sont menées au hasard par un personnel non qualifié.*

# LES DESTRUCTIONS

## I. LES HOPITAUX

Au début de la nuit du 6 décembre, un bombardement nourri touche l'hôpital Prince Léopold. Vingt-deux bombes de mortier, notamment 4"2, touchent l'enceinte de l'hôpital.

Après avoir nié sa culpabilité, l'O.N.U. déclara que le Camp Tshombe avait seul été visé et que la proximité de l'hôpital expliquait ce « big mistake ». L'O.N.U. ne pouvait nier plus longtemps puisque les projectiles non éclatés demeuraient sur place et que leur provenance ne pouvait faire de doute.

Cependant l'erreur de tir explique difficilement ces faits. Il s'agit d'une erreur de 800 mètres. Même au mortier, il est peu probable que des militaires même peu expérimentés commettent une faute de cette importance.

Un obus était tombé près de la salle d'obstétrique, une femme qui était près d'accoucher s'enfuit. Elle n'a pas été retrouvée à ce jour. Cette salle est gravement endommagée.

Des cas analogues se produisirent dans tout l'hôpital.

Le mercredi 13 décembre, cette « erreur » se répète. Ce qui est le plus tragique, c'est que les anciens locaux ont été atteints le 6. Le 13, ce sont les nouveaux locaux qui subissent le bombardement. Or tous les blessés avaient été évacués dans la partie neuve. L'erreur de tir, loin de diminuer, s'est encore accrue de 200 m. Ce sont vingt-quatre projectiles de mortier qui, cette fois, brisent les vitres, détruisent les auvents et terrorisent les victimes de l'attaque précédente.

Le 10 décembre, c'est l'hôpital de la centrale, dite « Le Marinel » qui est attaqué par l'aviation. Cet hôpital est situé en pleine brousse, loin de tout objectif militaire.

Le 12 décembre à 8 h. 15, l'hôpital et la maternité de Shinkolobwe sont pareillement mitraillés et canonnés par l'aviation de l'O.N.U.

Le 15 décembre à 16 h. 30, cinq bombes de mortier tombent dans l'enceinte de l'hôpital Reine Elisabeth à Elisabethville, mais ne font heureusement aucune victime.

## II. EGLISES ET ECOLES

Dans la nuit du 6 décembre, les bombes de mortier de l'O.N.U. ont atteint l'église St-Jean, dont la toiture est largement détruite.

Une école d'infirmiers, une école de jeunes filles ont également été touchées au nord de la commune Albert à Elisabethville.

Le 12 décembre, l'église de Shinkolobwe est pareillement touchée par les avions de l'O.N.U.

Le 13 décembre, dans la nuit, le collège St-François de Sales à Elisabethville est touché en trois endroits par des mortiers onusiens. Cet établissement est situé au centre de la ville. Aucun objectif militaire n'en est proche. Il n'y avait pas de défenses katangaises dans les environs.

Le 15 décembre, une école de jeunes filles à Luishia, en pleine brousse est mitraillée par les avions de l'O.N.U. Aucune justification n'est possible pour ce fait. Il n'y a aucun objectif militaire, ni près, ni loin. Il n'y a aucune possibilité de confusion.

### III. MAISONS CIVILES

La commune Elisabeth a été couverte en totalité par les tirs de mortiers onusiens. Une évaluation vraisemblable, donne le chiffre de 6.000 pour toute la ville et les environs.

Les maisons de cette commune sont entourées de jardins assez vastes, ce qui explique un nombre relativement peu élevé de victimes par rapport aux munitions dépensées.

Les pertes matérielles sont énormes. Certes, les soldats katangais se trouvaient en ville. Mais l'énorme masse des mortiers onusiens n'en tua pas un seul sur toute l'étendue de la commune Elisabeth. Ce bombardement aveugle ne causa finalement que des dommages aux personnes et aux biens des civils.

Par contre, la commune Albert, où l'occupation du sol est très dense, qui subit à deux reprises les bombardements de l'O.N.U. déplore de nombreux morts et blessés.

Au début de la nuit du 6 décembre, un bombardement nourri touche le Nord de cette commune. Le prétexte de l'O.N.U. fut l'attaque du camp Tshombe.

Les maisons proches du petit bar dit « de Masimango » ont été démolies. Il y eut onze morts, tous katangais, dont deux hommes, quatre femmes, quatre enfants et un policier. Ces morts ont été enterrés au cimetière de Lubumbashi.

Quelques jours plus tard, de nouveaux tirs onusiens firent fuir la population qui partit vers la commune de Katuba.

## PILLAGES

Le nombre de maisons pillées par les soldats de l'O.N.U. est très élevé. On n'en a pas encore fait le compte actuellement. 479 plaintes ont été déposées à la date du 31 janvier 1962.

Toutes les races employées par l'Organisation ont participé à la curée. Certes, les Ethiopiens se classent en tête, mais ils ne sont pas seuls.

Les Irlandais ont proprement vidé leur secteur de l'avenue des Plaines.

C'est ainsi que chez M. Huyghe Léopold le vol est signé : le soldat Rooney, irlandais, a oublié sa plaque d'identité sur les lieux.

On ne peut, certes, dénombrer actuellement les pertes énormes imputables à l'esprit de rapine des mercenaires internationaux.

Il faut aussi admettre que les réfugiés Baluba « gardés » par les Suédois ont marché dans les pas de leurs protecteurs.

Il est certain aussi que les Suédois ont voulu empêcher certains pillages. Mais ils s'y prirent si bien que le dépôt de Coca-Cola fut vidé, puis saccagé sous leurs yeux... par les protégés Baluba.

L'insécurité consécutive aux attentats des Ethiopiens, notamment, a obligé de nombreux habitants des quartiers périphériques à quitter leur maison. Celles-ci sont alors, tout aussitôt vidées de leur contenu.

La protection des biens n'est pas plus assurée que celle des personnes.

Durant toute une période, les Ethiopiens ont employé un système de pillage qui leur est propre.

Dans quatre cas, au moins, une patrouille régulière se présenta, opéra une perquisition non vexatoire, mais fut suivie, dans l'heure, par deux soldats qui se firent remettre ou prirent de force les objets de valeur qu'ils avaient repérés lors de leur premier passage.

## CHRONOLOGIE DES ÉVÉNEMENTS

### Mardi 5 décembre

A 13 h., le B.C.K. est averti que ses travailleurs ne doivent pas se présenter au travail l'après-midi. Il semble bien que ce soit le Consulat des États-Unis qui ait averti la direction de cette Société. De même les habitants du square Uvira sont avertis par l'O.N.U. qu'ils ne peuvent se rendre au centre de la ville, car ce déplacement risquerait de les isoler définitivement de leur habitation.

A 13 h. 30, l'O.N.U. attaque les positions katangaises situées au bout de l'avenue de Saïo, à l'endroit où elles se trouvent depuis l'accrochage qui les avait opposés l'avant-veille.

Il semble que c'est par le petit coin de brousse situé à cet endroit que l'attaque a débuté. Un observateur de la Compagnie A.R. qui se trouvait à l'ancienne plaine d'aviation a déclaré que son peloton se trouvait aux environs du camp Simonet et qu'il voulut se porter vers l'endroit où le feu était perçu.

De même, un autre observateur qui se trouvait au Camp Simonet a déclaré que cette position avait été attaquée dans l'après-midi. Des tirs de fusils y eurent lieu.

Il en résulte que toute la région entre le Guest-House Reine Elisabeth et le square Uvira fut soumise à un tir intense, tant de mortiers que d'armes légères, entre 13 h. 30 et la fin de l'après-midi. C'est toute cette zone qui sera balayée par les mortiers et les balles.

L'avance de l'O.N.U. est enrayée. Cependant les positions katangaises sont pilonnées par les mortiers O.N.U. C'est en pure perte, car le bouchon n'est nullement entamé.

### Mercredi 6 décembre

Durant la nuit du 5 au 6, l'Etat-Major katangais adapte sa ligne de défense aux conditions locales. Au nord de la ville, celle-ci reposera sur deux « points



forts », le coin des avenues Delvaux et Churchill et l'Athénée. « Points » couvrant en fait une ligne qui partant des terrains de l'Exposition suit l'avenue Astrid, l'avenue Delvaux, l'avenue Churchill et l'avenue Droogmans. C'est sur cette ligne que s'appuieront les forces katangaises engagées dans le quartier industriel et dans le secteur des avenues Leplae et Stanley. Ces deux dernières constituant le bouchon créé entre le « Clair Manoir », Q.G. de l'O.N.U. et l'avenue Baudouin.

Durant la journée, sous le couvert de violents tirs de mortier, certains éléments O.N.U. s'infiltrèrent dans le terrain des sports de la Ville, situé entre les avenues Saïo et Churchill, face au « point fort » Delvaux-Churchill. A cet endroit, auront lieu pendant toute la journée d'importants tirs d'armes automatiques.

Sous la pression de la Gendarmerie Katangaise, les troupes de l'O.N.U. évacuent le Lido et se retirent avec celles qui occupaient le quartier des Roches, sur l'Aérodrome. Cette manœuvre ne donne lieu à aucun accrochage sérieux. Par contre des combats violents continuent toujours entre le nouvel hôpital (toujours entre les mains de la Gendarmerie Katangaise) et l'ancien aérodrome.

#### **Jeudi 7 décembre**

Pour la première fois depuis le début des hostilités, les avions à réaction Canberra font leur apparition dans le ciel d'Elisabethville. Un Globemaster a été touché et mis dans l'impossibilité de quitter la Luano après un atterrissage difficile.

L'attaque des Suédois en direction du viaduc s'intensifie. Un mouvement de va-et-vient commence. A ce moment, l'O.N.U. s'installe provisoirement au camp de police dit « camp Est ».

Vers 15 h., l'O.N.U. amène des renforts au bout de l'avenue de Saïo et s'efforce d'installer une ligne d'assaut au nord de la ville. Une de ces colonnes tombe dans une embuscade katangaise et laisse plusieurs morts sur le terrain. De violents engagements ont lieu sur la ligne Churchill-Droogmans. Le quartier industriel est pilonné par l'O.N.U.

De nuit, la commune Albert et l'hôpital Prince Léopold sont bombardés. Il en sera fait plus ample mention ailleurs.

#### **Vendredi 8 décembre**

A 15 h., le pont de la chaussée de Kasenga est violemment bombardé par avion et par mortier. On a l'impression que les Suédois se livrent enfin

à une attaque de style classique, utilisant une grande puissance de feu pour immobiliser les Katangais et passer à l'attaque aussitôt après. Il s'ensuit cependant que les Onusiens sont repoussés jusqu'au camp de police et que l'énorme masse de mitraille qu'ils ont déversée a été perdue pour eux.

De 17 à 18 h. 15, les combats se poursuivent furieusement. Blindés et mortiers katangais ont accordé un brillant soutien aux forces de défense du tunnel.

Vers la fin de la matinée, les Jets de l'O.N.U. attaquent la prison de la Kasapa et un camp de travailleurs à Kibembe.

Pendant que les Suédois montent leur attaque sur le tunnel, la ferme Spandre, Q.G. des Irlandais, est soumise à un important tir de mortiers katangais. Les Irlandais évacuent l'endroit.

### Samedi 9 décembre

Matinée particulièrement calme. Vers 13 h. les Canberras recommencent leurs évolutions sur la ville. Celles-ci se terminent par le « straffing » de la Poste Centrale. Le tir a été effectué avec beaucoup de précision au canon et aux rockets. Les dégâts sont toutefois secondaires — les installations téléphoniques sont pratiquement intactes et en fin d'après-midi, une partie des relations radio rétablie avec l'extérieur.

Sur le front de Kamina, tout est calme, mais par contre à Manono, la Gendarmerie Katangaise reprenant l'offensive repousse les forces de l'O.N.U. dans leur camp et contrôle l'aérodrome. Toutefois, suite à un appel au secours de l'O.N.U.-Manono, les Jets interviennent et la Gendarmerie Katangaise doit abandonner le contrôle de la plaine. Deux officiers katangais sont tués lors du mitraillage aérien.

### Dimanche 10 décembre

Matinée relativement calme. Dans l'après-midi le tunnel et le camp Président Tshombe font l'objet d'une attaque des Jets de l'O.N.U. suivie de tirs de mortiers et d'armes automatiques de la part des Suédois, se trouvant à hauteur de l'avenue des Sapinières. Le Lieutenant Tambwe Jean est tué par un de ces tirs.

Avant de se retirer, les Suédois minent l'avenue des Daturas.

De 13 h. 30 à 14 h., les Jets de l'O.N.U. ont attaqué Kolwezi, Luilu et Le Marinel. Dans ce dernier poste l'hôpital, loin de tout objectif militaire, a été pris à partie.

L'interception de nombreux messages radio prouve, de plus en plus, le soutien accordé par l'O.N.U. aux troupes d'invasion gizengistes. Ce soutien est d'autant plus important que l'O.N.U. désire pouvoir mettre ces troupes en place pour récupérer ses unités à elle et les lancer dans les combats d'Elisabethville.

Tard dans la soirée, un avion des Forces aériennes katangaises bombarde l'aérodrome de la Luano.

### Lundi 11 décembre

Vers 2 h. 30 nouveau bombardement aérien de la Luano par les Katangais. Vingt six bombes de petit calibre ont été lâchées lors des deux passages de nuit. On ne connaît pas les résultats obtenus, mais il est constaté que la tour de contrôle n'émet plus et que c'est en vain que Léopoldville l'appelle.

Durant la journée, l'O.N.U. occupe le nouvel hôpital.

Un message intercepté signale que les troupes O.N.U. de Goma, Albertville, Kindu et Kabalo ont reçu ordre de rallier Elisabethville dans les 5 jours. Il semble d'ailleurs que les troupes O.N.U. de Kabalo sont déjà arrivées à Elisabethville, abandonnant Kabalo aux mains de l'A.N.C.

Les Jets de l'O.N.U. mitraillent le rond-point Saïo et le camp Tshombe.

Les avions O.N.U. amènent renforts en hommes et matériel. Ceux-ci sont de plus en plus importants.

Vers la fin de l'après-midi, le « Clair Manoir » subit un très violent tir de mortier katangais. Celui-ci semble avoir été des plus efficaces, car, suite à ce tir, on constate un trafic intense d'ambulances entre le Clair Manoir et la Luano.

### Mardi 12 décembre

Si la matinée à Elisabethville est relativement calme, à l'intérieur par contre, l'O.N.U. entreprend au moyen de ses Jets une violente action de mitraillage et rockettage.

- à 8 h. 15 l'hôpital de Shinkolobwe est ainsi attaqué, on y relèvera 3 tués et 12 blessés.
- à 8 h. 45 ce sera le tour de Jadotville, puis de Lwambo, puis de Nguba. Les gares de Lubudi et Kamina sont également attaquées.
- Une équipe de travailleurs entretenant les voies est attaquée près de Mukulakulu.

- Le pensionnat de Luishia fait également l'objet d'un sérieux « straffing ».
- Les messages interceptés continuent à signaler l'aide de plus en plus grande apportée par l'O.N.U. à l'A.N.C. Gizenga.
- A Elisabethville le calme est rompu par un « straffing » effectué vers midi sur le quartier du tunnel par les Jets. Straffing suivi d'un arrosage aux mortiers du centre de la ville ; Banque Nationale, Interfina, Avenue Leman, Résidence du Président et Cathédrale. Ces tirs de mortiers dureront toute l'après-midi et se prolongeront une partie de la nuit.

### Mercredi 13 décembre

Une dizaine de Globemaster, sans parler des C.46 et D.C.4 ont atterri aujourd'hui à la Luano — de 1.600 à 1.800 hommes de renforts ont dû arriver ces deux derniers jours et une offensive générale de la part de l'O.N.U. semble se dessiner.

Pendant toute la journée, on relève des engagements d'armes automatiques sur le front Nord et au tunnel — l'O.N.U. continue l'arrosage systématique de la ville. L'hôpital Prince Léopold a de nouveau été touché durant la nuit. Le quartier industriel a également été pris à partie. Les cinq tanks à essence de la Petrocongo sont en flammes.

Durant l'après-midi un commando de la Gendarmerie Katangaise attaque au mortier et au 75 sans recul, la plaine de la Luano.

Les Jets survolent la ville et mitraillent entre-autres un véhicule civil au coin des avenues Leman et Ruwe. La brasserie fait également l'objet d'un straffing.

Vers la fin de l'après-midi, l'O.N.U. concentre des effectifs importants en face de la ligne nord de défense. Ceux-ci sont soumis à un violent tir de mortier de la part de la Gendarmerie Katangaise. Une attaque n'en sera pas moins effectuée vers minuit par l'O.N.U. contre le point fort Delvaux-Churchill. L'attaque est repoussée.

Aujourd'hui, le Président Tshombe donne une conférence de presse dénonçant la collusion des intérêts économiques américains et des intérêts politiques soviétiques dans l'affaire katangaise.

C'est aujourd'hui que M. Olivet, le Délégué de la Croix-Rouge Internationale, a disparu dans l'après-midi après s'être rendu au Q.G. O.N.U. et au quartier Uvira.

### Jeudi 14 décembre

Une offensive le soir, sur la ligne Nord — elle est repoussée — s'est prolongée tard dans la nuit.

L'enquête menée, côté katangais, conclut que M. Olivet n'a pas réintégré les lignes katangaises depuis son départ hier à 14 h.

### Vendredi 15 décembre

Durant toute la journée, l'effort de l'O.N.U. porte principalement sur le front nord. Elle annonce plusieurs attaques qui toutes sont repoussées.

Un détachement de la Garde Présidentielle est envoyé en renfort au point fort Delvaux-Churchill qui subit le plus dur de la poussée onusienne. Un blindé katangais sera détruit dans le quartier du théâtre et un scout-car devra être abandonné, mais le front nord tient toujours.

Par contre, on signale un mouvement enveloppant effectué par Indiens et Ethiopiens qui occupent le quartier du Golf et celui des Roches.

Les appels téléphoniques reçus du quartier Uvira signalent que les Ethiopiens tirent sur tout ce qu'ils voient.

### Samedi 16 décembre

A 4 h. du matin, l'O.N.U. entreprend un pilonnage systématique de la ville — près de 1.000 bombes de mortiers de tous calibres tomberont ainsi sur la ville. Entre cette heure et le lever du jour, l'eau et l'électricité sont coupés.

Dès 6 h., l'O.N.U. entreprend une offensive sur les fronts nord, est et ouest.

Sur le front nord, l'attaque est repoussée. Les points forts Delvaux-Churchill et Athénée profitent d'un répit momentané pour décrocher, mais un rideau de couverture reste en position.

A l'Est, une violente attaque est dirigée contre le tunnel et le camp Tshombe. Celui-ci sera occupé par les Suédois après de très durs combats et des pertes sévères. Le tunnel tient toujours.

A l'Ouest, une vive fusillade a lieu dans le quartier du Lido attaqué par le contingent éthiopien.

Dans l'après-midi, l'intensité du feu s'apaise sur les fronts nord et est, mais de violents engagements n'en continuent pas moins au Lido,

Des résultats de la journée, il se dégage nettement que l'O.N.U., si elle a réussi un mouvement enveloppant autour de la ville, n'ose toutefois s'engager dans la ville même. Les combats des douze derniers jours lui laissent clairement supposer ce que seront des combats de rue où les rues seront à prendre maison par maison.

## Dimanche 17 décembre

Aucun engagement n'est à signaler, au Nord et à l'Est de la ville. Par contre, la fusillade est toujours intense dans les quartiers du Lido et vers les usines de la Lubumbashi où les Ethiopiens progressent au prix de durs combats.

Alors que l'O.N.U. s'est empressée de clamer hier que le Président Tshombe avait pris la fuite, celui-ci tient une conférence de presse dans les bureaux de la Résidence d'où tous les journalistes peuvent entendre la violence des combats dont le Lido fait l'objet.

Dans l'après-midi, les bureaux de la Direction Générale de l'U.M.H.K. sont l'objet d'un violent straffing de la part des Jets de l'O.N.U. Rockets et obus ne causent heureusement aucun dégât parmi les nombreuses personnes réfugiées dans ces bâtiments.

La ville a encore subi des tirs de mortier dont plusieurs bombes tombant aux abords immédiats du Consulat de France.

## Lundi 18 décembre

Après des combats qui ont duré toute la nuit au Lido et à la Lubumbashi, les forces katangaises se regroupent au nord des communes Albert et Kenia.

La commune Albert fait l'objet d'un straffing et de tirs de mortiers. Vers 8 h. 30, une colonne de blindés O.N.U. descend l'avenue de Saïo et remonte l'avenue Churchill. Peu après le quartier de la Poste est soumis à un violent tir de mortiers lourds. Après avoir employé cette mesure de précaution « à l'américaine », une seconde colonne de blindés passe devant la Poste. Du Palais de Justice, elle mitraille entre autres le Consulat de France et puis elle rejoint les lignes O.N.U. par l'avenue Leman. Ce seront là les deux seules pointes effectuées par l'O.N.U. dans la ville qui est toujours aux mains de la gendarmerie katangaise.

Vers 16 h., alors qu'une trêve vient d'intervenir, les Ethiopiens du Lido ouvrent une violente fusillade afin de couvrir une arrivée de renforts. La gendarmerie katangaise riposte par un tir de mortiers (60 bombes en 7 minutes) qui causera d'ailleurs d'importantes pertes aux Ethiopiens.

## CONCLUSIONS

Il résulte de cet exposé succinct mais complet, des opérations effectuées par l'O.N.U. que leurs activités furent menées sans aucun succès.

Malgré l'importance des moyens mis en œuvre et la multiplicité des attaques effectuées contre les points principaux de la résistance katangaise, les résultats obtenus par les forces des Nations-Unies sont pratiquement nuls.

Leur pénétration dans la ville n'eut lieu qu'après la trêve qui, du lundi midi au mercredi, ne fut pas respectée : c'est seulement le mercredi à 17 h., que, suite à un ultimatum du Général Muke, les « troupes » éthiopiennes cessèrent leur activité militaire.

Les Onusiens ne bougèrent pratiquement pas de leurs positions de départ. Ils en évacuèrent ou en perdirent même quelques unes.

Avant le cessez-le-feu, ils ne dépassèrent jamais la ligne de l'avenue Droogmans et ne prirent jamais le tunnel .

La seule opération valable fut la prise du camp Tshombe. Elle ne se fit qu'au prix de grands sacrifices et pour un profit bien mince, puisque la libre circulation était rétablie dès le lendemain.

Le bilan de la ruée onusienne est presque uniquement celui des pertes civiles et des destructions affectant le potentiel économique katangais.

L'O.N.U., entreprise de démolition, toucha plus d'hôpitaux que de dépôts d'armes, détruisit plus de locomotives que de canons, paralysa plus de sociétés commerciales que de compagnies d'infanterie.

La guerre onusienne est avant tout une pluie de bombes mortiers sur la ville. C'est la mitraille à travers les bureaux d'étude. C'est la canonnade du bâtiment des Postes. Ce sont les écoles, les églises, les hôpitaux démolis, éventrés, inutilisables pour longtemps.

## PREFACE

# THE KATANGESE GOVERNMENT'S WHITE PAPER ON THE EVENTS OF SEPTEMBER AND DECEMBER 1961



## FOREWORD

When the UN expelled the foreign soldiers, applying the resolution of the 21st of February, 1961, with unprecedented harshness, they occupied at once the « strategic » positions in Elisabethville : the General Post Office, centre of telecommunications, The National Radio Station and the private radio stations and several other important points, among them the tunnel under the Railway Bridge. All these positions were simultaneously overrun by of UN troops.

Its seems clear to-day that this operation had as its aim, not so much to put into practice the resolutions of the Security Council, which are always subject to interpretation, as to desorganize the military power of Katanga overnight.

It was with the pretext of controlling public order that the UN troops occupied the vital points which they had chosen. Actually, they wanted to have a rehearsal for the coup which they were preparing : the same points were occupied and in identical conditions.

It has been said that the UN were not seeking to disarm the Gendarmerie : this is undoubtedly false, because in the North where the UN troop detachments were far superior in number, they did just this. At Elisabethville, they were unable to do so.

There was also the arrival of the sinister Mr. Bokele alias Bocheley Davidson, who arrived to take control, in the name of Mr. Gizenga. And there was the affair of « Radio Tombelaine » which was inspired by a UN official.

The aims of the U.N. were quite clear :

- 1) to put the Katangese Government to flight ;
- 2) to establish in its place a Communist Congolese High Commissioner ;
- 3) to disarm the Katangese Gendarmerie ;
- 4) to install in its place the National Congolese Army in Katanga ;
- 5) to provoke civil war between the Balubas of Kasai and the Katangese ;
- 6) to put European population to flight as a result ;

7) thus, finally, to establish unity and UN tutelage.

It was Katangese resistance alone which saved the country in its trial. Consequently, the revenge had been prepared with great care in December.

Katanga was to be submitted to the Central Government by force; no effort was to be spared.

The two episodes of the war in Elisabethville are the subject of this book.

The events of September will be mentioned only in relation to the attack of the Post Office and of the Radio Station.

Those of December will be described at length because they brought far greater suffering to the Katangese.

## EVENTS OF SEPTEMBER

### THE ATTACK ON THE POST OFFICE

When foreign soldiers were expelled from Katanga in August, UN troops took the Post Office. They met with no resistance from the night guard posted there, who could not have defended the site even had they wished to. But in September the possibility of a UN attack had been foreseen. For several days people in the town had observed the passage of strong motor patrols in the streets. The Katangese Para-Commando platoon was also patrolling, peacefully. Those who had questioned the discipline of the Katangese troops, who were now deprived of their foreign commanders, watched and felt reassured.

Each night the Paratroopers would take up their positions round the Post Office which is the central point in the town; so on the 12th September, in the evening, they were posted there. The UN troops posted in the Italian Red Cross Hospital, 25 yards away, must have been perfectly aware of this.

A story claiming that the first shot was fired from the Belgian Consulate, or from the roof of the building there, was invented by certain UN spokesmen. But it is difficult to see what connection there could be between a shot fired against UN troops from a nearby building and the fact that the Post Office was taken over by a force 600 strong. The story must have been invented for the purposes of propaganda.

At precisely 3.55 a. m. a UN officer with an electric megaphone called on the paratroopers to lay down their arms, and to surrender within five minutes, that is to say, by exactly 4 a. m. All the evidence goes to show that movements were scheduled down to the last minute. Wherever any shot might have been fired, it could hardly have had any causal connection with such carefully-timed movements. Another thing which is quite clear, is that the UN attack was a repeat of the previous take-over. The UN troops certainly expected to see the Katangese lay down their arms at the first summons. The firing lasted until 6 a. m. but as the telephone had been cut at 4.30 a. m. it may be assumed that part, at least, of the building had already been occupied.

One Swedish officer was killed and six U N soldiers were wounded.

The Gurkhas charged into the building firing their sub-machine guns; one soldier was wounded and thrown from the roof into the street where he was badly crushed. Afterwards he related that he had climbed up to the roof where he continued firing until his ammunition gave out. When he saw the Gurkhas coming he tried to escape, but was caught by the scruff of the neck and thrown into the street. The amazing thing is that he managed to drag himself to a nearby shop half an hour later, and from there he was taken to hospital. His name is Fernand SEYA.

The surprise tactics were successful. Forty paratroopers were taken prisoners.

As it was so early in the morning there were very few civilian employees in the building. M. Emmanuel KASAMBA was on duty in the telephone exchange. When he heard the UN troops coming he left his seat and put up his hands. The Gurkhas shot him point-blank with a volley of machine-gun bullets. Fortunately M. Simon KONDWE and M. Arcado KAWISHA, who were standing quite near him, were not touched. When the attack started they threw themselves on the floor and were covered with dust from the bullet holes in the walls. Blood from KASAMBA's body trickled across the floor to where they were. Then the Indians came over to them and beat them with their rifle-butts, before robbing them. They took KAWISHA's watch and all the money he had on him. A Katangese paratrooper came to look for them an hour later but they were held prisoners, nobody knows on what grounds, inside the Post Office from the 13th to the 16th of September, and then at the airport for two weeks.

Their imprisonment was one of great hardship; they were very indifferently nourished and they were kept under observation day and night. They had no access to a lavatory and were given a mere bucket for their use. The harsh treatment they received as prisoners cannot be justified by any law of war, nor by any international convention, and there was no justification for their arrest. As if it were not enough to murder an unarmed civilian with his hands up, the UN troops persisted in their crimes by unlawfully holding the witnesses thereof.

The firing had stopped by about 6 a. m. During the operation no one could claim to have seen a single mercenary. A Katangese armoured car had been sent in against the UN armoured cars which were already in position with three jeeps. It arrived from the Tshombe camp and there were five men in it.

Clement KANZA in the armoured-car got three bullets in his right arm and his chest, whereupon it turned back, and had it not done so it

would have been rapidly put out of action. In the course of their retreat two other men were slightly wounded: MUHOYA and MUSILIKE. The armoured car, by now riddled with bullets, was at last able to make for the hospital, but the jeeps were immobilised on the Place de la Poste.

At 7.30 a. m. a police officer, Henry SWANA, officer in charge of the Simonet Camp, left his house in the Avenue des Flandres and contacted the « Commissaire en chef »; who gave him orders to get his men together. So, with four other young policemen SWANA proceeded from the police-camp to go his rounds. At 8.15 a. m. he was going along the Avenue de Saio and passed the UN troops who had taken up positions at the Tunnel on the Kasenga Road. At this point nothing happened. But when he reached the Police Station in the Avenue du Sankuru, the Gurkhas began to fire from all their positions there.

His men had taken no offensive action. One unfortunate young policeman was struck and fell to the ground; as he crawled along he was assailed by successive bursts of machine-gun fire until he could no longer move. The crime was witnessed and reported by several persons. Commissaire SWANA was wounded on the left side of his face and in his right foot and policeman BANGWE, Mathieu, was wounded in his arms and his feet. Nevertheless it was possible, in the face of UN firing, to remove them to safety.

Since daybreak many people had been collecting in the vicinity of the Post Office because no one yet realised that these Soldiers of Peace were out for destruction. Then the UN troops fired in the direction of the crowd which consisted of civilians, black and white. M. KESTEMONT, a bank clerk was severely wounded and died the following night while undergoing an operation.

From then onwards the UN posted men on the neighbouring roofs.

It became quite clear that the UN was the aggressor, and the following facts provide evidence for this:

1) the attacks both on the Post Office and on Radio Katanga were timed to be simultaneous.

2) the UN's summons by loud-speaker was made at 3.55 a. m. for 4 a. m. exactly;

3) 600 UN troops had taken up position in front of the Post Office.

4) the armoured-cars of the UN were in position at 4 a. m. but the Katangese armoured-cars did not arrive until 6 a. m.

5) the UN operation was a repeat of the one on the 28th August 1961.

## THE RADIO KATANGA MASSACRE

While the Post Office was being attacked, a UN contingent attacked the town premises of Radio Katanga. This fact alone would invalidate the explanation given by the UN that Katangese provocation justified the action at the Post Office.

While a summons was uttered on the occasion of the attack on the Post Office, it is quite certain that none was uttered at Radio Katanga. The guard posted at this point consisted of nine policemen and sixty soldiers. Some of the men were on sentry duty outside. One of these rushed inside to announce the UN offensive. He had been wounded and was nursing his abdomen. The soldiers outside resisted as long as they had ammunition, keeping under cover behind the big mango trees round the building. Then they retreated to the neighbouring houses.

Just as they did at the post Office, the Indian soldiers charged into the building firing their sub-machine-guns. The Katangese soldiers had no time to take up arms. Those who tried to escape at the rear of the building were killed by the Indians.

M. Samalenge, Minister of Information, made this report:

« A hapless unarmed man hid behind a toppled metal table. A hand grenade to start with, then another, then a burst of fire... blood all over the place, flesh and hair... then death. I myself have this terrible relic, the table, in my possession. The photograph of this incriminating exhibit will be published ».

When they were exhumed it was found that five of the bodies had fractured tibias; one of them had a bullet in the head.

Some people in the neighbourhood witnessed the scene and they testify that the Indians collected several of the wounded in one place and killed them off with machine-gun fire. This fits in with the finding of wounds made at point blank range.

The massacre was a most costly one in terms of Katangese lives: twenty three were killed, including sixteen gendarmes, seven policemen, and two soldiers. Two policemen were wounded.

Policeman KALWAMBISHA David, was wounded in the head and in the left thigh, and he was left for dead. He remained in a state of coma for the rest of the day. He was found at 5.30 pm by police officers PAYEN and VALCKENEIRE who succeeded in exploring the premises once these had ceased to serve the purposes of the UN troops and had been evacuated.

This engagement between the Indian troops and the guards at Radio Katanga was short but revolting and murderous.

There is something abnormal about an engagement where one third of an entire guard of 69 men is liquidated. Only a terribly sudden and savage attack can account for such losses in so short a period of time. The UN must have planned and executed this operation with a view to the massacre of this group of soldiers.

Who could claim to have seen a single « mercenary » ? Towards 7 a. m. Brigade-Leader IWEKELE was patrolling the town. Most of the town's inhabitants, even when they belonged to the forces of public order, had not yet grasped the tragic import of the situation. The patrol came past the Radio building, and a violent burst of machine-gun fire was the result. The brigade-leader was wounded and so were the policemen TENGO and KITENGE. The three unwounded policemen were able to take their companions to hospital. At 9 a. m. an ambulance attempted to bring aid to the wounded. It was machine-gunned by the Indians and was obliged to retreat.

At midday General MUKE ordered the counter-attack, and this was followed by heavy firing on both sides, mostly mortar-fire in the case of the UN. Three European civilians were wounded in their own houses. One Katangese soldier lost his right eye. The Radio Katanga building was destroyed and the Katangese gendarmes withdrew.

Towards 3 p.m. in the same area a Katangese armoured-car shot up two UN food lorries. An Irish driver was killed at the wheel, and, for a long time his body remained unclaimed in the lorry. Eventually the occupants of nearby houses made a temporary grave for him. Later on, this became the subject of a rather strange discussion: the UN authorities were informed of the presence of a dead body in the area, but they refused to have anything to do with it. Seemingly all military personnel belonging to the UN had been present at roll-call. The Katangese authorities then stated that a devotional medal, made in Ireland, had been found on the body of the dead man, whereupon an Irish chaplain arrived with a detachment of men and removed the remains of the soldier.

At about 5.30 p.m. the UN troops abandoned the devastated studios of Radio Katanga. They withdrew towards their H.Q. in the Avenue Fromont with the protection of their armoured-cars.

The evidence clearly establishes the fact that the UN committed an act of aggression:

- 1) the timing of the attack on the Post Office at 4 a.m., simultaneously with the attack on Radio Katanga;
- 2) the arrival at exactly 4 a.m. of UN troops from outlying positions;
- 3) the surprise nature of the attack left the Katangese soldiers open to a massacre which claimed a disproportionately large number of casualties.

# EVENTS OF DECEMBER

## INTRODUCTION

On the 1st of December, the Head of State gave a press conference, largely dealing with UN provocation. He said : « Aren't you surprised to find the agitators took advantage of Senator Dodd's visit to provoke the incidents you have heard about ? » and « according to an established plan, certain elements of the UN are seeking incidents ».

That was an evident truth which the week-end of the 2-4 December, was to underline yet more cruelly.

The incident sought by the UN took place on Saturday 2nd December, at about 5 o'clock.

Katangese gendarmes on duty at the Luano Aerodrome asked a refugee to show his pass. The latter not having this document in his possession, a dispute took place. Some Indians interfered and brutally interrogated the gendarmes. A fight with bare fists ensued. But an Indian sent a burst of machine-gun fire from the top of a building. The gendarmes took up positions and fierce firing followed. Meantime, the policemen on duty over at the central hall were surrounded and disarmed by surprise, this also by Indians. These policemen were in complete ignorance of the affair and had no part in the dispute nor in the firing.

Using the policemen as hostages, the Indians led one out in front of the gendarmes forcing him to plead with them to cease firing and to surrender, since the UN men were preparing to shoot all the policemen. There were fifty-two of these brave men and they knew themselves to be surrounded by two Ghurka battalions.

The Government reacted promptly. A state of emergency was decreed, and in a few hours the Gendarmerie occupied all the strategic points in the capital.

M. Kimba, Foreign Affairs minister, keeping his *sang froid*, established contact with the representative of the UN.

At 10.30 p.m., the UN released 32 Katangese, so that 20 still remained captive.

M. Kimba protested vigorously and the Government, likewise rejected



a UN ultimatum demanding the retreat of the Gendarmerie from all strategic positions.

M. Kimba put the following conditions :

- 1) restitution of arms confiscated from the gendarmes during the events at the aerodrome.
- 2) a written agreement on the part of the UN not to carry out armed patrols within the town of Elisabethville ;
- 3) cessation of flights over Katangese territory by UN helicopters and fighter planes ;
- 4) a written guarantee that Katangese gendarmes and policemen on duty at the airport be allowed freedom of movements.

These were moderate conditions and proved the will to peace on the part of Katanga. The patrols of armoured cars and the low flying planes were disturbing the population and were serving no useful purpose.

On Monday, 4th December, it had been agreed that the forces manning the roundabout at the Avenue Saïo, were to withdraw. Meanwhile, about 8.30 p.m., the Blue Helmets forbade residents in this district to leave their houses. Some « 75 non-recoil » guns were brought up to reinforce the UN positions. The atmosphere remained extremely tense.

Parallel with this local offensive, the UN developed a diplomatic action. The theme was simple. M. Sture Linner undertook this work. In a report published on 3rd December, he declared that « the Tshombe regime is coming to the point where it cannot control the forces which it has unleashed, and where it cannot retreat from a policy of violence » and « neither Mr. Tshombe nor his collaborators will be able to control the direction of events. Elements of the military forces and of the civil population risk starting off renewed hostilities against the UN »

It was thus quite clear : the Gendarmerie was on the point of mutiny and this was the time for the UN to defend itself. Those very incidents which the UN itself continually sought to provoke would be brought as proof of the mutiny.

The preparation for this operation was to receive an approval which is at the same time an admission :

The U S Ambassador, Mr. Gullion, declared : « I am not certain that the Province of Katanga can be reunited with the Congo without bloodshed. »

A decisive proof of this well-prepared operation is that on the 6th December, Raja admitted having 6.000 men under him. Thus, in contempt of the September cease-fire, he had doubled his effectives.

## Reasons given by the UN.

1) On Tuesday 5th December, at 11,30 a.m., M. Urquhart stated in a press conference that conflict was imminent as Katanga Forces were preparing to attack the UN on all sides. This was on the discovery of the famous « Katangese battle plan ».

U Thant gives this as the cause of the outbreak of this war : « Only when the UN discovered the large-scale plan of attack by the Gendarmerie against its essential positions, did it decide to suppress the road-blocks by force » and « what was much more serious was the discovery of the plan of a large scale attack by the Katangese Gendarmerie against UN positions. This left the UN no choice other than, in legitimate self-defence, to have recourse to the force necessary to assure the security of its communications and its freedom of movement. »

But what the World's Leading Civil Servant was asserting without any proof, was to be refuted by the publication of the document. This was a defence plan against the troops of the National Congolese Army aided by UN troops. They showed the deeply laid lines of defence and not trace of any plan of attack.

The garbled explanations given by the Office of the Secretary General cannot conceal this evidence. They put the emphasis on the presence in Katanga of « mercenaries ». The given short list, by the UN names senior officers who left the country in August and September.

But it becomes clear to all that the actual plan which was the UN's chief excuse, cannot be maintained as evidence.

Thus the reason of the aggression of the 5th December, was without foundation. It had no justification from any Katangese plans. It is based upon a tissue of lies and bad faith.

The decision to renew hostilities was taken by Mr Thant himself. He went down to the Telex Office and contacted his representatives in the Congo and in Katanga. It was on Friday, December 1<sup>st</sup> 1961, at 4.30 p.m. that he gave *carte blanche* to his representatives. From then on the « responsibility for maintaining order » in Elisabethville was completely in the hands of General Raja. He was able to seek revenge for his failure in September.

« The whole works » was to be given during a fairly brief period. That at least is what U Thant imagined. He once again made the tragic mistake of his predecessor, ignoring the courage of the Katangese troops.

2) The second argument of the UN was the necessity of applying the resolution of the Security Council relating to the expulsion of mercenaries. This mercenary hunt is, without a doubt, one of the stupidest actions of the UN in Katanga.

It is constantly talked of, but never demonstrated. The UN has arrested civilians, left and right, but has never been able to detain and exhibit a single real mercenary.

Undoubtedly, before the arrest carried out by the UN in August 1961, there were in Katanga officers and « affreux ». Nobody has ever denied that. The UN from time to time, puts forward the names of these men whom it calls « mercenaries ». The names of Major Jacques, Commander in Albertville, or of Major Bousquet, in Kongolo, and of others, are mentioned. All officers and « affreux » left in August. They were followed shortly after by the seventeen technicians, whom the UN had generously allowed to stay and supervise the auxiliary services.

Then, just after the events of September, the Belgian officers who were staying at the Consulate, left Katanga.

Large compensation was paid to all these men. In the appendix, a copy of the decision granting them more than twelve million francs of compensation, will be found.

Katanga honours her contracts.

Katanga thanked the « mercenaries » for all the services rendered.

How could it be thought that this debt might be paid at the very moment that other mercenaries were being taken on ?

It is clear that these men had gone.

The UN had to find a way of explaining that the « mercenaries » were still in existence. That is what President Tshombe stated in his speech of the 26th November, 1961: « The mercenaries must be expelled. But the fact is that they have all gone, and Katanga still survives, and yet they still will not admit that Katanga is viable as a nation, and has the right to live. No. It will be said that the « mercenaries » have not all gone, or that they are to be found amongst the peaceful persons who work in Katanga and who will be described as hostile elements ».

The higher ranks of the Katangese Gendarmerie have been taken up by Katangese officers, a number of whom have done courses in military training abroad.

Trained especially with a view to commanding small units of men, these officers are showing themselves particularly efficient.

The UN was nothing but a motley mass of troops without an ideal, and it was unable to succeed against the Katangese spread out in small sturdy groups.

It imputes the failure to the presence of European « mercenaries », so as to conceal the hard truth in a fog of mystification. Its officers are incompetent, its troops are slack and barbarous.

# ASSAULTS ON PERSONS

## 1. ASSASSINATIONS

1.— On the 5th of December 1961, shortly after midday, the lorry belonging to the firm « Prina », was coming back to Elisabethville from work in Lukuni. In this lorry were Messrs Ermanno Prina (an Italian 22 years old) and Gianni Mino, his cousin, (an Italian 21 years old), their chauffeur and eight Katangese or Northern-Rhodesian workmen.

This lorry was followed by a black motor-car, with two unarmed European civilians in it, Messrs Charles Kreins (a Belgian 40 years old) and Georges Henrioul (a Belgian 37 years old), who had come from Jadotville to Elisabethville on business.

These two vehicles got to within 200 yds. of the end of avenue Redjaf, when suddenly the UN « mercenaries », massed near the roundabout of the junction of avenue Saïo and Blvd. Baudouin, launched their offensive against the Katangese armed forces which had no European officers and which were likewise massed in this sector.

Without taking the slightest notice of the fact that these vehicles were carrying unarmed civilians, the Indian mercenaries opened fire on them, bursting the tyres. The passengers threw themselves out of the lorry and the car to get cover in a ditch along the right side of the avenue Redjaf. Panic-stricken, the chauffeur, M. Mino, and the workmen fled into the bush and there they were shot in the back and killed. Their bodies were not found until the 15th of January 1962, in a collective grave nearby. Mr. Mino's body showed a bullet-wound in the left buttock and bullets-wounds in the thighs ; these penetrated from the rear, perforating the left femoral artery. So, he was killed in the back, while running away.

Mr. Prina and the seven other workmen crawled to the ditch just opposite the electric pylon Nr 50. The concrete supports are broad and enable several people to huddle within. Other Katangese going along the road huddled in the ditch.

After a quarter of an hour, Mr. Prina trusting in his immunity as an unarmed civilian, decided to leave the shelter, raised his two arms and was immediately shot down by Indian mercenaries, a bullet smashing his left shoulder. He was killed off with a bullet in his right lung. Messrs Kreins and Henrioul, and Mr. Gregoire Sunga, were killed in the ditch; the first had his face shot in by a burst of fire, the second was struck by two bullets under the left armpit towards the heart.

Mr. Smeding, the Dutch ambulance-man who in his turn was to be assassinated by the UN on the 13th of December, testified that he found them lying on their stomachs, their arms folded over their heads as if to protect themselves from the fire which was directed against them. Mr. Prina was lying on his back, his two arms still upraised.

The Indian mercenaries then advanced and, at short range, machine-gunned the workmen hidden in the ditch, killing six of them (Messrs José Kabutano, Juas Lubunda, Joseph Kiambo, Kawatu Samakayi, Bwalia Masoni and Bwalu Stephane) and badly wounding the seventh Mr. Tshifunda, our witness of this butchery, who pretended to be dead and did not get out, until the next morning towards seven o'clock; he was half suffocated by the bodies of his companions. He was taken away with the other six bodies by the ambulance-men of the Red Cross and brought to the Queen Elisabeth Hospital, where he was still under treatment at the beginning of January 1962. The other four bodies were dug out of the ditch on the 12th of January, in the presence of the State Attorney M. Falmagne and of the court doctor, Dr. Van Grunderbeeck.

*TO SUM UP : 4 unarmed European civilians, going about their peaceful business and eight defenceless, Katangese and Northern-Rhodesian workmen assassinated without warning by the Indian mercenaries.*

II.— On the 10th of December 1961, the Rev. Father Alexandre Ferdinando Gagna (Father Michel in his community) at about 2 p.m. was going to the Chapel of the Sisters of St. Paul where he was to get the Blessed Sacrement.

His vehicle was found burned with his body inside completely charred, at the corner of Avenue de Liège and the Chaussée de Kasenga.

It was a Swedish armoured-car which attacked him with a bazooka. It appears that the bazooka is the favourite weapon of the UN against civilian vehicles.

Can it be possible for anyone to make a head-on attack on a vehicle without realizing that the driver is a priest ?

III.— On the 13th of December 1961, a jeep with a blue cover, driven by Mr. Payen, accompanied by Mr. & Mrs. Willy Servays and Mrs. Mercier,

attempted by a detour to reach the « Tabarin », an establishment evacuated on the 9th of December by its tenants Mr. & Mrs Servais

The area seemed calm, according to information received from various persons. At about 4.15 p.m., the Police Station of the Kasapa, confirmed that the area was quite calm. By way of the Avenue d'Uvira, the jeep went towards the Tabarin, the first building past the new Queen Elisabeth Hospital, whose clinical wing, the only finished part, had been used as an hotel during the preceeding months. The Servais were hoping to recover identity papers left behind, and stores of food. Suddenly the Jeep's passengers saw a white UN van parked near the hospital and some Ethiopian mercenaries. Mr. Payen got out of his jeep and made signs with a white handkerchief that he wished to pass. The Ethiopians made negative gestures in reply, asking them to turn round and go back by the way they had come. The jeep started to turn around and just then, from one of the floors of the hospital, an Ethiopian mercenary let forth a burst of machine-gun fire at a range of about 150 yds., one of the bullets of which struck Madame Servais (a Frenchwoman, born Henriette Baratalla, 36 years old) in the back of the neck, exploding as it emerged from the lower face which was turned to pulp from the nostrils to the jaw.

While her companions jumped from the jeep to get cover, Mr. Servais jumped to the driving wheel and at full speed took his wife's body as far as the Kasapa, where she very soon died. The body was brought to the mortuary at about 5 p.m.

*TO SUM UP : One unarmed European woman, treacherously murdered by an Ethiopian mercenary, while the driver of the jeep was actually obeying the orders he had been given.*

IV. — On the 13 th of December, 1961, at exactly 2.5 p. m., an ambulance of the Red Cross taking Mr. Olivet, the representative of the International Red Cross (Swiss, 34 years old), Madame Vroonen, an ambulancewoman (Belgian, 35 years old) and Mr. Smeding an ambulance-driver (Dutch, 25 years old), was going from the Red Cross post at the Queen Elisabeth Hospital to the UN Head quarters to seek written permission to go to the Square d'Uvira and try to organize evacuation and food supplies for the families who had been stuck there (many with numerous children) for eight days in this especially exposed area. Having obtained the pass, these three persons arrived in the Square d'Uvira and went on to the Avenue Redjaf, contacted several families and went further, in spite of warnings by members of these families, who were all for caution, as the area was full of Ethiopians who shot at sight all passers-by. However, they insisted on going on, and right at the end of the turn of the avenue, where it joins the Boulevard Baudouin, they came upon

a post of Ethiopians who stopped them, made them get out, argued with them, and finally made them turn back, two Ethiopians getting in behind them in the ambulance and threatening them with their guns. The ambulance turned right, on the Kasapa Road, towards the new Queen Elisabeth Hospital (here all the many witnesses are agreed). It was about 3 p.m. Permission to go on was no doubt obtained from the Ethiopian control post. The two Ethiopian guards got out, the ambulance took the avenue des Aviateurs and then a little road leading to the air-strip. Suddenly, from the left and the front, Ethiopian mercenaries opened fire wounding the driver, Mr. Smeding in the left shoulder with two bullets.

Almost at the same time two bazooka rockets were fired from the right, taking the right side of the ambulance like a whip-lash. Mr. Smedings, skull was blown open. Madame Vroonen was riddled with a hundred splinters, and burned mostly in the abdomen, the base of the sternum, and the thighs. Mr. Olivet was riddled with forty splinters mostly in the skull, the thighs (which show two great wounds) and in the right forearm and wrist, which were torn open.

Only on the 23rd of December, 1961, that is to say two days later, were the ambulances of the Red Cross permitted by the UN to go and retrieve the corpses which, meantime, had been laid in a ditch, under a thin layer of earth. Over Mr. Olivet's body was the personal banner of a representative of the International Red Cross. Then the UN forbade the Court of Justice to have the ambulance and the sites photographed. The vehicle was not handed over to the Court until a few days later. It bears traces of attempts at camouflaging the evidence. This long delay sufficiently shows the embarrassment of the UN authorities who were abashed by this « big mistake ».

TO SUM UP: *Three civilians, devoted humanitarians, members of the Red Cross, savagely massacred by Ethiopian mercenaries.*

V.— On the 15th of December, 1961, Mr. Ghislain Tshibamba, an employee of the Sogelec, occupant of a house in the Uvira area not far from his work, obtained written permission from the UN authorities to remain in his house, and a pass. On the same day, an Ethiopian patrol entered his house to make an inspection. He showed them his precious paper and the patrol withdrew. Shortly after, a second gang of Ethiopians, looking for loot (the whole area had been pillaged by Ethiopian mercenaries), came in their turn, and seeing his paper, went away. Finally, a third gang turned up, a more threatening lot. This time, Mr. Tshibamba did not let them in. The mercenaries forced the door and slaughtered him and his legal wife Madame Suzanne Kabena in the kitchen, with a burst of machine-gun fire. The bodies were robbed (watches and money). All this was related by the second wife, a concubine, who escaped the massacre.

TO SUM UP: *Two law-abiding defenceless Katangese civilians, whose protection had been guaranteed by the UN, savagely massacred by Ethiopian thugs.*

VI.— On the 15th of December, 1961, Mr. Guy De Deken (Belgian, 46 years old) taking advantage of a lull in his sector of the Uvira area, came out of his cousin's (Mr. Sheridan Smith) house, where he had been visiting. He went to his motor car, which was loaded with personal possessions, took out an English novel and, suspecting some trouble, rushed back to the house, leaving his car door open. He was slaughtered at short range by an Ethiopian mercenary, a bullet entering his body towards the heart under the right shoulder (testimony of Mr. V. who witnessed the murder from his window).

TO SUM UP: *A law-abiding European civilian slaughtered gratuitously and without warning, by an Ethiopian mercenary.*

VII.— On the 16th of December, 1961, an especially odious, murder, of three old people, was committed by a band of Ethiopians. Since 6 o'clock in the morning, UN lorries had been transporting Ethiopian troops, along a route which skirts the high-tension line. The villa of Mr. Derriks, manager of the Union Minière, is situated about a hundred yards from this road. Normally, access there is by way of the avenue de Ruwe which continues past a little bridge over the Lubumbashi river by a small private road. Mr. André Kapenga, Mr. Derriks' s second man-servant, who witnessed, the crime reported that nothing special had happened until 1.45 p.m. Just then, Mr. Derriks (Belgian 60 years old) was going to have some coffee with his old mother (87 years old) who lived with him. Their faithful old man servant, Mr. Jean Fimbo, withdrew to the kitchen. At that moment, a white UN armoured car took up position on the track by the cable and fired their machine-guns towards the opposite slope of the Lubumbashi valley. The firing over, some Ethiopian mercenaries entered the garden from the side facing the area « Les Roches », machine-gunned the two cars in the garage. André Kapenga, was scared, and shut himself up in the larder just off the kitchen. The Ethiopians went upstairs, from the garage to the kitchen and slaughtered Mr. Jean Fimbo, who had hidden under the sink, with a series of machine-gun bullets striking diagonally from one shoulder to the opposite thigh. They entered the drawing room where they slaughtered Mr. Derriks who shouted « Not me !... » He was killed by a bullet, found not far from the spleen, and finished off with a burst which carried off half his face and skull. A few seconds later, a third burst got Madame Derriks in her right breast (the bullet re-emerged from her left flank) and in her neck, cutting the carotid, the trachea and the oesophagus. Towards 5 p.m., the boy André Kapenga heard the soldiers coming into the villa again. They had



a look round and did some looting before leaving. Shortly afterwards, Mr. Kapenga left his hiding place, found the bodies of his employers and of the cook, and went to hide in the rafters. The next morning, Dr. Feuillat and Mr. Dewulf who arrived with bread for the Derriks household discovered the slaughter. Mr. Kapenga joined them and left with them,

TO SUM UP: *Two European civilians and a Katangese civilian, aged, especially esteemed by all for their goodness and kindness, savagely assassinated by Ethiopian thugs. The aged Madame Derriks is typical of the kind of « mercenaries » that the UN contingents claim to have killed.*

VIII.— On the 16th of December, 1961, driving along in a jeep on the Munama road, with two American journalists, Mr. Favre, a civil servant (Swiss, 33 years old), was slaughtered without warning by a bazooka rocket, operated by Swedish mercenaries of the UN. A journalist was wounded. Another « big mistake » most embarrassing for the UN, which defends itself by claiming that all jeeps are considered outright as enemy military vehicles, which have to be put out of action before they cause any danger.

TO SUM UP: *An unarmed European assassinated by Swedish ruffians. No plausible motive, and no warning.*

IX.— On the 19th of December, 1961, Mr. Willy Alazraki (Belgian, settler, 30 years old), accompanied by his mother-in-law, Madame Wauters, came down the avenue des Usines in his car, intending to get bread at the emergency bakery set up by the Union Minière. At the crossing of the Lubumbashi Parc and Radium avenues, the vehicle was machine-gunned without warning, by a band of Ethiopian mercenaries in ambush behind a school bus shelter. Madame Wauters was slightly wounded in the leg, while Mr. Alazraki suffered a shattering fracture of his right thigh. Mr. Alazraki managed to turn and stopped his vehicle between two private residences. Madame Wauters, who managed to escape into a neighbouring house, saw the Ethiopian mercenaries finish off her son-in-law with a bullet at a range of four yards, fired in behind the left ear. Mr. Alazraki crawling and dragging his fractured limb attempted, to get to cover behind a dog kennel.

A little later, came a vehicle driven by Mr. Cuyt (Belgian, 40 years old), accompanied by Messrs. Drugmant (Belgian 30 years old) and Vandeput (Belgian, 35 years old), all three employees of the Union Minière, on their way to get bread and petrol in the temporary shop set up by the company. This car was machine-gunned at the same spot, by the same band of Ethiopians (testimony of Mr. G. who witnessed the scene from the windows of his house). It is not known whether they attempted to escape from the car. Mr. G. was unable to see the sequel since he was obliged to take cover when the houses at the crossing were machine-gunned in their turn. Howe-

ver, Mr. Drugmant's body was found by chance in a garden of the avenue Radium, wounded by a bullet which had made an open fracture in the right ankle, by a bullet which had entered the right breast, reaching the right half of the abdomen, by a bullet in the left cheek, by another in the left thigh (extracted at the autopsy) and by two bullets which grazed the forehead and the neck. Mr. Vandeput's body was recovered in the conduit of the Lubumbashi river on the 22nd of December. He had been killed by a bullet right in the heart, and then thrown into the canal by his assassins. The same day, the body of Mr. Cuyt was recovered in the Lubumbashi river. It showed a huge gash, made by a bullet in the front part of the neck, cutting the carotid and the trachea, etc.

On the same 19th of December, at about the same time, a B.C.K. van, driven by Mr. De Rijckere, an official of the B.C.K. (Belgian, 40 years old) who was going to the Lubumbashi railway station, was caught at the same spot in the fire of the same Ethiopian mercenaries. He was wounded by a bullet in the abdomen at the level of the caecum and finished off by a bullet in his left temple. His body was thrown into the Lubumbashi conduit canal.

TO SUM UP: *Five Europeans going about their peaceful business, unarmed, were murdered with no proper motive and without warning by the Ethiopian thugs, who despoiled them of their wedding-rings, watches, wallets and purses.*

## RAPING BY ETHIOPIANS

There were at least four rapes in Elisabethville, all in the Commune Elisabeth, but in such matters, the victims are often reluctant to give evidence about the crimes of which they were the objects.

The Ethiopians alone are concerned.

One was committed on a woman living alone with her children, by two Ethiopians. Another was done in a house inhabited by four persons. Three of them were taken aside and threatened by an armed Ethiopian. And meanwhile another mercenary achieved his heinous crime.

The proofs exist, the evidence is available. It would be easy to publish the files. It will be understood, however, that the most elementary consideration for the victims requires discretion.

## KILLINGS

The victims of the December aggression are numbered as follows:

Katangese civilians : 27 killed.

Rhodesian civilians	:	3 killed.
European civilians	:	27 killed.
Katangese civilians	:	166 wounded.
European civilians	:	48 wounded.

These are provisional figures which will doubtless be increased by 10 % when the final communiqué is established.

Almost the entire total of the wounded were victims of the mortar bombs showered on the town by the UN.

## ARBITRARY ARRESTS

### A) The unjustifiable attack on the Sabena Guest-House

The movements of the UN began on Tuesday 5th December 1961, at 1,40 p.m. in the sector round the Sabena Guest-House.

Here is a eye-witness account :

« At the moment hostilities broke out, there were a hundred Europeans and Katangese at the Guest-House, among them women and children. All these persons were unarmed civilians who could in no wise be considered belligerents. Moreover, all through the duration of hostilities, no troops ever took up position in the enclosure of the Guest-House in which case reprisals might have been justifiable.

» Towards 1.30 p.m. on Tuesday the 5th, a violent battle broke out on the road to the airport, about five hundred yards from the Guest-House. Numerous stray bullets showered the buildings where we were. As the struggle raged, the noise of battle approached the hotel buildings and towards 3 p.m. a steady fire was directed upon the hotel. Senselessly, since no troops were in position there. This fire came from positions held by the forces situated to the North-East of the Guest-House and which subsequently turned out to be of the UN. Towards 3.30 p.m. the same sources proceeded with mortar-preparing tracer-fire deliberately and solely aimed at the hotel. Then we came under the mortar fire. Fifteen bombs fell in the precincts of the hotel, doing serious damage.

» From the direction of the noise made by the issuing shots and the traces left by the falling bombs, the latter being verifiable, the source of the fire must have been North to North-East.

» Moreover, an unexploded bomb unquestionably shows the same origin. The results obtained not giving satisfaction, UN troops submitted the whole area to a violent automatic fire with arms of every calibre for nearly five minutes. Towards 5.30 p.m., a UN armoured car and a lorry

full of soldiers were able to perceive that there were absolutely no enemy forces in the area, for they came and inspected the place.

» This in no way prevented the UN from resuming a mortar bombardment after 9,15 p.m. and this was carried on regularly every hour until 5.15 a.m. on Wednesday 6th of December.

» The sources of the firing proved, beyond any possible doubt, that the entire bombardment and machine-gun fire proceeded solely from UN forces' positions, and the organisation is therefore solely responsible for the events just related. I hereby protest vigorously against such proceedings which are not only utterly unjustifiable but inhuman and barbarous.

» On Wednesday 6th of December, having got back to the town at great personal risk, I notified the Red Cross and my Consulate of the situation, and requested that representations be made to the UN to cease the bombing and to evacuate the civilians who were still blocked. From their communiqués, it appears that the Organization did not deem it worthwhile to provide for such measures ».

However, on Thursday the 7th, all persons who were not needed for maintenance were evacuated. In fact, ten persons remained. Nine men and one woman.

On Saturday the 9th. of December, the Guest-House informed its management that the Ethiopians were approaching and from then on there was a total silence.

We learned from the ambulance personnel that six civilians had been taken to the Luano airport.

In fact, on Monday, a D.C.4. of the UN, which was hit at the moment of take-off, brought them to Léopoldville. On their arrival, Madame Paul was set free, but her companions had to wait another 48 hours to be freed. The Sabena then sent them back to Belgium.

This is a fine example of the way in which the UN paralyses everything, as much by stupidity as by malevolence. Here are a group of civilians necessary for the upkeep of the hotel, having no kind of political or military connexion with Katanga. : the Ethiopian barbarians took the place over, deporting the staff, pillaging and wrecking everything; the important food reserves were naturally sacked.

## **B) The arrest of Monsieur Baeckelandt**

On the 23rd of December 1961, Mr. Baeckelandt, a pilot, was in the railway station, helping to load luggage. A detachment of Swedes came by.

Mr. Baeckelandt said to a friend: « Look! there are still a few left. They have not all been killed. » A Swedish lieutenant who understood French had him arrested. He was taken to the Luano airport, then to Leopoldville, where he has not been able to send out any news of himself!

### C) Testimony of M.

M. lived near the house where O'Brien was living. His first contact with the Ethiopians was indirect : they began by attacking their neighbours, where H. and V. were in refuge. An Ethiopian called out to Madame H. who refused to approach them. He shouldered his rifle and when she called in to see her friends, this Ethiopian fired two shots into the roof of their house, and then came up ordering the inmates to come out. They said they were looking for three mercenaries. This took place on Sunday the 17th in the afternoon.

On Monday noon, seven Ethiopians suddenly appeared, guns in hand, at M.'s house (his wife was to have a baby three days later). They interrogated the inmates to see whether they were mercenaries, or had any weapons, etc. Then they cut the telephone line. As the domestics were present, an Ethiopian sergent declared, when these had gone down to their house at the bottom of the garden, that he enjoyed killing Katangese. The same sergent then took the youngest of M.'s children saying that he was going to kill him in the garden. But he left him in the house and went off. This was his way of checking up whether people were armed. Shortly after, a captain came back to make a further inspection, still regarding fire arms. In the neighbouring house, Mr. B. had been authorized by the Ghurkas to keep his telephone. There too the Ethiopians arrived, but they were turned away by the Ghurkas. After these two inspections, armed Ethiopians broke into the house again claiming that M. was telephoning information about their positions.

On Tuesday morning, at 6 a.m., M. saw two Ethiopians who had got into his house leaving by the front door with one of his suit-cases. One of them aimed at him with his rifle. He took cover in a bedroom. These soldiers came from quite nearby, because it was raining and they were not wet. M. went to complain to the Indian troops on guard near Mr. B.'s house. Lieutenant Calioper promised to see to the matter, and shortly after, the suit-case was found half empty near B.'s house. Meanwhile, three soldiers who had obviously come to dispose of this packet, took a transistor radio away on this further visit. M. called out to them and they had to bring it back. An

Ethiopian Major to whom M. had complained, asserted that nothing had been found among his soldiers, which means that he was either acting in bad faith or exercising very inefficient control. A little later, the Ethiopians set their sights on a house-boy's lodging with a view to installing themselves there. On the intervention of Colonel Mitra, they decamped, but then came back to take shelter from the rain. The occupants were furious and loudly complained to the Indian officers who once again intervened. At this point there was a sustained Katangese attack. Immediately after, the Ethiopians again entered M.'s house; they were wild. They said they had suffered five casualties and they made a further inspection finding some used-up cartridge-cases on a book-case, old cartridge-cases which the children had picked up in September. They were of various calibres and many were squashed. A tall Ethiopian menacingly accused M. on this count of having taken up arms. He claimed that he had seen him. What he wanted was the immediate execution of a sniper taken in the act. There were two Ethiopian Lieutenants and a Major. 2nd Lieutenant Telahune intervened and proved to his superior officer that these were simply old cartridge-cases. M. asserted that without his intervention he would have been shot as a mercenary. A while later, M. saw B. going by with a limp. He asked him what was the matter. An Ethiopian who was following M. signalled to him to keep quite and threatened him with his gun. Then, all the men in the area, blacks and whites, were arrested. Not only B. but also G's son were among the prisoners. An Ethiopian Major and a white civilian interrogated them. The Ethiopian who had found the used cartridges once again intervened to say that the sniper they were looking for was M., since they had found the used cartridges in his house. M. once more called in 2nd Lieutenant Telahune who took him home with three soldiers, whom he dismissed shortly before releasing M. An ambulance which had been alerted to take off Madame M. to the maternity hospital took them all to the Queen Elisabeth Hospital, including the wife of the house-boy who had not yet been set free.

It would appear that Ethiopian violence was perpetrated even more on the Katangese than on the Europeans.

#### D. — Testimony of L.

I was living in a house near the Lido. On Saturday morning the 16th, at 3.30 a.m. fierce and sustained mortar-fire began. The bombs fell in the vicinity of the Lido. At 5.30 a.m. there was a slight lull. A bit later we heard

the shouts of Katangese soldiers leaving the Lido. Presently we saw the first UN tanks invading the Lido. We took refuge with our neighbours and passed Saturday and Sunday under a concrete stairway.

On Sunday afternoon, the bursts of the automatic weapons and the mortar-fire increased in intensity. A violent air attack began towards 4 p.m.

At 5 p.m. a section of Ethiopians headed by a young lieutenant forced the front door and pointed their guns at us. They searched the house, and stole S's watch but it was returned to him a little later. With their guns rammed in our backs they took me to my house, with my wife, and there made a brutal search. They continued threatening us and we were at the mercy of the slightest event. My wife was able to take a suitcase with her, but I had to leave the house just as I was, dressed in shorts, shirt and sandals. The S. and ourselves were assembled in front of our houses, rifles pressed to our backs, and were led to the Ethiopian Company H.Q. which was a house just opposite the Lido.

There we found the occupants of the other houses in our street. An officer fairly politely established our identities. We spent a terrible night in the middle of the combat area. Bullets passed over the house which was serving as Company H.Q. There we were, between two lines of fire. The soldiers menacingly dumped us in the bare living room of the H.Q. We sprawled against the walls to escape the whistling bullets, without cover and without food.

Our house-boys and their families were parked with us in the living-room. One of these boys had been beaten by the Ethiopians. The next day another house-boy was brought in covered with blood.

On Sunday the 17th, towards 8 a.m., we were taken away, Europeans in a jeep, Katangese in a lorry, to the Indian H.Q. at Clair Manoir near the Golf Course. As we left the Ethiopian Company H.Q. we ran the gauntlet of Katangese firing.

At Clair Manoir we were made to sit on a little wall and guarded by an N.C.O. with a sub-machine gun.

We were each interrogated for about 45 minutes I think that I, personally, was questioned for longer than the others. The interrogation was conducted decently by an Indian Major and a UN civilian official whom I took to be an Italian.

They were trying to discover who were the real commanders of the Katangese army, something which I obviously did not know. I was asked questions about certain persons. I knew what their professions were, and that was all I could tell.

My interrogators were surprised at my ignorance as I had been living in

Katanga since 1947. However they did not press the matter. I made a formal protest, which they did not record in writing, against my arbitrary arrest and the fact that I had had to pass the night with my fellow-sufferers in the zone of combat. I pointed out that we had asked to stay in our houses where there were either cellars or walls of reinforced concrete. I also stated that the soldiers had stolen D.'s wallet which contained 50.000 fr.

My interrogators apologised and told me that the Ethiopian soldiers had only just arrived and that their officers still had trouble in controlling them. We were given a meal in a house occupied by a UN civilian official near the Clair Manoir.

The Red Cross arrived to take us away at about 4 p.m. I must make it clear that had it not been for the presence of the three Ethiopian 2nd-lieutenants (Gilna, Marshall and Kilna) it is very possible that we would have been ill-treated, if not worse. The soldiers were completely wild. I must also say that the Indian soldiers behaved correctly, unlike the Swedes who, whatever their rank, were arrogant and incredibly sullen and haughty.

*NOTE : The testimony of these persons is to be taken as typical of many other cases. Numerous civilians were arrested in this way, no reason given, and held in custody for more or less prolonged periods of time.*

*The interrogations were conducted in a haphazard manner and by unqualified persons.*



# DESTRUCTION

## 1. HOSPITALS

Early on the night of the 6th December, during a steady bombardment, the Prince Leopold Hospital was struck. Twenty two mortar-bombs (4"2.2 especially) fell in the enclosure of the hospital.

After denying their responsibility the UN stated that they had been aiming only at the Tshombe Camp, and that the proximity of the Hospital would explain their « big mistake ». It had become impossible for the UN to continue their denials because unexploded bombs were lying where they had fallen, and there was no doubt as to their origin.

But a mistaken aim can hardly explain these facts. The error was one of half a mile. Even with mortars and even with the most inexperienced soldiers such a large error is hardly possible.

A shell fell near the obstetrics ward and a woman, nearly ready to give birth, took flight and disappeared. She has still not been found. This ward was badly damaged. There were similar cases all over the hospital.

On Wednesday the 13th December this « mistake » was repeated. The tragic part of the matter is that the older parts of the hospital were struck on the 6th and on the 13th it was the turn of the new buildings, where all the wounded had been evacuated. The extent of the error in aiming, far from decreasing, had increased by over 200 yards. This time 24 mortar-bombs broke windows, damaged the top floor, and terrified the victims of the former attack.

On the 10th December the « Le Marinel » power-house hospital was the object of an attack from the air. This hospital is situated right out in the bush away from any military objective.

On the 12th December at 1.15 a.m. the hospital and the maternity clinic at Shinkolobwe were also attacked with machine-guns and cannons by UN air-craft.

On the 15th December at 4.30 a.m., 5 mortar-bombs fell in the pre

cincts of the Queen Elisabeth Hospital in Elisabethville, but fortunately there were no casualties.

## 2. CHURCHES AND SCHOOLS

On the night of the 6th December UN mortar bombs struck St John's Church nearly destroying the roof.

A Nurses' training school and a girls' school were also struck in the North area of the Albert Township in Elisabethville.

On the 12th December the church at Shinkolobwe was hit by UN aircraft.

On the night of the 13th December the College of St. Francis in Elisabethville was hit in three places by UN mortars. This school is situated in the centre of the town with no military objective near it. Nor was any defensive action carried out by Katangese troops in this neighbourhood.

On the 15th December a girls' school in Luishia, right out in the bush, was machine-gunned by UN aircraft. There can be no conceivable justification for this action. There was no military objective far or near, and no mistake was possible.

## 3. PRIVATE HOUSES

The whole area of the Elisabethville Township was covered by UN mortar-fire. A likely estimate puts the number of bombs at 6,000 over the whole town and its surroundings.

The houses of the Elisabethville township have fairly large gardens round them and this explains the relatively low number of casualties in proportion to the weight of ammunition used.

The material damage is enormous. It is true that Katangese soldiers were in the town. But the enormous weight of UN mortars did not kill a single one in the Elisabethville Township. This random bombing caused nothing but damage to private individuals and to property.

On the other hand many dead and wounded were reported in the Albert Township where houses are much more thickly spread, and where they were twice the object of UN bombardments.

Early on the night of the 6th December there was a steady bombing to the North of this township. The pretext, according to the UN, was an attack on the Tshombe Camp.

Houses in this township near the little bar called Masimango 's were destroyed. There were 11 dead, all Katangese, among them two men, four women, four children and a policeman. They were buried in the Lubumbashi cemetery.

Some days later further UN fire caused a mass flight of the population towards the Katuba township.

#### 4. PILLAGE

The number of houses pillaged by UN troops is very high. The count has not yet been confirmed. Men of all races serving with the UN participated in this scramble for booty.

Certainly the Ethiopians head the bill, but they were not the only ones.

The Irish made a thorough job of it in their area round the Avenue des Plaines.

In one case the author was not ashamed to sign his work. While robbing the house of M. Leo Huyghe, an Irish soldier, Rooney, left his identity disc on the premises.

It is quite impossible to enumerate the vast losses which can be attributed to the rapine of these international mercenaries. Not only that; the Baluba refugees « guarded » by the Swedes, followed in the footsteps of their guardians.

The Swedes did indeed try to put a stop to some of the pillaging. But they set about this task so well that the Coca-Cola depot was emptied then sacked before their eyes... by their Baluba proteges.

The state of insecurity, particularly due to Ethiopian attacks, obliged many of the inhabitants of outlying districts to leave their houses, whereupon these houses were robbed of their contents.

The protection of property was as uncertain a was that of persons.

The Ethiopians, for a considerable period, employed as system of pillaging which is characteristic of them.

In at least 4 cases an orderly patrol appeared, to carry out an inspection in a regular manner, but it was followed, within the hour, by two soldiers who, either by persuasion or the use of force, made people hand over objects of value which they had noticed on the occasion of their first visit.

#### THE CHRONOLOGICAL ORDER OF EVENTS

Tuesday 5th December

At 1 p.m. the B.C.K. (Railway Company) was notified that its employees were not to turn up to work in the afternoon. It would seem that it was the

U.S. Consulate which notified the managers of the Company. The inhabitants of the Square Uvira were likewise warned by the UN that they should no longer visit the centre of the town because such movements might cut them off from their houses. At 1.30 p.m. the UN attacked Katangese positions at the end of the Avenue Saio, at the point where they had been established since the engagement of the day before.

It seems that it was in the little stretch of bush just at this point that the attack began. An observer of A.R. Company, which was positioned on the former air-strip, stated that his platoon was in the vicinity of the Camp Simonet and that he wanted to move towards the point where the firing had taken place.

Likewise, another observer in the Camp Simonet declared that this position had been attacked that afternoon. There had been rifle firing.

In consequence the whole region situated between the Sabena Guest-House, the Boulevard Reine Elisabeth and the Square d'Uvira was submitted to intense firing, of both mortars and light arms, between 1.30 pm and the end of the afternoon. This whole area was to come under extensive mortar and rifle fire.

The UN advance had begun. Meanwhile the Katangese positions were pounded by UN mortars. It was a completely wasteful operation because it scarcely affected the main body of Katangese defence.

### Wednesday 6th December.

During the night of the 5th to the 6th Katangese headquarters adapted their line of defence to local conditions. In the north of the town this was based on two « strong points » the corner of the two avenues Delvaux and Churchill, and the College Athenee. Those points in fact covered a line running from the International Fair Ground along the avenues Astrid, Delvaux, Churchill and Droogmans. The Katangese forces engaged in the Quartier Industriel and in the area of the avenues Leplae and Stanley would depend on this line. These Katangese positions constituted a stopper between the UN H.Q. at « Clair Manoir » and the avenue Baudouin.

During the day, under cover of violent mortar-fire, certain UN elements penetrated the town's Sports Stadium situated between the avenues Saio and Churchill, opposite the « strong point » Delvaux-Churchill. Here, the whole day long, there was to be heavy firing of automatic weapons.

Under pressure from the Katangese Gendarmerie the UN troops evacuated the Lido and retreated, along with those occupying the area Les Roches, towards the Aerodrome. This manoeuvre gave rise to no serious

engagement. But violent fighting still continued between the new Hospital (still held by the Katangese Gendarmerie.) and the former air-strip.

#### Thursday 7th December

For the first time since the outbreak of hostilities Canberra jet-planes appeared in the skies above Elisabethville. A Globemaster was damaged and immobilised at Luano air-port after making a difficult landing.

The Swedish attack in the direction of the Tunnel was strengthened. A backward-forwards movement began. And just then the UN temporarily installed themselves in the Police camp called « Camp Est ».

Towards 3 p.m. the UN brought reinforcements up to the end of the Avenue Saio and managed to establish a line of attack to the north of the town. One of their columns fell into a Katangese ambush and left several dead on the field of battle. Fierce engagements took place on the Churchill-Droogmans line. The industrial sector was pounded by the UN.

The Prince Leopold Hospital and the Albert African township were bombed at night. This will be more fully treated elsewhere.

#### Friday 8th December

At 3 p.m. the bridge over the Kasenga Road was fiercely bombed by mortars and by air. It seems that the Swedes were at last trying the classical form of attack using very heavy fire to put the Katangese out of action and then moving forward to attack. But it turned out that the UN troops were repulsed as far as the police camp and that the huge effort of machine-gun fire was wasted.

From 5 p.m. until 6.15 p.m. the fighting continued furiously. Katangese armoured cars and mortars gave effective support to the forces defending the tunnel.

Towards the end of the morning, UN jets attacked the Kasapa Prison and a worker's camp at Kikembe.

While the Swedes were attacking the tunnel, the Irish H.Q., Spandre farm, was subjected to heavy mortar-fire by the Katangese. The Irish evacuated this position.

#### Saturday 9th December

An unusually calm morning. Towards 1 a.m. the Canberras resumed their activities above the town, ending up with a strafing of the Central Post Office. There was precision firing with canons and rockets. Only slight

damage was done; telephone equipment remained practically intact and at the end of the afternoon, radio communications were partly re-established with the outside world.

On the Kamina front all was calm, but not so at Manono where the Katangese Gendarmerie regained the offensive, pushing back the UN forces, confining them to their camp and gaining control of the aerodrome. However, following an appeal for help by the Manono UN forces, jet-planes intervened and the Katangese Gendarmerie were forced to abandon control of the air-field. Two Katangese officers were killed during the machine-gunning from the air.

### Sunday 10th December

A fairly calm morning. In the afternoon UN jets attacked the Tunnel and the Président Tshombe camp; this was followed by mortar and automatic-weapon fire by the Swedes, who were positioned at the upper end of the Avenue des Sapinières. Lieut. Tambwe, Jean was killed by one of these bursts.

Before retreating the Swedes mined the Avenue des Daturas.

Between 1.30 p.m. and 2 p.m. UN jets attacked Kolwezi, Luilu and Le Marinel. In this last village the hospital, which was far removed from any military objective, was attacked.

The numerous radio messages which were intercepted, prove the support given by the UN to the invading Gizengist troops. This support is all the more significant in that the UN wished to be able to bring these troops up in order to relieve its own units in the fighting at Elisabethville.

Late in the evening a Katangese Air Force plane bombed the Luano air-port.

### Monday 11th December.

Towards 2.30 a.m. there was further air bombardment of the Luano air-port by the Katangese. 26 small-calibre bombs were dropped during two night attacks. The results are not known, but it was found that the Control-Tower stopped transmitting and that Leopoldville called to no avail.

During the day UN troops occupied the new hospital.

An intercepted message revealed that UN troops in Goma, Albertville, Kindu and Kabalo had received orders to assemble in Elisabethville in 5 days. Moreover it appeared that UN troops from Kabalo had already arrived in Elisabethville, leaving Kabalo in the hands of the National Congolese Army.

UN jets machine-gunned the Saio roundabout and the Tshombe Camp.

UN aircraft brought in reinforcements of men and materials, in ever greater quantities.

Towards the end of the afternoon the Clair Manoir was subjected to very fierce Katangese mortar-fire. This would appear to have been extremely effective because, after the firing, heavy ambulance traffic was observed between Clair Manoir and the Luano air-port.

### Tuesday 12th December

While the morning in Elisabethville was relatively calm the UN were preparing a fierce machine-gun and rocket offensive with their jets in the interior of the country.

At 1.45 a.m. the Shinkolobwe hospital was attacked: 3 people were killed and 12 wounded.

At 8.45 a.m. it was the town of Jadotville, then Luambo, then Nguba. Lubudi and Kamina railway stations were also attacked.

A team of workmen engaged on line repairs was attacked near Mukulakulu.

The girls' boarding school at Luishia was also subjected to a severe strafing.

Messages intercepted continued to show signs of increased aid given by the UN to the A.N.C. under Gizenga.

In Elisabethville the calm was broken by a strafing attack by jets on the area of the Tunnel at midday. This was followed up with a shower of mortar bombs on the centre of the town, touching the National Bank, the Interfina Building in the Avenue Leman, the Presidential Palace and the Cathedral. This mortar-fire lasted all afternoon and continued for part of the night.

### Wednesday 13th December

A dozen Globemasters, and D.C.4s landed that day at the Luano air-port. 1,600 to 1,800 men must have arrived during these last two days as reinforcements, and a large-scale offensive seemed to be in the offing.

All day long, engagements with automatic weapons were reported on the North front and at the Tunnel. The UN continued systematically to shower the town. The Prince Leopold Hospital was once again hit during the night. The industrial quarter was also involved. Five Petrocongo petrol containers went up in flames.

The Katangese Gendarmerie attacked the air-field at Luano during the afternoon with mortars.

Jets flew over the town and among other objectives, machine-gunned a civilian vehicle at the corner of the avenues Tanganika and Ruwe. The brewery was also submitted to a strafing.

Towards the end of the afternoon, the UN concentrated heavy troop detachments opposite the Northern line of defence. They came under fierce mortar fire from the Katangese Gendarmerie. Nonetheless the UN effected an attack on the strong point of the avenues Delvaux-Churchill towards midnight. This attack was repulsed.

That day President Tshombe gave a press conference in which he denounced the conspiracy of American economic interests and Russian political interest in the Katangese struggle.

That day M. Olivet, the representative of the International Red Cross, disappeared during the afternoon after having visited the UN H.Q. and the Uvira area.

#### Thursday 14th December

In the evening, an air-attack on the Northern line lasted late into the night.

The inquiry conducted by the Katangese concluded that M. Olivet had not re-entered the Katangese-held zone since his departure the previous day at 2 p.m.

#### Friday 15th December

The whole day long, the efforts of the UN were directed chiefly against the Northern front. Several attacks were reported, all of which were repulsed.

A detachment of the Presidential Guard was sent to reinforce the strong point Delvaux-Churchill which had been subjected to the heaviest of the UN onslaught. A Katangese armoured-car was destroyed in the vicinity of the théâtre and a « rece » car had to be abandoned, but the North front was still holding.

But an encircling movement by Indians and Ethiopians occupying the areas of the Golf Club and of Les Roches, was reported.

Telephone calls from the Uvira area reported that the Ethiopians were firing at everything they saw.

#### Saturday 16th December

At 4 a.m. in the morning the UN began systematically pounding the town; nearly 1.000 mortar bombs of every calibre fell on the town. Between then and the break of day, water and electricity were cut off.



From 6 a.m. onwards the UN began an offensive on the North, East and West fronts.

To the North the attack was repulsed. During a moment of respite, the troupes holding the strong points Delvaux-Churchill and the Athenée School managed to evacuate but covering troops remained in position.

To the East a fierce attack was directed against the Tunnel and the Tshombe Camp. The latter was occupied by the Swedes after hard fighting and severe losses. The Tunnel still held.

To the West a sharp exchange of rifle fire took place in the area of the Lido which was attacked by the Ethiopian detachment.

In the afternoon the intensity of the firing decreased on the North and East fronts, but fierce actions still continued at the Lido.

From all these actions it became clear that the UN, although its encircling movement around the town had partly succeeded, still did not dare to take action within the town itself, where, after the last 12 days of fighting, they were led to suppose that there would be street fighting, or that the streets would have to be taken house by house.

### Sunday 17th December

No engagements reported to the North and to the East of the town. But the firing remained intense in the areas of the Lido and towards the Lubumbashi Factories where the Ethiopians were. The UN vigorously claimed that President Tshombe had taken flight but he was, in fact, holding a press-conference at the Residence from where the journalists could hear the violent fighting at the Lido.

During the afternoon the head offices of the U.M.H.K. were subjected to fierce strafing by the UN jets. The rockets and shells fortunately caused no casualties among the numerous people who had taken refuge in these buildings.

Once more the town was subjected to mortar-fire and several bombs fell in the vicinity of the French Consulate.

### Monday 18th December

After fighting which lasted all night at the Lido and in the Lubumbashi area, Katangese forces regrouped to the north of the Albert and Kenya townships.

The Albert township was subjected to strafing and mortar-fire. Towards 8.30 a.m. a column of UN armoured-cars came down the avenue Saio and went up the avenue Churchill. A little later the surroundings of the Post

Office were subjected to fierce heavy-mortar fire. Once they had used this American style precautionary measure, a second column of armoured cars passed by the Post Office and from the Palais de Justice it fired with machine-guns on the French Consulate among other objectives and then rejoined the UN lines by way of the Avenue Leman. These were the only two points reached by the UN troops in the town, which was still in the hands of the Katangese Gendarmerie.

Towards 4 p.m. although a truce had been established, the Ethiopians in the Lido covered the arrival of reinforcements with a fierce burst of firing. The Katangese Gendarmerie replied with mortar-fire (60 bombs within 7 minutes) which caused severe losses among the Ethiopians.

## CONCLUSION

From this brief but complete exposé of the UN operations it can be seen that their military actions were conducted without success.

Despite the means at their disposal and the numerous attacks carried out against the strongholds of Katangese resistance, the results obtained by the UN forces were practically insignificant.

Their entry into the town took place only after the truce which was not observed between Monday noon and Wednesday. Only on Wednesday at 5 p.m., following an ultimatum from General Muke, did the Ethiopian « troops » cease their military actions.

The UN troops had hardly moved from their original positions. Several they even lost or evacuated.

Before the cease-fire they never got further than the line of the avenue Droogmans and they never took the Tunnel.

The only successful operation was the capture of the Tshombe Camp. It was carried out at the cost of heavy sacrifice and gained a very slender advantage because on the morrow free access was again established.

The sum total of the UN onslaught is almost entirely one of civilian casualties and of destruction damaging the economic potential of Katanga.

The UN in its enterprise of destruction, hit more hospitals than arms concentrations, demolished more locomotives than guns and paralysed more « companies » of commerce than of infantry.

First and foremost the UN war was a shower of mortar bombs on the town. Civilian offices were hit by machine-gun fire. Postal buildings were struck by canon bursts. Schools, churches and hospitals were damaged, scashed and put out of use for a long time.

## AVIS D'UN JOURNALISTE ONUPHILE

L'article le plus révélateur, à notre connaissance, qui ait été écrit sur les journées du 13 au 20 septembre, nous vient d'Irlande. Tout se passe comme si M. O'Brien avait fourni d'énormes tuyaux à l'auteur.

Ce qui est le plus curieux, c'est que le nom même des opérations onusiennes est donné. Le crime du 13 septembre se nomme opération Morthor (d'un terme indien qui signifie brise et saisit). Prémédité au point de porter un nom.

Et quel nom !

On trouvera ci-dessous, la traduction de ce texte paru dans le *Irish News* de Dublin.

### LA CAUSE DE L'ACTION DES NATIONS-UNIES

Desmond Fisher raconte l'histoire de la bataille du Katanga

Elisabethville (mercredi) — Ce qui est arrivé à Elisabethville entre le 28 août à 5 h. du matin et le 20 septembre à minuit, est à peine en train d'émerger de la confusion des rapports de cette époque.

Le 28 août, l'action des Nations-Unies « Opération Rum Punch » marche comme sur des roulettes. Les points-clés de la ville furent occupés sans que l'on tire un coup de feu, ni de part ni d'autre.

Quelque soixante dix officiers européens de la gendarmerie furent arrêtés. Les ministres katangais les plus importants furent « mis en boîte ». Les points-clés tels que la Poste et les hôpitaux furent occupés pour quelques heures et toutes les troupes des Nations-Unies employées furent de retour aux camps pour le déjeuner. La décision d'évacuer tous les points-clés peu d'heures après fut une décision politique prise en conséquence des assurances données par Tshombe selon lesquelles les officiers blancs restant et les mercenaires partiraient de leur plein gré. (Ceci ne fut pas fait : les officiers blancs restant allèrent se cacher et beaucoup de ceux qui avaient été renvoyés revinrent par l'Afrique du Sud.)

Après le 28 août, la situation changea. La gendarmerie occupa les points

clés un à un. Les chefs militaires tentèrent d'arrêter cela mais furent débordés par les chefs politiques. Une féroce campagne de propagande dirigée principalement par Munongo, le Ministre de l'Intérieur de Tshombe, augmenta les conflits et rivalités tribales qui sont toujours présentes en Afrique. Le résultat fut que des milliers de Baluba (la meilleure estimation est 40.000) quittèrent leurs demeures dans les communes Ouest et Sud de la ville et s'enfuirent sous la protection des camps irlandais et suédois dans les limites Est de la ville.

Malgré de fréquents avertissements et ses propres promesses, Tshombe n'arrêta pas ou ne put pas arrêter la campagne de propagande tribale dont les résultats donnent un des facteurs compliquant la situation.

Une complication ultérieure provint des actions du Gouvernement central de Léopoldville qui demandait une action immédiate de l'O.N.U. et menaçait d'envoyer des forces de l'A.N.C. au Katanga. A la veille de la seconde opération de l'O.N.U., l'atmosphère était, à cause de cela, extrêmement confuse. Les demandes du Gouvernement central n'avaient pas seulement prévenu pour l'avantage des Katangais que l'O.N.U. allait vraisemblablement bouger, mais elles avaient aussi persuadé la gendarmerie que l'O.N.U. avait aussi d'autres idées qu'en fait elle n'avait pas.

Donc, par exemple, la gendarmerie katangaise était convaincue — à l'aide d'une subtile propagande faite par les officiers blancs — que l'O.N.U. allait la désarmer et amener par avion des forces de l'A.N.C. à l'intérieur du Katanga. Ces craintes expliquent la résistance inattendue et ferme de la gendarmerie lorsque les tirs commencèrent.

### Premiers coups

L'opération Morthor (terme indien pour brise et saisit) à 4 h. du matin le 13 septembre débuta pour ces motifs, dans des circonstances très différentes de celles du 28 août. La situation en général, était devenue explosive. Les para-commandos de la gendarmerie étaient maintenant en occupation aux points-clés de la cité et devaient être délogés Ceci promettait d'être une opération si coûteuse que jusqu'à 0 h. les plus hauts échelons militaires étaient convaincus que les chefs politiques de l'O.N.U. annuleraient toute l'opération.

Mais même dans ces circonstances, l'opération aurait pu être menée sans un coup de feu. Le point principal était la Poste et un officier indien avec l'aide d'un interprète suédois, essayait à cet endroit de persuader la gendarmerie de se rendre pacifiquement et ce, lorsque le premier coup fut tiré. Il venait d'une fenêtre du bâtiment dans lequel le Consulat belge est

situé. (Personne ne peut affirmer qu'il venait du Consulat lui-même, encore que cette explication est évidente).

Cet unique coup de feu de tireur d'élite, tua un soldat indien et les Indiens commencèrent immédiatement leur assaut contre la Poste. A partir de là, la suite des événements était inévitable. Et le seul côté inattendu des choses fut le petit nombre des pertes de l'O.N.U. et, dans certains quartiers, l'étendue de la résistance katangaise.

Le cours de cette lutte est actuellement bien connu. La nature particulière de la bataille fut décrite par le Général Mac Keown la semaine dernière. Les forces de l'O.N.U. furent handicapées par l'étendue de la participation civile contre eux, encore que celle-ci aie dû être exagérée sur le moment. On pense maintenant que les coups de feu tirés des maisons particulières et que l'O.N.U. croyait dirigés contre elle, l'étaient en réalité contre les pillards Baluba et les membres du mouvement Communiste Jenakat. (sic)

Mais les mouvements de l'O.N.U. étaient continuellement sous observation effectuée par des civils et l'embuscade tendue à la colonne revenant de Jadotville comme second secours le fut indubitablement à la suite d'informations sur les mouvements de la colonne le matin même.

La lutte à Elisabethville était principalement entre des forces bien retranchées aux points stratégiques et des forces ennemies tirant de positions avoisinantes. Il n'y eut pas d'assaut dès que les forces de l'O.N.U. eurent pris leurs objectifs initiaux. On était tendu des deux côtés et l'on tirait sur un invisible adversaire. Le résultat fut que les forces de l'O.N.U. gagnèrent aisément cette guerre de tirs en ce sens qu'elles atteignirent tous leurs objectifs et n'en furent plus délogées. Mais où les Nations-Unies furent bien battues, ce fut dans le déroulement de la guerre psychologique. Les Katangais utilisèrent très habilement les ruses de propagande et ils réussirent souvent. Les Suédois étaient dépeints comme des couards, les Indiens comme les pires sauvages et les Irlandais comme prêts à se rendre au premier échec. Même les journaux suédois firent état de faux rapports sur les déserteurs.

### **L'Irlande secouée**

En ce qui concerne l'Irlande, le rapport relatif aux 57 tués de Jadotville était plus ridicule encore que du point de vue de la propagande, ce fut l'invention la plus profitable de cette guerre de huit jours. Il produisit un tel choc en Irlande que la raison d'être de l'opération de l'O.N.U. au Congo fut remise en question.

D'autres méthodes furent employées pour jeter la confusion et le découragement chez les soldats eux-mêmes. Ils étaient constamment dupés

par les civils (un homme vient devant sa maison avec un enfant sur les bras : mais dès que les soldats de l'O.N.U. ont le dos tourné, il peut parfaitement les canarder de sa fenêtre). Les cabrioles du pilote du Fouga Magister, qui étaient un excellent moyen de guerre psychologique, jetèrent une confusion et une crainte chez certains soldats de l'O.N.U. Tous les trucs étaient utilisés pour abattre le moral des troupes de l'O.N.U. et en même temps pour donner au monde une description qui était de nature à produire une réaction internationale contre l'O.N.U.

Le Colonel Jonas Waern, commandant de la Brigade des N.U., admit dans un interview que la principale leçon que la guerre du Katanga lui avait apprise était que les N.U. devaient apprendre à contrer la fausse propagande en présentant la vérité de façon plus rapide et plus convaincante. Il est pleinement évident que plus d'un journaliste ou de personnes se faisant passer pour telles étaient des outils payés dans le cadre de l'effort de propagande contre l'O.N.U.

Un journaliste se promena dans les environs du camp suédois et demanda combien il y avait de déserteurs. Il demandait aux soldats s'ils ne préféreraient pas être chez eux.

Le corps des journalistes tout entier doit prendre sa part de blâme en ce qui concerne la diffusion de fausses nouvelles sans critique adéquate et parce qu'ils ont usé comme de leurs propres informations de sources aussi piteuses que la Radio Katanga libre.

Les historiens discuteront si la décision de l'O.N.U. de mettre fin à la sécession katangaise était sage et justifiable. Mais il n'y a aucun doute que les soldats de l'O.N.U. n'étaient pas correctement informés de ce que l'organisation essayait de faire.

Plus on examine le problème katangais et plus la solution apparaît difficilement. La cause de l'O.N.U. est basée sur la logique : un pays unifié a été admis comme membre des N.U. il y a un an et les résolutions du Conseil de Sécurité obligent l'O.N.U. à maintenir cette unité et cette intégrité.

Mais si ce but peut être réalisé, c'est une autre question.

Une quelconque forme d'accommodement entre Tshombe et Adoula peut indubitablement être atteinte. Tout est possible en politique.

La solution peut être trouvée dans une confédération,.

Dans ce sombre mystère africain, l'O.N.U. se plonge dans la tâche la plus difficile qu'elle ait entreprise dans son histoire fertile en événements. En ce qui concerne le Congo, cette tâche a été plutôt un échec qu'un succès. Si je regarde hors de la hutte où j'écris ceci, la nuit africaine est troublée par une terrible atmosphère d'expectative. L'aube paraît incroyablement éloignée.

## CAUSE OF UN ACTION

### Desmond Fisher tells the Katanga battle story

*Elisabethville, Wednesday—What happened in Elisabethville between 5 a.m. on August 28 and midnight on September 20 is only now beginning to emerge clearly from the confusion and deliberate distortion of the reports at the time.*

On August 28, the UN action « Operation Rum Punch » went like a text-book lesson. The key points in the city were occupied without a shot being fired on either side. Some seventy European officers of the gendarmerie were arrested. The leading Katangese Ministers were « in the bag ». Key points like the post office and the hospitals were occupied for some hours and all the UN troops involved were home in their camps for lunch.

The decision to evacuate all key points again a few hours later was a political one, taken as a result of Tshombe's assurance that the remaining white officers and mercenaries would leave voluntarily. (This was not done. The remaining white officers went underground; and many who had been sent out, returned again through South Africa).

After August 28, the situation changed. The gendarmerie occupied the key points one by one. The military leaders wanted to stop this but were overridden by the political chiefs. A fierce propaganda campaign, directed mainly by Munongo, Tshombe's Minister of the Interior, increased the tribal bitterness and rivalries which are always present in Africa. The result was that thousands of Baluba's (the best available estimate is 40.000) left their homes in the communes West and South of the city and fled to the protection of the Irish and Swedish camps on its eastern fringes.

Despite frequent warnings and his own promise, Tshombe did not or could not halt the tribal propaganda campaign, whose results formed one of the complicatory factors of the situation.

A further complication arose from the actions of the Central Government in Leopoldville, which was demanding immediate UN action and threatening to send A.N.C. forces into Katanga.

The atmosphere on the eve of the second UN operation was, therefore, extremely confused. The Central Government demands had not only foreshadowed for the benefit of the Katangese the UN's likely moves but they had also persuaded the gendarmerie that the UN had other ideas which, in fact, it had not.

Thus, for instance, the Katangese gendarmerie were convinced — with the help of subtle propaganda by the white officers — that the UN would disarm them and fly A.N.C. forces into Katanga. These fears explain the unexpectedly tough resistance of the gendarmerie when the shooting did start.

### FIRED ON FIRST

Operation « Morthor » (Indian for « smash and grab ») at 4 a.m. on September 13, was launched therefore, against a very different background from that on August 28. The situation in general had become explosive. The gendarmerie para-commandos were now in occupation of the key points in the city and had to be dislodged. This promised to be such a costly operation that, right up to zero hour, the highest military echelons were convinced that the UN political chiefs would call the whole thing off.

Even so, the operation might still have been carried through without a fight. The key point was the post office, and an Indian officer, with the help of a Swedish interpreter, was trying to persuade the gendarmerie there to surrender peacefully when the first shot was fired. It came from a window in the building in which the Belgian Consulate is situated. (No one will say it actually came from the Consulate itself, though the implication is obvious).

The sniper's single shot killed an Indian soldier and the Indians immediately, began their assault on the post office. From then on the sequence of events was inevitable, and the only unexpected feature of the fighting was the smallness of the UN casualties and, in some quarters, the extent of the Katangese resistance.

The course of the actual fighting is well-known by now. The peculiar nature of the battle was described by General McKeown last week. The UN forces were handicapped by the extent of civilian participation against them, though this may have been exaggerated at the time. It was now thought that much of the night firing which UN troops took to be sniping from private houses against them, was in fact directed at marauding Balubas and members of the *Communist Jenakat* youth movement.



But UN movements were under constant civilian observation and the ambush on the column returning from Jadotville on the second relief attempt was undoubtedly planned as a result of information about the column's outward movements that morning.

The fighting in Elizabethville was largely between forces well dug in at strategic points and enemy forces shooting from surrounding positions. There was no physical assault once the UN forces captured their initial objectives. It was a case of both sides sitting tight and shooting at an invisible foe.

The result was that the UN forces easily won the shooting war, to the extent that they took all their objectives and were not dislodged again. Where the UN was badly beaten was in the psychological war fare. The Katangese used extremely clever propaganda tricks—and they very often worked. The Swedes were painted as cowards, the Indians as utter savages and the Irish as ready to give in at the first setback. Even Swedish papers themselves carried the false reports of men deserting.

### IRELAND SHOCKED

As far as Ireland is concerned, the report of the 57 killed at Jadotville was the most despicable though, from the propaganda point of view, the most successful invention of the eight-day war. It produced such a shock in Ireland that the whole wisdom of the UN operation in the Congo was called into question.

Other methods were used to confuse and depress the soldiers themselves. They were sniped at day and night; they were constantly tricked by civilians (a man would come to his front door with a child in his arms: as soon as the UN soldiers had turned away he would be shooting at them from the window). The antics of the Fouga Magister jet pilot, who was an excellent exponent of psychological warfare, confused and frightened some of the UN soldiers.

Every trick was used to undermine the UN troops' morale and at the same time give the world a picture which would produce international reaction against the UN. Col. Jonas Waern, the UN Brigade commander, admitted to me in an interview that the main lesson which the Katanga war had taught him was that the UN must learn how to counter false propaganda by providing the truth more quickly and more convincingly. There is plenty of evidence that more than one journalist or persons masquerading as journalists were paid tools in the propaganda effort against the UN.

One writer went around the Swedish camp asking how many had deserted and asking the men if they would not prefer to be at home. The journalist corps as a whole out here must take its share of the blame for spreading false reports, without adequate checking and using as their own material reports emanating from such a doubtful source as Radio Free Katanga.

Historians will argue over whether the UN decision to end Katanga's secession was wise and justifiable. But there can be no doubt that the UN soldiers were not adequately briefed about what the UN was trying to achieve.

The more one examines the problem of Katanga the more difficult a solution seems. The UN case is based on logic—a unified country was admitted a member of the UN a year ago and the Security Council resolution pledges the UN to maintain that unity and integrity.

Whether that is an aim that is possible to achieve is another question. Some form of accommodation between Tshombe and Adoula can undoubtedly be reached—in politics everything is possible. The solution may be found in confederation.

Into this dark African mystery the UN has plunged in the most difficult task it has tackled in its eventful history. So far in the Congo it has achieved stalemate rather than success. As I look out of the hut in which I am typing this the African night is troubled with a frightening sense of expectancy. Dawn seems impossibly far away.

ETAT DU KATANGA  
 MINISTERE DES FINANCES  
 Service du Budget-Contrôle  
 et de la Trésorerie

DECISION No 501/182 DU 4 NOVEMBRE 1961

Vu la Constitution de l'Etat du Katanga,

Vu la Circulaire no 12/8 du 10-8-61 concernant le paiement d'un préavis aux agents sous-statut et volontaires qui sont au service de l'Etat du Katanga,

Attendu qu'un préavis a été donné officiellement par le Prédésident de l'Etat, en date du 28 août 1961 à la radio katangaise, aux militaires étrangers servant dans les rangs des Forces katangaises,

Vu les circonstances qui ont obligé un grand nombre de ces agents et volontaires à quitter d'urgence le territoire katangais,

DECIDE :

**Art. 1 :** Le préavis des membres des Forces katangaises susmentionnées sera payé globalement au compte N° 2480 « Anciens militaires du Katanga » pour un montant total de 12.010.699 F.katangais (douze millions, dix mille six cent nonante-neuf F.) suivant listes en annexe, à la Kredietbank, à Elisabethville.

**Art. 2 :** Cette somme sera imputée à l'article 011.12 du B.O. 1961.

**Art. 3 :** L'Ordonnateur-Trésorier est chargé de l'exécution de la présente décision qui entre en vigueur le jour de sa signature.

Elisabethville, le 8 novembre 1961.  
*Le Président de l'Etat du Katanga,*  
 M. TSHOMBE.

Visa Budget-Contrôle :  
 Elisabethville, le 27-11-61.

**FORCES ARMEES KATANGAISES**  
**Quartier Général de la Force Terrestre**  
**Etat-Major — Section G3**

Elisabethville, août 1961.  
 No /321

**DIRECTIVES POUR LA DEFENSE EXTERIEURE - SEPTEMBRE 1961**

**1. Subdivision du Territoire**

- a) Le Territoire de l'Etat est divisé en deux zones :
  - 1) La zone des opérations
  - 2) La zone de l'arrière
- b) La zone des opérations comprend :
  - 1) L'entièreté des Districts du Tanganyika et du Haut-Lomami ;
  - 2) Dans le district du Haut-Katanga, les parties des territoires de Mitwaba et de Pweto situées au Nord de l'itinéraire Kabenga NF 0148, Mwepu NF 1147, Kapanji NG 3211, Dubie PG 3125, Mwenge PH 4303 ;
  - 3) Dans le District du Lualaba le territoire de Kapanga ;
- c) La zone de l'arrière englobe le restant du territoire national ;
- d) La zone des opérations est subdivisée en cinq secteurs :
  - 1) Le Secteur d'Albertville comprenant le territoire d'Albertville, le territoire de Baudouinville, le territoire de Nyunzu moins la partie située au Nord-Ouest d'une ligne formée par la rivière Lukuga en aval de Kabeya-Mai, la rivière Luilu sur tout son cours et une ligne fictive reliant la source de la Luilu au cinquième parallèle, plus la partie du territoire de Manono située au Nord des rivières Luvua et Lukulu.
  - 2) Le Secteur de Kongolo comprenant le territoire de Kongolo, la partie du territoire de Kabalo située au Nord d'une ligne Katompi-

- Ankoro (ces localités étant incluses au Secteur de Kongolo) et la partie Nord-Ouest du Territoire de Nyunzu définie au 1 d) (1).
- 3) Le Secteur de Manono comprenant les parties des territoires de Mitwaba et Pweto situées au Nord de l'itinéraire Kabenga NF 1148, Mwepu NF 1147, Kapanji NG 3211, Dubie PG 3125, Mwenge PH 4303, la partie du territoire de Manono située à l'Est du Lualaba et au Sud de la Luvua jusqu'à l'embouchure de la Lukulu et ensuite au Sud de cette dernière et la partie du territoire de Malemba-Nkulu, à l'Est du Lualaba.
  - 4) Le Secteur de Kamina comprenant le District du Haut-Lomami moins le territoire de Kaniama, la partie du territoire de Kabongo située à l'Ouest de la rivière Lomami et la partie du territoire de Kamina située au Nord d'une ligne reliant les localités de Mwenze KH 3915, Kafumbe KH 5316, Mitwa LH 0819 moins la partie du territoire de Malemba-Nkulu située à l'Est du Lualaba, plus la partie des territoires de Kabalo et Manono située au Sud de la ligne Katompi, Ankoro et à l'Ouest du Lualaba.
  - 5) Le Secteur de Kaniama comprenant les territoires de Kapanga et Kaniama et les parties des territoires de Kabongo et Kamina définies au 1 d) (4) ci-dessus.

## 2. Composition et articulations des Forces

- a) *Secteur d'Albertville*  
Comd : Maj. Jacques : 23 Bn Gd Int.; un Gp Mbl ; Flotille Tanganyika.
- b) *Secteur Kongolo*  
Comd : Maj. Bousquet : 33 Bn Gd Int.; Un Gp Mbl.
- c) *Secteur Manono*  
Comd : Cdt Protin : 21 Bn Gd Int.; Un Gp Mbl.
- d) *Secteur Kamina*  
Comd : Maj. Barvaux : 22 Bn Gd Int.; 32 Bn Gd Int.
- e) *Secteur Kaniama*  
Comd : Maj. Faulques : 24 Bn Gd Int.; une Cie 1 Bn Inf. portée ; P1 Recce 1 Bn Inf. portée.
- f) *Zone de l'arrière*
  - 1) Unité de la réserve générale : 1 Bn Inf.; 34 Bn Gd Int.; 1 Bn Cdo Para ; 1 Bn PM ; Cie de marche Zilo I ; 1 Bn Gd Mbl. (—)
  - 2) Unités techniques : 1 Cie Gn Cbt ; 1 Cie TTR ; 1 Cie Trans.
  - 3) Ecoles et CI : Base TT

### 3. Situation

a) Les menaces extérieures à envisager peuvent être ramenées à quatre hypothèses.

Hypothèse 1 : Attaque de l'ANC sur les frontières Nord et Nord-Est (l'O.N.U. restant neutre)

Hypothèse 2 : Attaque de l'ANC avec appui (limité) de l'O.N.U.

Hypothèse 3 : Attaque de l'ANC avec aide ouverte de certains contingents O.N.U.

Hypothèse 4 : Opération concertée ANC - O.N.U.

b) Analyse des hypothèses :

Hyp. 1 : L'O.N.U. n'intervient pas sauf, éventuellement, pour s'interposer entre A.N.C. et F. Kat. et garde une attitude neutre. L'O.N.U. n'accordera pas de facilité à aucun des belligérants. Cette hypothèse se limite à une invasion par voie de terre (rail, route, fleuve) sur les frontières Nord et Nord-Ouest. L'absence de moyens aériens adéquats élimine le danger d'une attaque par air.

Hyp. 2 : Formes d'appui (limité) envisagé : l'O.N.U. s'abstient d'engager ses troupes dans une lutte ouverte avec les F.K. Elle peut accorder à l'A.N.C. l'aide suivante :

1) Appui logistique : fourniture de ravitaillements, fourniture de moyens de transport : routiers, aériens.

2) Autorisation d'atterrissage sur aérodromes tenus par l'O.N.U. (sous la protection de l'O.N.U.), soit Kamina-Base, Kabalo et éventuellement Elisabethville, tenu isolé pour la circonstance.

Hyp. 3 : La situation étant celle prévue aux hyp. 1 et 2, il peut être envisagé que certains détachements O.N.U. reçoivent de leur Gouvernement l'ordre d'appuyer l'A.N.C. sans égards pour les ordres du Commandement O.N.U.C. Ceci pourrait être le cas pour les détachements suivants (dans l'ordre de probabilité) :

1. Ghanéens — 2. Ethiopiens — 3. Indiens.

L'aide de ces troupes à l'A.N.C. pourrait se traduire par :

le désarmement des F.K. avec emploi de la force, appui logistique (fourniture charroi et ravitaillement) aide technique : conseils, informations, éventuellement encadrement, appui d'armes lourdes, génie, etc.

Hyp. 4 : Basée sur l'éventualité où les instances politiques de l'O.N.U. décideraient d'implanter des détachements de l'A.N.C. en territoire katangais. Cette opération se déroulerait normalement de la manière suivante : Neutralisation des Forces Katangaises par

l'O.N.U. (soit sous forme de blocage dans les camps soit par désarmement, au besoin par la force) ; mise en place de détachements A.N.C. (1er temps : par voie aérienne - aérodromes tenus par l'O.N.U. — 2me temps : renforts amenés par rail ou route de Kamina et/ou de Kindu).

#### 4. Mission

La Force Terrestre se tiendra prête à assurer la défense du territoire contre une attaque venant du Nord et (ou) du Nord-Ouest, se soustraira ou s'opposera à toute action de l'O.N.U. tendant à entraver sa liberté d'action et poursuivra la pacification à l'intérieur du pays.

#### 5. Exécution

##### a) *Idée générale :*

- 1) Dispositif des troupes en trois échelons :
  - a) Troupes de couverture
  - b) Deuxième échelon
  - c) Réserve générale
- 2) Organisation de cinq lignes de défense successives, échelonnées de Nord-Ouest au Sud-Est, avec degré de préparation dégressif.
- 3) Action des troupes de couverture :
  - a) Défendre la ligne des destructions frontières.
  - b) Renseigner le Commandement sur les moyens en vue de déceler la direction de l'effort principal.
  - c) Gagner le temps nécessaire pour l'entrée en action des unités du deuxième échelon et de la réserve générale.
- 4) Action des troupes du deuxième échelon :
  - a) Renforcer totalement la défense de la zone frontière.
  - b) S'établir sur des positions défensives dans la profondeur du dispositif.
  - c) Manœuvrer entre les lignes de défense successives.
  - d) Contre-attaquer localement les pointes offensives ennemies.
- 5) Action de la réserve générale :
  - a) Renforcer la défense de la zone frontière là où se sera révélé l'effort principal de l'ennemi.
  - b) Renforcer et prolonger l'action des troupes du deuxième échelon.

- c) Effectuer des contre-attaques d'ensemble, en coordination avec les troupes de couverture et le deuxième échelon.
- 6) Action commune aux trois échelons.  
Assurer la défense en surface du territoire et notamment l'interdiction des aérodromes et des ouvrages d'art et neutraliser toute action hostile de l'O.N.U.
- 7) Appui aérien :
  - a) Avions légers : priorité absolue aux missions de surveillance de la zone frontière avec établissement de rapports d'observation envoyés à QG FT G2.  
En deuxième priorité, surveillance des régions NON pacifiées, missions de liaison et de transport.
  - b) Missions de recce à vue ou photo par Dove à l'intervention du QG FT G2.
  - c) Appui feu (Fouga et Dove) et appui transport coordonnés à l'échelon QG - FT F. Aé.
- b) *Secteur Albertville*
  - 1) Assurer la mission de couverture avec l'ensemble de ses moyens moins la Cie de Kapona, principalement sur l'axe Fizi-Bendera-Albertville.
  - 2) En cas d'intervention de l'O.N.U., soustraire les garnisons de Niemba et Niunzu à cette action et garder le plus longtemps possible la libre disposition de l'aérodrome d'Albertville.
  - 3) Sur ordre, détruire les moyens de franchissement de la Lukuga et ramener les troupes de couverture sur le deuxième échelon constitué par la Cie de Kapona.
- c) *Secteur Kongolo*
  - 1) Assurer la mission de couverture avec l'ensemble des ses moyens.
  - 2) Interdire les axes de pénétration Kasongo, Kongolo et Senterly, Ebombo Katompi.
  - 3) Se mettre en mesure de tenir la région de Kongolo en cas d'encerclement.
- d) *Secteur Manono*
  - 1) Organisera et interdira une ligne de défense jalonnée par Mulongo, Muyumba, la Luvua en aval de Kiambi et la Lukula.
  - 2) En cas d'intervention de l'O.N.U., soustraire la garnison de Manono à cette action et bloquera l'O.N.U. dans cette localité, repliant sa base de ravitaillement sur Mitwaba.
  - 3) Sur ordre, se repliera sur l'alignement général Tambo, Kisele, Mwenge, Pweto en retardant la progression de l'ennemi.



e) *Secteur Kamina*

- 1) Assurera la mission de couverture avec au minimum deux Cies et un détachement motorisé dans la région de Kabongo, Kitenge, Kitanda.
- 2) Avec le restant de ses forces :
  - a) Se tiendra prêt à renforcer la défense de la zone frontière dans la région de Kaniama et de Kabongo.
  - b) Se tiendra prêt à manœuvrer en défensive sur l'axe Kaniama, Kamina, Bukama en utilisant au maximum les coupures naturelles (Luembe, Lomami, Lualaba) .
  - c) En cas d'intervention de l'O.N.U., bloquera la Base de Kamina et entravera les Mouv Air, rail et route de l'O.N.U.

f) *Secteur Kaniama*

- 1) Assurera la mission de couverture avec l'ensemble de ses moyens en exploitant au maximum l'obstacle naturel de la Lubilashi et en faisant de la défense mobile dans la région de Kaniama.

g) *Zone de l'arrière*

1) 1 Bn Inf. Portée

- a) Détachera son P1 Recce et une Cie Fus. aux ordres du 24 Bn Gd (Secteur Kaniama)
- b) Se tiendra prêt à agir avec tout ou partie de ses moyens dans les missions suivantes : (dans l'ordre de priorité)
  - a) Renforcer le Secteur de Kamina et (ou) le Secteur de Kaniama. Mov par rail ou par route.
  - b) Fournir des renforts aéroportés aux Secteurs de Kongolo et (ou) Albertville.

2) 34 Bn Gd.

- a) Se tiendra prêt à fournir des renforts aéroportés aux Secteurs de Kongolo et (ou) Albertville ou acheminés par route vers le Secteur de Manono.

3) 1 Bn Cdo Para.

- a) Se tiendra prêt à agir avec tout ou partie de ses moyens dans les missions suivantes (dans l'ordre de priorité) :
  - a) Appuyer et prolonger l'action du 24 Bn dans la région de Kapanga, Sandoa.
  - b) Intervenir dans le secteur de Kamina par contre-attaque ou actions de harcèlement.

4) 1 Bn P.M.

- a) Se tiendra prêt à fournir des renforts : Priorité 1 : aux secteurs de Kongolo et (ou) Albertville (aéroportés).

Priorité 2 : aux secteurs Manono ou Kamina (route, rail ou aéroportés).

- 5) Cie de Marche Nzilo I
  - a) Assurera la protection de l'aérodrome et des installations vitales de la région de Kolwezi contre une action hostile ennemie ou O.N.U.
  - b) Se tiendra prête à prendre position dans la région de Sandoa en vue d'appuyer et de prolonger l'action du 24 Bn Gd.
- 6) CI et Ecoles  
Se tiendront prêts à fournir des détachements de marche pour l'occupation et la défense des installations vitales de la zone de l'arrière.

## 6. Instructions et Coordination

- a) Contre-mesures supplémentaires pour les hypothèses 2 - 3 - 4 :
  - 1) Dans les hypothèses 2 - 3 - 4 :
    - a) Renforcer les mesures de surveillance et d'interdiction des aérodromes utilisés ou tenus par l'O.N.U.
    - b) Entraver au maximum les mouvements route et rail au départ de ces aérodromes (contre-mesures militaires, économiques, etc.).
    - c) Recours généralisé au trafic routier pour nos mouvements.
    - d) Utilisation d'aérodromes non contrôlés par l'O.N.U. pour le transport et l'appui aérien.
    - e) Dispersion à priori de nos approvisionnements.
  - 2) Dans les hypothèses 3 et 4 :
    - a) Retrait, sur ordre, des garnisons du Nord-Katanga (sauf secteur Kongolo) en dehors des localités tenues en force par l'O.N.U. Harcèlement de ces garnisons O.N.U.
    - b) Contre-mesures (militaires, économiques, populaires) dans les localités où l'O.N.U. est en infériorité (Eville, Kamina).
  - 3) Dans l'hypothèse 4 :
    - a) Neutralisation de l'O.N.U. par action de harcèlement (militaires, populaires) tendant à paralyser les garnisons.
    - b) Mise hors d'usage des aérodromes et du rail et, dans le cas extrême, des sources d'énergie électrique et de production. (Plan de destruction de l'appareil économique).
- b) L'application des contre-mesures figurant au 6 a) incombe aux différents Secteurs et sur ordre, aux unités de la réserve générale.

c) Guérilla :

Toutes les unités ayant évacué leur garnison sur ordre ou qui ont été dépassées, ont l'obligation de mener des opérations de guérilla jusqu'à l'épuisement de leurs moyens.

La dispersion des approvisionnements doit être réalisée de manière à permettre l'appui de la guérilla.

d) Tous les secteurs doivent continuer l'action de pacification dans les régions réoccupées. Cette action sera basée sur la persuasion, l'action psychologique et le rétablissement de la vie normale ; l'emploi des armes n'aura lieu que pour des missions définitives.

Aucun mouvement offensif n'aura lieu sans l'accord du Com. F.T.

## COMMENTAIRES AU PLAN DE DEFENSE

(DIRECTIVES POUR LA DEFENSE EXTERIEURE - SEPTEMBRE 1961)

*Document établi par le bureau G.3 du Quartier Général des Force Armées Katangaises, dans le courant du mois d'août 1961, à Elisabethville.*

- 1.— Il s'agit d'un document absolument authentique établi par un technicien belge du Quartier Général des Forces Katangaises, sur directives expresses du Chef de l'Etat, le Président Moïse Tshombe.
- 2.— Il faut toute la mauvaise foi de l'O.N.U., jointe à la faiblesse des prétextes énoncés pour justifier l'attaque du Katanga, pour avoir transformé ce document en une pseudo-révélation sensationnelle, destinée à masquer le caractère offensif des opérations de guerre que l'O.N.U. a déclenchées au Katanga, en décembre 1961.
- 3.— A moins que les généraux Ryckee et Raja ne connaissent plus le sens du vocabulaire militaire, il est clair que les directives incriminées ont pour seul but la défense extérieure du Katanga. Le titre énonce clairement et la mission, au para 4, est rédigée en termes particulièrement clairs. On y spécifie même que la mission de la Force Terrestre est de préparer contre une attaque venant du Nord et (ou) du Nord-Ouest. On remarquera que l'on a pas envisagé l'hypothèse d'une attaque de l'O.N.U. à Elisabethville, ce qui démontre que le document avait surtout pour but de faire face à une invasion de mutins de l'A.N.C. soutenue ou non par l'O.N.U.
- 4.— Des remarques ont été faites au sujet de la personnalité des Commandants de Secteur. Ceux-ci étaient tous connus de l'O.N.U. Le Colonel Egge avait, en effet, en étroite collaboration avec le Quartier Général de la Gendarmerie Katangaise, agissant sur directives du Président Tshombe, étudié à fond l'organisation des Forces Armées Katangaises. Son rapport est un document probant à ce sujet et son plan de relève

en trois mois des cadres de la Gendarmerie Katangaise aurait, s'il avait pu être exécuté, épargné à l'O.N.U. tout l'odieux de deux opérations de guerre que militairement on ne peut qualifier de succès.

Le Colonel Egge avait visité TOUS les secteurs défensifs du Katanga et il était particulièrement au fait que toute l'organisation militaire katangaise était édiflée NON pour attaquer l'O.N.U. ou d'autres territoires de l'ancien Congo Belge, mais pour maintenir ou rétablir l'ordre au Katanga et défendre celui-ci contre toute attaque extérieure.

- 5.— On peut, sans crainte, mettre quiconque au défi de prouver que ces missions n'ont pas été remplies avec le maximum d'efficacité et d'humanité jusqu'au moment où, par une action de guerre, l'Organisation Internationale est intervenue au Katanga.

## Colonel EGGE's PLAN.

### Proposed plan for replacement of non-Congolese by UN personnel in Katanga Gendarmerie

#### 1. — Basic Considerations

- a) The Security Council Resolution of 21 February 1961 calls for « the immediate withdrawal and evacuation from the Congo of all Belgian and other military and para-military personnel and political advisers not under UN command, and mercenaries ».
- b) The total number of heads in the Katanga Armed Forces is approximately 11.100 (Ref Appendix A). Of the number there are 512 persons of all ranks who are to be removed according to the Resolution (Ref Appendix B).
- c) Of the 512, there are 60 holding key command positions as *officers and NCO's* in the Gendarmerie. Of the 460 there are 201 regular Belgian officers and NCO's partly paid by the Belgian Government; « Minaf » category (Ministère des Affaires Africaines). The remaining 259 officers and NCO's consist of various European nationalities.
- d) The total requirement for cadres in the Gendarmerie is 678. There are 74 vacant positions which leaves a total of 604 officers and NCO's of all categories actually serving at present. Of these 604, only 144 are Congolese which leaves 460 *officers and NCO's* to be removed according to the Resolution.
- e) The training period of other ranks in the Gendarmerie has only been 4-10 months. The troops with scarce basic education may present a disciplinary problem.
- f) It is evident that a hurried removal of the cadres may cause disciplinary difficulties in the ranks.
- g) To prevent disorder in the period of transition, the following considerations should be made:

- i) The armed Forces should get a commander of Congolese origin with immediate effect.
- ii) The 52 non Congolese personnel *not* belonging to the cadres should be removed with immediate effect.
- iii) The 460 non Congolese *cadres* should be removed according to a *time-phased plan*.
- iv) UN replacement personnel should be carefully selected with regard to professional qualifications, personality and language proficiency. All officers must speak French fluently and the officers and NCO's in direct contact with troops must have knowledge of Kiswahili. As basic regulations and handbooks are written in Linguala, knowledge of this language will be required in many cases.

## 2. — Personnel Replacement Plan.

In Appendix C is shown a tentative plan for the replacement of the 282 cadres to be removed according to the Resolution. The plan is worked out in detail for each unit of the Gendarmerie. The plan is based on present deployment of troops. Numbers of required UN replacement personnel are given in two alternatives, minimum and optimum.

## 3. — Re-deployment plan.

It would greatly facilitate the replacement operation if some of the units could be disbanded and the rest re-deployed in concentrated areas. This would render command and control of troops easier in the period of transition.

This it is recommended to disband the Mobile Units (Groupes Mobiles) non-Congolese personnel to be expelled and the remainder to be included in static units.

The junior NCO's school at Le Marinel should be moved as proposed to Kamina Base and amalgamated with NCO' schools from other provinces of the Congo.

The signals school at Elisabethville should be transferred proposedly to Kamina Base and amalgamated with similar schools from other provinces.

The para-commando battalion which only exists as a nucleus should be transferred to a centrally located place in the Congo to form the core of a National Army para-commando unit.

According to the considerations listed above, a tentative plan for re-deployment of the Gendarmerie inside Katanga is given in Appendix E. It will be observed from the plan that some of the smaller units are kept at

original locations. This is to secure such important objectives as power-plants and industrial establishments against sabotage.

The proposed new locations for the troops are chosen according to present accomodation capacity of military camps in Katanga (Ref Appendix F) If the re-deployment plan is adopted the number of required UN replacement personnel recommanded on the Personnel Replacement Plan (Appendix G) may be reduced. Re-deployment of troops will, however, pose political problems and will not be discussed further in this plan.

#### **Time-phased plan for removal of non-Congolese personnel from the Armed Forces in Katanga.**

The time-phasing of the removal of personnel must be considered carefully in order to secure full control over troops in the period of transition. A decrease in discipline could lead to unrest and disorder in Katanga and would be contrary to the spirit of the Resolution of 21 February 1961.

A tentative plan has been worked out as to the time-phasing of the removal of non Congolese personnel from the Gendarmerie (Appendix D).

#### **Africanisation of cadres in the Gendarmerie**

Simultaneously with the phasing out of non-Congolese personnel in the Gendarmerie, the plan for Africanisation of the cadres should be accelerated.

The plan drawn up by the present Gendarmerie HQ as shown in the Second weekly Progress Report, Année 1, calls for 5-10 years for implementation. This is far too slow to meet the requirements for the army.

Detailed plans for training of Congolese officers and NCO's should be established and the occupation of maximum number of posts in the Army by Congolese personnel should be accelerated.



## PLAN EGGE

RAPPORT DU PROGRES HEBDOMADAIRE DATE DU 30 JUIN 1961

Plan proposé pour le remplacement des non-congolais par personnel O.N.U.  
dans la Gendarmerie Katangaise

### 1.— Considération de base

- a) Le Conseil de Sécurité dans sa résolution du 21 février 1961 stipule « le retrait immédiat et l'évacuation hors du Congo de tout le personnel militaire et para-militaire belge ou étranger, des conseillers politiques qui ne se trouvent pas sous commandement de l'O.N.U., et des mercenaires ».
- b) Le nombre total des membres des Forces Armées Katangaises est approximativement de 11.000 hommes (Cf. Annexe A.). De ce nombre, il y a 512 personnes, de tous rangs, qui doivent être remplacées selon la résolution précitée (Cf. annexe B.).
- c) De ces 512 personnes, 460 ont un commandement en tant qu'officiers ou sous-officiers. De ces 460 personnes, il y a 201 officiers belges ou sous-officiers payés partiellement par le Gouvernement belge (Catégorie MINAF - Ministère des Affaires Africaines). Les 259 officiers et sous-officiers restant sont de nationalités européennes diverses.
- d) Il est nécessaire d'avoir un total de 678 cadres dans la Gendarmerie. Il existe 74 positions vacantes, ce qui ramène le nombre des officiers et sous-officiers actuellement en service à 604. Parmi ces 604 personnes, 144 seulement sont congolaises, ce qui ramène le nombre d'officiers et sous-officiers à relever selon la résolution à 460.

- e) La période d'instruction des autres grades dans la gendarmerie a été de 4 à 10 mois. Les troupes avec une faible éducation de base peuvent présenter des difficultés disciplinaires.
- f) Il est évident qu'un retrait précipité des cadres peut causer des problèmes de discipline dans les rangs des soldats.
- g) Pour prévenir les désordres durant la période de transition les considérations suivantes sont à faire :
  - 1) Les forces armées devraient avoir un commandant d'origine congolaise avec effet immédiat.
  - 2) Les 52 non-congolais n'appartenant pas aux cadres devraient être retirés avec effet immédiat.
  - 3) Les 460 non congolais formant cadres devraient être retirés selon un plan programmé.
  - 4) Le personnel de remplacement de l'O.N.U. devrait être soigneusement sélectionné selon les critères de qualification professionnelle, personnalité et connaissance des langues.  
Tous les officiers devraient parler couramment le français. Les officiers et sous-officiers en contact direct avec les troupes devraient avoir une connaissance du swahili. Comme les règlements de base et les manuels sont écrits en lingala, la connaissance de cette langue sera requise en bien des cas.

## 2.— Plan de remplacement du personnel

Dans l'annexe C est présenté un projet de plan pour le remplacement des 282 cadres à retirer en accord avec la résolution.

Le plan est élaboré en détail pour chaque unité de la gendarmerie. Le plan est basé sur le présent déploiement des troupes.

Le nombre du personnel de remplacement à fournir par l'O.N.U. est donné de deux manières : le minimum et l'optimum.

## 3.— Plan de redéploiement

L'opération de remplacement serait grandement facilitée si quelques unités pouvaient être dissoutes et le reste redéployé dans des aires concentrées. Ceci rendrait le commandement et le contrôle des troupes plus facile dans la période de transition.

Donc, il est recommandé de dissoudre les unités mobiles (Groupes

mobiles). Le personnel non congolais serait expulsé et le reste inclus dans les unités non mobiles.

L'école des sous-officiers de « Le Marinel » serait à transférer à Kamina-Base et réunie aux écoles de sous-officiers des autres provinces du Congo.

L'école des transmissions d'Elisabethville devrait être transférée à Kamina-Base et réunie à des écoles similaires dépendant d'autres provinces.

Le bataillon de para-commandos dont il n'existe qu'un noyau serait transféré dans un endroit central du Congo pour former un corps de l'Armée Nationale.

En relation avec les considérations susmentionnées, un essai de plan pour le déploiement de la Gendarmerie à l'intérieur du Katanga est donné à l'annexe E. On observe que plusieurs petites unités ont été maintenues à leur emplacement d'origine.

C'est pour garder certains objectifs importants et des établissements industriels contre le sabotage.

Le nouvel emplacement proposé pour les troupes est choisi selon les capacités de logement des camps militaires du Katanga (annexe F).

Si le plan de redéploiement est adopté, le nombre de personnel de remplacement recommandé au plan repris à l'annexe C pourra être réduit.

Le redéploiement des troupes pourra poser, en outre, des problèmes politiques mais il n'en sera pas discuté davantage dans ce plan.

#### 4.— Programme pour le retrait du personnel non-congolais des Forces Armées Katangaises

La programmation du retrait du personnel doit être considérée soigneusement afin que l'on puisse assurer un plein contrôle sur les troupes dans la période de transition. Une diminution de la discipline pourrait amener l'inquiétude et le désordre au Katanga et serait contraire à la résolution du 21 février 1961.

Un essai de plan a été élaboré pour permettre le minutage du retrait du personnel non-congolais de la gendarmerie (annexe d).

NOTE. — Cette annexe est reproduite dans le présent ouvrage.

#### 5.— Africanisation des cadres de la gendarmerie

Simultanément avec l'élimination du personnel non-congolais de la gendarmerie, le plan d'africanisation des cadres doit être accéléré. Le plan

mis au point par le présent Q.G. de la gendarmerie, tel que présent dans mon second « rapport de progrès hebdomadaire », annexe I, demande 5 à 10 ans pour son exécution. C'est beaucoup trop lent pour rencontrer les nécessités de l'armée.

Des plans détaillés pour l'entraînement d'officiers et sous-officiers congolais devraient être établis et l'occupation d'un maximum de postes dans l'armée par du personnel congolais devrait être accéléré.

REMARQUE. — *Les annexes à ce plan sont longues et ne présentent aucun intérêt pour le présent ouvrage. Il sera donné le seul timing de relève du personnel européen. Le voici :*

### PROJET DE PROGRAMMATION POUR LE RETRAIT DU PERSONNEL NON-CONGOLAIS DE LA GENDARMERIE

#### 1) Q.G. Elisabethville

Commandant de la Gendarmerie	D	+	15
Reste du Personnel du Q.G.	D	+	30

#### 2) Ecoles

Officiers en charge	D	+	15
Instructeurs	D	+	30
Assistants techniques	D	+	90

#### 3) Services

D	+	30
---	---	----

#### 4) Unités

Commandants de bataillon	D	+	8
Commandants de compagnies	D	+	15
Sous-officiers avec commandement actif	D	+	45
Sous-officiers techniciens	D	+	90

N.B. — D : jour où le plan serait mis en début d'application.

EXEMPLE DE DESTRUCTIONS PAR AVIONS O.N.U.  
(Bureaux à Elisabethville)

- 1) deux coups au centre de la pelouse de façade, à 30 m. de la porte d'entrée principale (vitres cassées aux portes et fenêtres de la façade).
- 2) deux coups dans le toit et le mur des bureaux de la comptabilité ; 2 trous dans le mur, couverture du toit pulvérisée sur une surface de 100 m<sup>2</sup>, plafonds détruits, vitres disparues. Le matériel et les archives restent exposés aux intempéries.
- 3) deux coups le long des bureaux du Service du Personnel dans le gravier à 9 m. des fenêtres et un coup dans le toit au-dessus de ces bureaux : couverture du toit pulvérisée sur 70-80 m<sup>2</sup>, plafonds abîmés, vitres pulvérisées sur toute la façade.
- 4) un coup à 10 m. du bureau de M. L. dans la pelouse : vitres brisées et éclats dans les bureaux.
- 5) Un rocket, entré par la fenêtre du bureau du Secrétariat Technique, explose sur le mur de séparation au coin de la porte qui donne sur le bureau voisin (M. N.) et y provoque un trou de 0,8 m. de diamètre. Les armoires d'archives voisines, sont détruites ; les 2 bureaux sont criblés d'éclats, la plupart des vitres sont cassées. Le bureau télex, situé derrière l'autre mur, n'a reçu que quelques éclats.
- 6) Un coup dans une colonne du patio, entre les bureaux.
- 7) 2 rockets dans la cave des archives de la comptabilité générale et 1 rocket sur la pelouse à 10 m. de cette cave. Un de ces rockets, entré par la fenêtre, a explosé dans une étagère d'archives, y déclenchant un incendie qui prit rapidement des proportions importantes. En effet, les extincteurs ne suffirent pas à arrêter le feu, la pression d'eau était faible et le matériel difficile à rassembler étant donné l'insécurité du moment. Toutefois, après deux heures d'efforts, l'incendie put être maîtrisé. Toutes les archives de la comptabilité générale ont été détruites par le feu et par l'eau.  
Les rockets tombés sur la pelouse et sur la partie de la cave ont provoqué des dégâts importants à plusieurs des voitures qui se trouvaient là.

## APPENDIX : An example of the destruction done by UN aircraft.

(Offices in Elisabethville)

- 1) Two hits in the middle of the front lawn, 30 yds from the main front (panes of glass broken in the doors and windows of the facade).
- 2) Two hits on the roof and the wall of the accountants' offices, 2 holes in the wall, roofing crumbled over an area of 100 square yards; ceilings destroyed, panes of glass gone. Furniture and files remaining exposed to the weather.
- 3) 2 hits along the offices of the Service du Personnel (M. H.) in the gravel 5 yards from the windows and a hit in the roof above these offices; the roof crumbled over an area of 70-80 square yards; ceilings wrecked, panes smashed all over the façade.
- 4) A hit 10 yards from the office of M. L., on the lawn; panes broken and splinters in the offices.
- 5) A rocket which entered the office of the Secretariat Technique by the window, exploded on the partition wall in a corner where a door leads into the neighbouring office (M. L.) and made a hole 8 yards in diameter. Cupboards and files around were destroyed; both offices were riddled with holes from splinters and most of the window panes were broken. The telex office, beyond the other office received only a few splinters.
- 6) A hit in a courtyard pillar, between the offices.
- 7) 2 rockets in the archives cellar of the Comptabilité Générale and 1 rocket on the lawn 10 yards from this cellar. One of these rockets entered by a window and exploded in a shelf of files, starting off a fire which spread rapidly. The fire-extinguishers were not sufficient to stop the fire: the water pressure was low and it was difficult to get the apparatus to work owing to the insecurity of the moment. But, after 2 hours' trying, the fire was put down.

All the files of the General Accountancy offices were destroyed by fire and water.

The rockets which fell on the grass and in the cellar caused considerable damage to several of the cars which were parked there.

## Plan Hammond

Fac-simile du plan d'Elisabethville saisi par l'ONU chez un agent de l'Union Minière.

Les militaires onusiens prirent ce document pour un nouveau plan d'attaque par mortiers. Il semble que cette « découverte » provoqua l'occupation des usines de Lubumbashi.

## The Hammond Plan

*Facsimile of the map of Elisabethville which the UN found amongst the papers of an Union Minière employee.*

*The UN took this to be another plan for a mortar offensive and it appears that this « discovery » led to their occupation of the Lubumbashi Factories.*



Homme âgé assassiné par les Ethiopiens

*An old man murdered by the Ethiopians.*

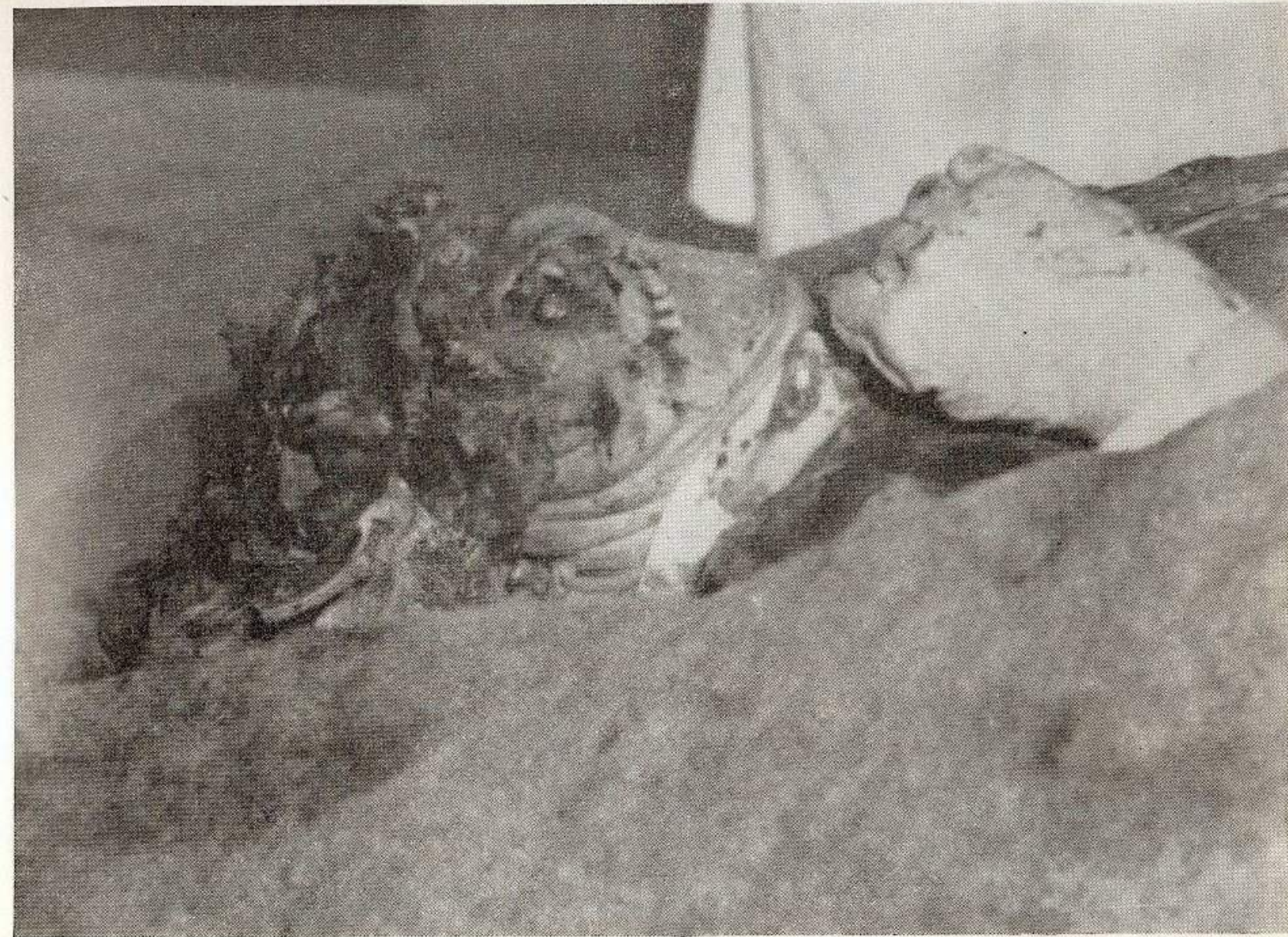


A cet effet sont et demeurent prohibés en tous temps et en tous lieux... les atteintes portées à la vie et à l'intégrité corporelle notamment le meurtre sous toutes ses formes, les mutilations, les traitements cruels...

(Art. 3 de la Convention de Genève en date du 12-8-49).

*Thus... attacks on human life and bodily integrity, and, in particular, killing of any kind, mutilation and physical cruelty, any time and any place shall be considered unlawful.*

*(Art. 3 of the Geneva Convention, 12-8-49)*



Assassiné par les Ethiopiens de l'ONU.

*Murdered by Ethiopians of the UN.*

*« The Katanga propaganda machine has thus had the material to fabricate horrendous tales of indiscriminate mayhem by UN troops. »*

Mennen Williams



Assassinée par les Ethiopiens.

*An Ethiopian Murder.*

« Oh ! quelle horreur apparut à mes yeux quand  
je lui vis trois faces à la tête ! L'une était par  
devant : elle était toute rouge. »      Dante

« Oh ! the horror to my eyes when I perceived that  
there were three faces to this head ! One in front;  
and it was red all over. »      Dante



Enfant blessé par les bombardements onusiens des communes katangaises.

*A child who was wounded during the UN bombardment of the African townships.*

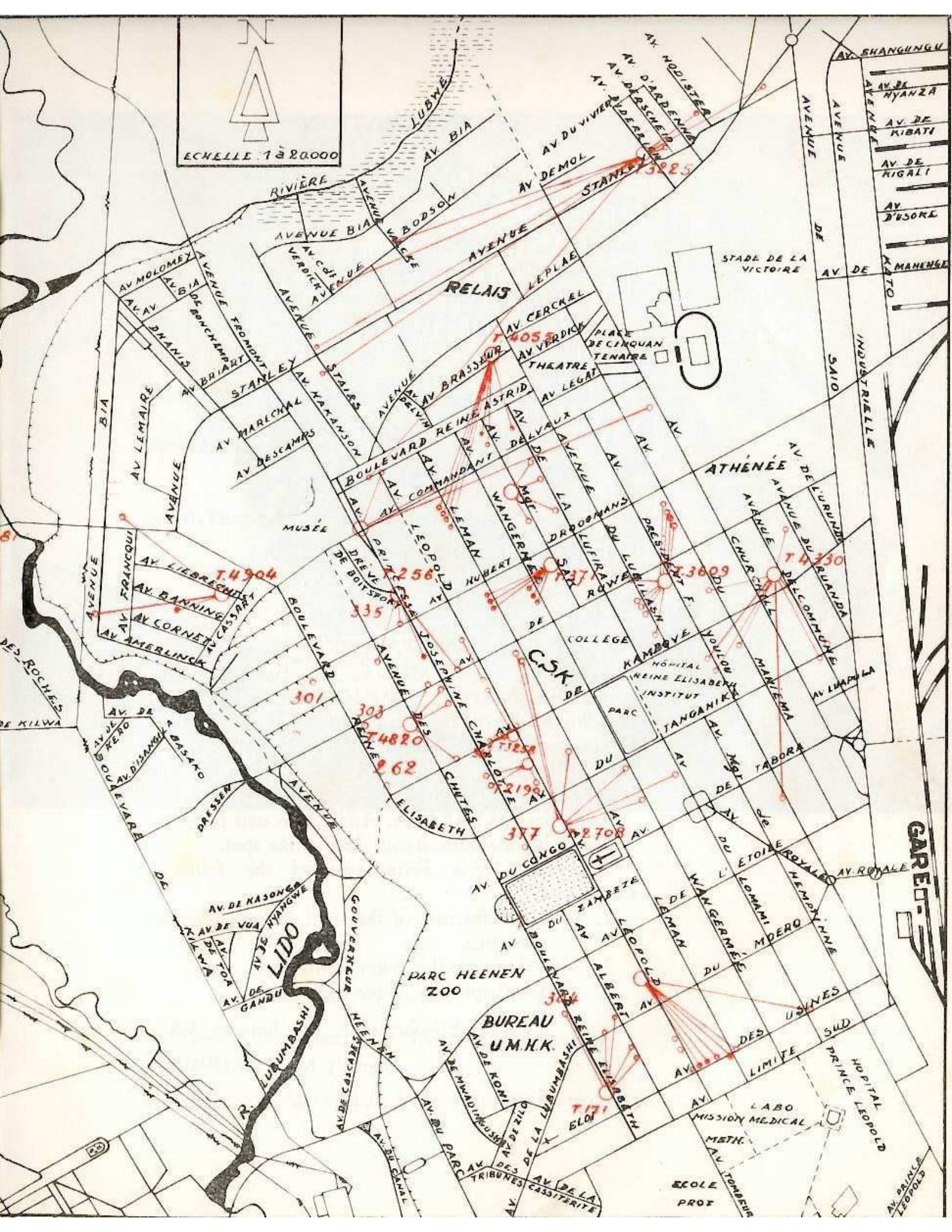
« Sa tête grise dodelinait et un mince filet coulait  
de ses lèvres molles. »

Morris L. West

*« Her grey head hung loose and a thin trickle of  
blood emerged from her inert lips. »*

Morris L. West

N  
Echelle 1 à 20000





## DECLARATION

Je soussigné TAMBWE, Marcel déclare que mon enfant TAMBWE, Jean-Félix né à Elisabethville le 10 août 1960 se trouvait avec sa mère auprès de la Basilique de la Commune Kenia à Elisabethville le 20 décembre 1961 vers 11 heures. Un obus de mortier tomba tout à côté d'eux.

Ma femme KAYAKEZA, Anne qui était enceinte eut les deux jambes brisées et mourut sur place.

Mon enfant Jean-Félix a subi les blessures suivantes :

1. — Fracture éclatée de l'humérus droit avec section du nerf.
2. — Un gros éclat au visage.
3. — Des petits éclats dans le cou-de-pied droit.

Fait à Elisabethville, le 7 janvier 1962.

*I, the undersigned TAMBWE, Marcel, affirm that my little son TAMBWE, Jean Felix, who was born in Elisabethville, on the 10th August 1960, was with his mother in the vicinity of the Basilica of the Kenia township in Elisabethville on the 20th December 1961 towards 11 am. A mortar-bomb fell just beside them.*

*My wife, KAYAKEZA, Anne, who was pregnant had both her legs broken and died on the spot.*

*My child, Jean Felix, received the following wounds:*

1. — *Open fracture of the right humerus cutting the nerve.*
2. — *A large shell-splinter in his face.*
3. — *Small splinters in the right instep.*

*Elisabethville, 7th January 1962.*

*(signed) M. TAMBWE*



Jeune femme tuée dans un véhicule (par bazooka).

*A young woman who was killed in a motor car hit by a bazooka.*

« Je ne puis m'empêcher de penser que notre civilisation a abouti à une perversion de quelques notions essentielles. »

A. Siegfried

*« I cannot help thinking that our civilisation has come to the point where some of our essential principles have been perverted. »*

A. Siegfried



Travailleur tué sur les lieux de son travail.

*A workman killed at the place where he works.*

Tout individu a droit à la vie, à la liberté et à la sûreté de sa personne.

(Art. 3 de la Déclaration universelle  
des droits de l'homme).

*Any individual person has a right to live, a right to his liberty and to his personal safety*

*(Art. 3 of the Declaration of the rights of man.)*



Ce n'était pas un mercenaire, c'est un simple civil qui vaquait à des occupations civiles. Il a été frappé de près par les troupes de l'ONU.

*This was no mercenary. He was a simple civilian going about his ordinary lawful occupations. UN troops fired on him at close range.*

« Mon enfant, mon cher enfant, la vie est brutale  
et féroce. »

Maupassant

« *Child, dear child, life is cruel, life is brutal.* »

Maupassant



Maison mitraillée (Commune Albert).

*A house damaged by machine-gun fire. (Albert Township).*

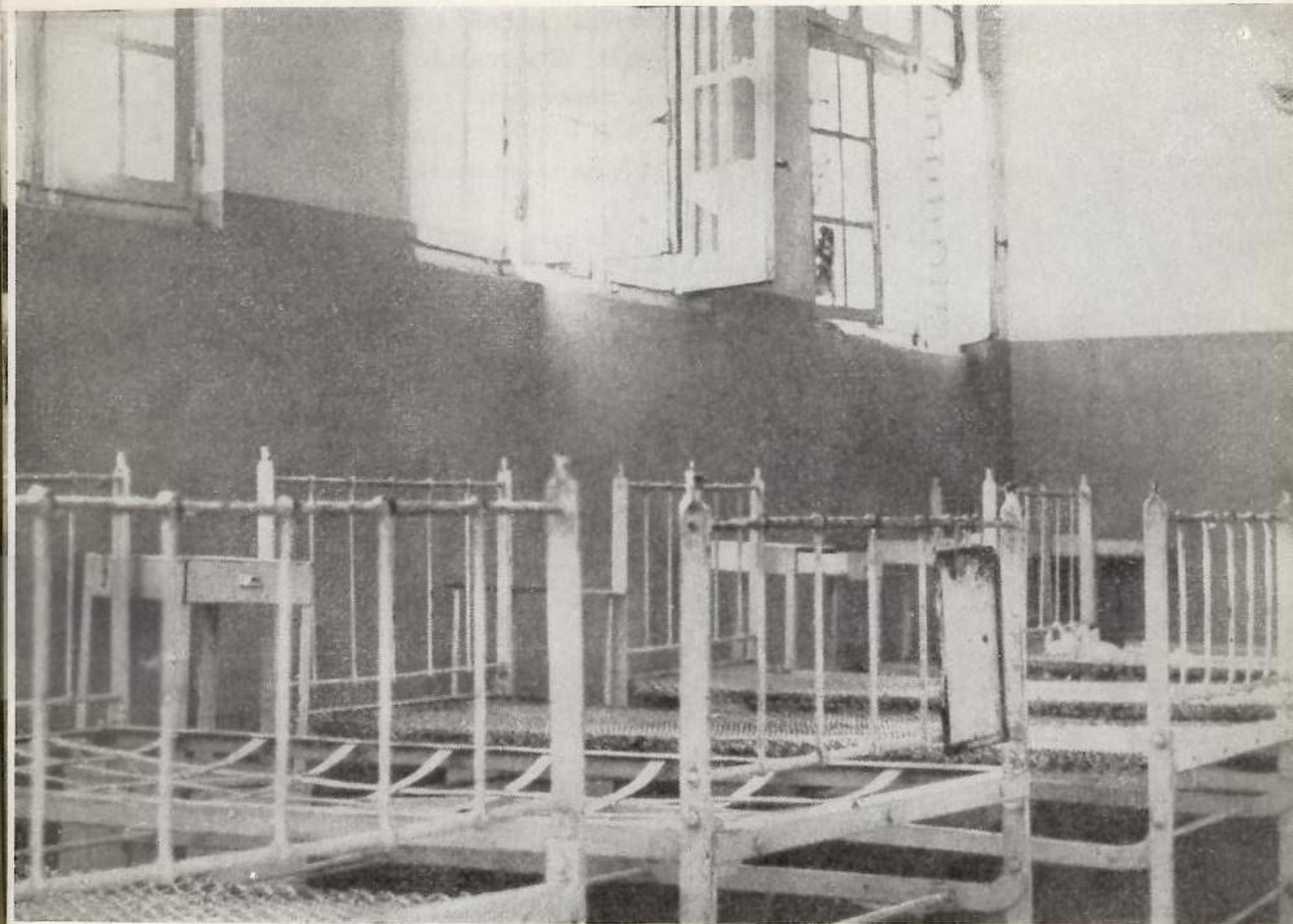


« Quant aux renseignements donnés par l'ONU inutile de vous dire que depuis l'affaire Cremer, ils peuvent à bon droit être mis en doute. »

E. Kimba

*« As for the information given by the UNO, I need hardly tell you that ever since the Cremer affair we have had good reason to doubt what they say. »*

E. Kimba



Hôpital bombardé par l'ONU. (L'ONU démentit puis admit ce bombardement).

*A Hospital bombed by the UN. (First they denied, then admitted the fact of this bombardment).*

Les hôpitaux civils organisés pour donner des soins aux blessés, aux malades, aux infirmes et aux femmes en couches ne pourront en aucune circonstance être l'objet d'attaques; ils seront en tous temps respectés et protégés par les parties en conflit..

(Art. 18 de la Convention de Genève  
en date du 12-8-49).

*On no account should civilian hospitals where the sick and the wounded, where invalids or pregnant women are tended, be the object of an attack; they shall always be respected and protected by the opposing sides.*

(Art. 18 of the Geneva Convention 12-8-49).



Hôpital bombardé par l'ONU.

*A hospital bombed by the UN.*

Le personnel régulièrement et uniquement... chargé de la recherche de l'enlèvement, du transport et du traitement des blessés et des malades civils, des infirmes et des femmes en couches sera respecté et protégé.

(Art. 20 de la Convention de Genève en date du 12-8-49).

*Persons who are regularly and solely concerned with seeking, transporting and succouring the wounded and the sick of the civilian population, invalids and pregnant women, shall be respected and protected.*

*(Art. 20 of the Geneva Convention, 12-8-49).*



Ambulance attaquée au Bazooka par les forces de la Paix.

*An ambulance hit by the bazookas of the Peace Force.*

« Du fait qu'ils sont blessés, ils ne sont plus nos ennemis. »

Louis XV

*« The fact that they have been wounded means that they are no longer our enemies. »*

Louis XV



Ambulance mitraillée par les soldats de l'ONU.

*An ambulance machine-gunned by the UN troops.*



Le bombardement intentionnel de populations civiles est contraire au Droit.

(Résolution de la S.D.N. le 30-9-38).

*Bombing of any civilian population is unlawful.  
(A Resolution of the League of Nations, 30-9-38)*



Maison bombardée par l'ONU.

*A house bombed by the UN.*

Les cités d'Elisabethville sont éloignées de tous objectifs militaires. L'ONU les bombardra aveuglément à coups de mortiers. Les maisons sont très rapprochées ce qui permit à l'Organisation de tuer de nombreux habitants.

*The townships in Elisabethville are situated away from any military objective. They were bombed blindly by the UN with mortar-bombs. As the houses are laid out very thickly, the UN succeeded in killing numerous inhabitants.*



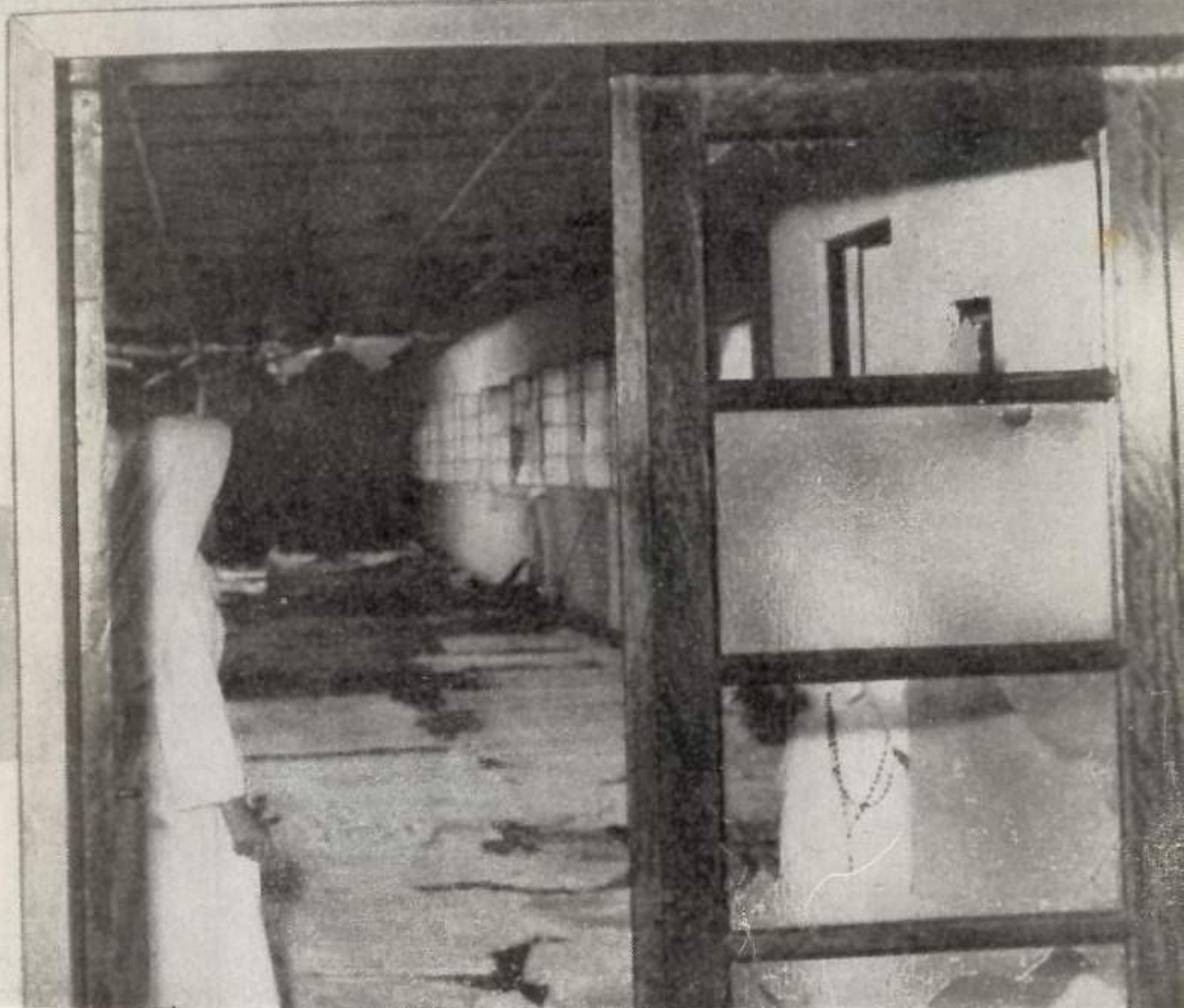
Maison atteinte par mortier

*A house bit by a mortar-bomb*

« Une nouvelle guerre au Katanga compromettrait définitivement la civilisation chrétienne et l'ordre au centre de l'Afrique. » M. Tshombe

*« If there is another war in Katanga, Order and Christian civilisation in the heart of Africa will suffer a set-back with unforeseeable consequences. »*

M. Tshombe



Maison religieuse à Elisabethville. (Destruction opérée par l'aviation ONU.)

*A convent in Elisabethville. (Destroyed by the UN aircraft).*

Voici la maison de Dieu et la Porte du Ciel.  
(Messe Terribilis)

*Behold the House of the Lord and the Gate of  
Heaven.* (from the Mass Terribilis)



Eglise de la Lubumbashi. (Destruction par mitrailleage d'avion O.N.U.)

*The church at Lubumbashi. (Damaged by the machine-guns of the UN aeroplanes).*



Les objectifs visés du haut des airs doivent constituer des objectifs militaires légitimes et pouvoir être identifiés.

(Résolution de la S.D.N. du 30-9-38.)

*Any objective picked out from the air must be a lawful military objective and must be able to be identified.*

*(A resolution of the League of Nations 30-9-38.)*



Hôpital de Shinkolobwe.

*The Hospital at Shinkolobwe.*

« L'immunité des hôpitaux s'établit au cours du  
18e siècle comme un usage international. »

H. Coursier

*« The immunity of hospitals was established in the  
18th century as an international convention. »*

H. Coursier



Hôpital de Shinkolobwe. (Destruction par les avions de l'ONU).

*The Hospital at Shinkolobwe. (Destroyed by UN planes).*

« Contre tous ceux qui ont ordonné ou accompli les crimes de guerre, la question se pose de savoir quelle sanction eut dû les frapper. »

M. Sibert

*« What retribution is there for those who commit war crimes or for those who instigate them ? That is the question which we have to consider. »*

M. Sibert



Autre vue de l'hôpital de Shinkolobwe.

*Another corner of the hospital at Shinkolobwe.*

La loi de nature met des bornes au Droit de la  
guerre. (L'Encyclopédie du 18e siècle)

*Natural Law sets limits to the laws of War.*  
« L'Encyclopédie du 18e siècle »)



Maternité de Shinkolobwe.

*The Maternity Clinic at Shinkolobwe.*



« Il est de notre droit de voir notre confiance en  
cet organisme ébranlée. »

M. Tshombe

*« It is natural that our confidence in this Organisa-  
tion should be shaken. »*

M. Tshombe



Maternité de Shinkolobwe. (Destruction par les avions de l'ONU).

*The Maternity Clinic at Shinkolobwe. (Damaged by UN planes).*

L'éducation doit favoriser la compréhension, la tolérance...ainsi que le développement des activités des Nations Unies pour le maintien de la Paix.

(Déclaration universelle des Droits de l'Homme).

*Education should promote understanding and tolerance... and the development of the United Nations' activities for the furtherance of Peace.*  
(The General Declaration of the Rights of Man).



Ecole attaquée par les forces de la Paix.

*A school which was attacked by the Peace Force.*

Nous peuples des Nations Unies résolus... à  
préserver les générations futures du fléau de la  
guerre...

*We, the peoples of the United Nations... deter-  
mined to guard the coming generations against the  
scourge of war....*



Il faudra rebâtir.

*All this will have to be rebuilt.*